l'unité

M 2805 - N° 530 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 21 octobre 1983



Gamma

LAURENT FABIUS : "NOUS SOMMES RESOLUS A JOUER A FOND LA CARTE DES P.M.E."

(page 3)

PRIVE-PUBLIC: L'HEURE DE VERITE

Après la publication du texte très ouvert d'Alain Savary, la balle est désormais dans les deux camps en présence. L'heure n'est plus à la polémique et aux procès d'intention mais à la recherche d'une solution durable pour liquider un contentieux séculaire **(page 6)**

LA CRISE CHEZ LES AUTRES

IV. GRANDE-BRETAGNE: UNE DEMOCRATIE A LA DERIVE MINEE PAR LE RACISME ET LE CHOMAGE

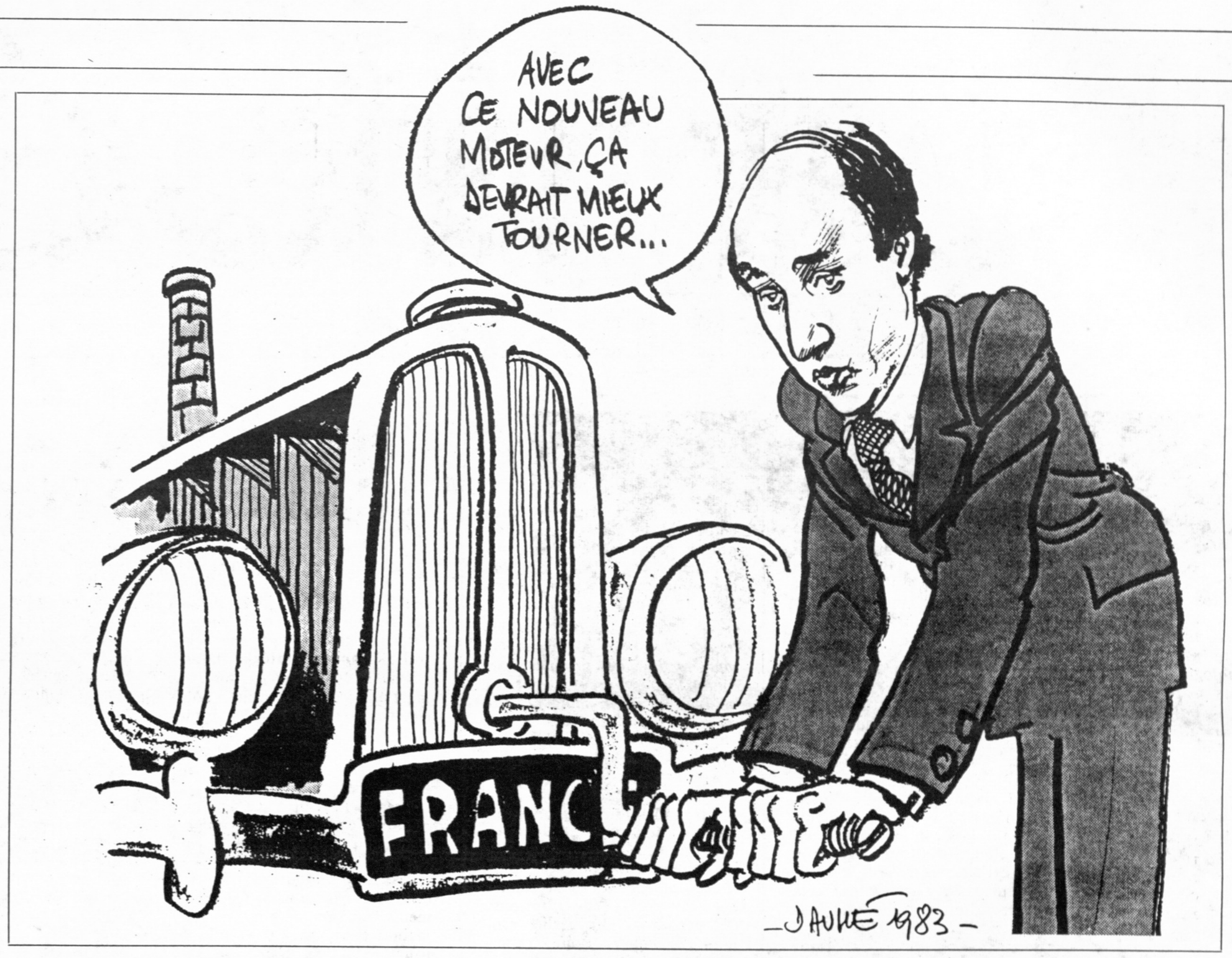
Les Docklands, un quartier de Londres où il ne fait pas bon être Noir, Asiatique ou chômeur... Une visite dans ce vieux secteur industriel abandonné illustre mieux que tous les discours la violence du libéralisme sauvage imposé par Margaret Thatcher **(page 12)**

SERGE MOATI: "PLUS QUESTION D'ESSAYER DE FAIRE LE BONHEUR DES TELESPECTATEURS MALGRE EUX"

Serge Moati, directeur général de Fr.3 qui dit de lui-même qu'il fut "bardé de certitudes et en conséquence ramassa quelques bides" répond sans détour aux questions sans complaisance de Fabian Gastellier **(page 16)**

EUROMISSILES: LE DESEQUILIBRE DE LA TERREUR

Même si notre sympathie va à ceux qui crient "ni Pershing, ni SS 20" on est bien obligé de constater une fois de plus que les SS 20 existent depuis longtemps à l'Est et que les Pershing 2 ne sont pas encore à l'Ouest **(page 32)**



INDUSTRIE : UNE STRATEGIE CONTRE LE DECLIN

La stratégie industrielle est sur ses rails. Pour Laurent Fabius, il s'agit de ne rien négliger ni les secteurs de pointe ni les secteurs traditionnels. Mais surtout pas les P.m.i.

PAR STEPHEN GERE

MINISTERE de l'Industrie et de la Recherche. Le poids stratégique, les compétences et la dénomination de ce ministère, appelé d'ordinaire « l'Industrie », marqueront sans doute longtemps le paysage économique français.

A un moment donné, chaque pays a son mode particulier de développement économique, qui tient compte de sa culture, de ses traditions industrielles, de l'histoire de ses mouvements sociaux. Il en est ainsi des Etats-Unis et de leur tradition bicentenaire de non-interventionnisme, du Japon actuel et de son Miti omnipotent.

L'équilibre industriel français repose sur son économie mixte (secteur privé, secteur public, économie sociale). C'est une mécanique fragile dont le fonctionnement résulte d'un subtil dosage entre la responsabilité publique (gouvernement, régions, institutions...) et celle des individus. S'en remettre totalement à la « magie du marché », comme le souhaite avec impétuosité Jacques Chirac, casserait aussi sûrement la machine qu'un excès de centralisme industriel.

En 1981, la gauche au pouvoir se colletait tout de suite avec deux difficultés majeures : la crise et l'hostilité résolue des milieux industriels et d'affaires. Aux deux maux, il convenait d'appliquer la même médecine : une stratégie industrielle qui enraye la première et décide les seconds à jouer le jeu. A l'adresse de ces derniers, le principe était clair. Pas de développement économique et social de la France sans associer les travailleurs aux décisions et aux résultats. Les nationalisations et les lois Auroux participaient de cette nouvelle donne.

Les nationalisations répondaient aussi à un désir brûlant d'agir sur le cours des événements. Au-delà de tout débat idéologique, elles devaient être le fer de lance d'une nouvelle croissance. Pour la plupart d'entre elles — la sidérurgie, Rhône-Poulenc ou P.u.k. — il s'agissait avant tout d'une opération de sauvetage, qui demanderait beaucoup de temps et d'argent. Conséquence d'une politique sélective de créneaux, elles apparaissaient comme victimes de la division internationale du travail. Secteurs à basse rentabilité du capital, les investisseurs privés se détournaient de ces entreprises pour leur préférer des placements plus intéressants, souvent improductifs. Gros employeurs, il fallait réadapter ces mastodontes au marché (restructurations, nouveaux produits, modernisation). Leurs activités concouraient à l'indépendance industrielle de la France, pour qu'on ne connaisse pas dans l'avenir un choc chimie de base ou sidérurgie. Leur taille était adéquate à la conquête de marchés extérieurs.

Ces entreprises souffraient d'une double anémie, côté recherche et investissement.

Laurent Fabius a précisé que leur effort de recherche augmenterait de 5 % par an en volume et l'investissement de 10 % par an. Moyennant quoi, elles devaient équilibrer leurs comptes en 1985 ; aux équipes dirigeantes — qui disposent de la plus totale autonomie de gestion — de se débrouiller... Avant cette date, elles ne se cantonneront pas dans la gestion courante. Certes, l'Etat comble les déficits d'un choc post-opératoire, mais les restructurations opérées intègrent le progrès technique, et leur rôle moteur dans l'environnement économique, en ce qui concerne l'essaimage, par exemple, fera progressivement sentir ses effets.

Après les « créneaux » et les « filières », c'est quoi maintenant ? ironisent les industriels. Il s'agit de donner les moyens d'une dynamique industrielle. La stratégie retenue n'a pas le choix. On ne privilégiera pas le développement des secteurs de pointe en oubliant de muscler les secteurs traditionnels. On ne peut rien négliger. Il fallait se donner un outil, capable de « moderniser » l'ensemble de l'industrie et les nationalisées, ce sera le plan productique. Il ne s'agit pas, répète-t-on, de manquer la « troisième révolution industrielle ». Pour cela, on stimulera la circulation des technologies diffusantes, électronique, robotique, automatismes, dans l'ensemble de l'industrie. Double effet : on développe une branche importante des équipements industriels et on accroît la productivité de l'ensemble.

Il ne s'agit que d'un moyen privilégié, un instrument principal pour l'adaptation des industries de base (sidérurgie), le renforcement de nos industries de transformation (le textile). L'effort portera encore sur le développement de nos points forts, comme l'agro-alimentaire, une mine sous-exploitée, ou encore l'électronucléaire. Enfin, les industries d'avenir seront tout particulièrement soignées, comme l'électronique, à la faveur de la filière du même nom. Pour Laurent Fabius, le plus gros effort visant à faire de la France « le troisième pôle électronique du monde ». Et encore les biotechnologies — dans un avenir tout proche une « révolution » à l'instar de celle insufflée par l'électronique — et les matériaux nouveaux, comme la fibre de carbone.

Les grandes industries ne créeront pas beaucoup d'emplois et la productique risque encore de limiter cette création. En revanche, les P.m.e., y compris l'artisanat, constituent, selon le ministre, « un formidable gisement ». Là encore, l'Etat ne régentera pas tout, mais mettra tous les moyens dont il dispose au service de la prolifération des P.m.i. Il s'agira de promouvoir le capital risque — F.i.m. et second marché boursier —, de réaliser un effort de formation, de simplifier les procédures d'aides publiques et les transformant, si possible, en allégements de charges, d'accroître le rôle des régions — création de Comités régionaux de restructuration industrielle (Corri) par décentralisation du C.i.r.i. — sans oublier l'Agence nationale pour la création d'entreprises et les allégements d'impôts sur les sociétés pour les nouvelles entreprises.

Enfin, dernier point sensible, Laurent Fabius se prononce pour la liberté des prix industriels, une mesure qui ne manquera pas de se heurter à la politique *désinflationniste* menée Rue de Rivoli. Un combat contre l'inflation indispensable à la compétitivité de nos produits, au moment précisément où elle connaît un regain de tension (0,7 à 0,8 % en septembre).

Voilà. L'Etat — le gouvernement de gauche ! — continuera à être présent aux côtés des Français dans leur effort de réindustrialisation. Certains l'ont déploré et vont continuer à le déplorer. Il sera présent différemment, d'une manière moins accentuée, comme quelqu'un qui relâche un peu sa tutelle. Une attitude remarquée par le très libéral « Wall Street Journal », sorte de voix de l'Amérique industrielle, lequel souligne encore le « professionnalisme » de la prestation du ministre français à l'Assemblée nationale. D'ailleurs, comment le gouvernement pourrait-il ne pas être aux côtés des Français et de leur industrie dans une période aussi délicate ? Les milieux d'affaires ne manquent jamais, lorsqu'ils se trouvent en difficulté, de faire appel, avec impatience, à l'intervention des pouvoirs publics, l'affaire Creusot-Loire en est la dernière illustration. La droite politique n'en cesse pas moins de dénoncer cet Etat omniprésent. Mais la droite a le goût des paradoxes. ●

EXCLUSIF

LAURENT FABIUS : "NOUS SOMMES RESOLUS A JOUER A FOND LA CARTE DES P.M.E."

LAURENT Fabius a présenté la stratégie industrielle aux députés le mardi 11 octobre. Pendant une heure et demie, il a exposé les grandes orientations de l'action gouvernementale à venir pour sortir la France de son déclin industriel et la préparer aux combats technologiques de demain. Il nous a parlé plus longuement des nationalisées, des industries traditionnelles et de pointe des P.m.i. et du rôle des travailleurs dans cette transformation radicale de notre environnement industriel. ●

« L'UNITE » : — Les nationalisées devaient être le fer de lance du redressement industriel. Beaucoup sont déficitaires. Qu'en est-il exactement de leur rôle ?

LAURENT FABIUS : — Un mot d'abord sur le passé. La nationalisation a répondu à un certain nombre de raisons. Je n'y reviens pas, sauf sur l'une d'entre elles, souvent négligée. La plupart des entreprises nationalisées en 1981 étaient en mauvaise situation financière, faute d'apports suffisants par les actionnaires privés, faute d'une stratégie et d'une gestion satisfaisantes. Elles étaient alors en majorité incapables de faire face aux mutations technologiques qui s'annonçaient, aux efforts de recherche et de développement nécessaires. Bref, elles risquaient de fermer ou d'être vendues soit totalement, soit « par appartements ». C'était ou la nationalisation ou la liquidation. Il ne faut pas l'oublier.

Depuis lors, un énorme coup de collier a été nécessaire. Sur tous les plans. Economiquement, les résultats sont déjà significatifs. En 1982, le solde commercial des entreprises nationales industrielles a été positif à hauteur de 70 milliards de francs. En 1983, l'investissement progresse pour ces entreprises de près de 20 % alors que malheureusement il stagne pour beaucoup d'autres secteurs. La recherche augmente nettement. Le rôle d'entraînement joué par ces entreprises est donc puissant. Sur le plan social, il y a une grande diversité des situations. Certaines unités ont bien compris les nécessités du changement. D'autres — et les travailleurs le ressentent au quotidien — sont restées trop enfermées dans de vieux schémas. Il y a donc un effort à faire pour que les textes votés par le Parlement entrent réellement dans les faits. L'entreprise, ce sont les femmes et les hommes qui y travaillent, et on ne fera rien de bon sans eux.

Pour l'avenir, les entreprises nationales doivent respecter les trois conditions qui sont fixées à leur fonctionnement : contrat de plan (qui détermine avec l'actionnaire public les principaux objectifs), autonomie de gestion (qui s'exerce à l'intérieur des objectifs définis par le contrat de plan), équilibre financier pour la quasi-totalité avant la fin 1985 (car il serait désastreux que l'entreprise nationale soit assimilée au déficit). Ces objectifs, nous devons et nous pouvons les atteindre. Ce sera la meilleure réponse aux partis pris idéologiques de ceux qui — en souhaitant tout dénationaliser — bouleverseraient l'économie française et conduiraient à une véritable régression sociale.

— Les secteurs à faible valeur ajoutée sont de plus en plus vivement concurrencés par les nouveaux pays industrialisés. Pensez-vous qu'on puisse encore sauver la sidérurgie, le textile ou la chimie lourde ?

— Ces secteurs ont des difficultés, c'est vrai. La crise internationale, les bouleversements technologiques, les surcapacités, l'apparition de nouveaux concurrents, les retards d'investissement en France, tout cela et bien d'autres causes ont joué pour expliquer ces difficultés. Il ne faut en aucun cas pour autant abandonner ces secteurs, qui restent essentiels au développement d'une nation comme la nôtre. Mais nous avons besoin de réaliser un formidable effort d'investissement et de modernisation, accompagné d'une approche sociale et régionale des lourds problèmes humains posés.

C'est précisément ce qui a été engagé avec la sidérurgie. Le choix est clair : bâtir une sidérurgie moderne. Nous devons non pas remettre en cause les choix courageux qui ont été faits mais rester à l'affût de l'évolution technologique, rechercher — ce qui demande d'être plus exigeants et sélectifs — l'investissement efficace, nous diversifier, éviter les doubles emplois. J'ai demandé à Usinor et Sacilor de coordonner leurs efforts chaque fois que possible et surtout en matière de recherche.

Dans la chimie lourde, les restructurations indispensables sont intervenues et il faut désormais aller de l'avant. Pour le textile, le plan que la France a adopté a eu des résultats positifs : accroissement de l'investissement, diminution des pertes d'emplois. Il est actuellement contesté à Bruxelles. Nous entendons le défendre avec vigueur : le textile n'est pas condamné en Europe, dès lors que nous savons nous moderniser et nous adapter.

— En rationalisant à l'extrême (téléphone par exemple), on constitue des groupes assez importants pour attaquer le marché mondial, mais ne craignez-vous pas que des erreurs de choix industriels conduisent ces industries à une situation dramatique ?

— On ne décide pas une « rationalisation » comme on joue au Monopoly. Il se trouve que, dans certains secteurs, l'évolution des données industrielles et sociales peut rendre nécessaire des redistributions, des évolutions. La réalité économique bouge. Pour accompagner ces changements, les maîtriser, les faire servir au progrès, des décisions structurelles sont parfois indispensables.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le projet de rapprochement d'activité entre Thomson et C.g.e. Le marché est désormais mondial dans leurs spécialités. Il faut disposer de moyens humains, scientifiques, financiers considérables qui ne peuvent être « doublonnés ». Nos groupes sont capables de devenir ainsi de grands compétiteurs mondiaux. D'où ce projet auquel le gouvernement a mis trois conditions : l'une concerne la nécessaire consultation des personnels, l'autre le souci primordial de l'emploi, enfin l'exigence d'une bonne commercialité car il ne s'agit pas de sacrifier tel excellent produit à tel autre mais de renforcer les complémentarités. Bref, c'est ne pas choisir ce type d'évolution qui aurait conduit assurément à une situation redoutable de dépendance et de faiblesse.

— Après l'échec du plan calcul, la France a un retard à combler dans le domaine de l'électronique. Comment le combler ?

— L'électronique est au cœur de la troisième révolutions industrielle. Nous avons décidé de faire face et de choisir l'électronique comme axe central de notre stratégie industrielle. Notre objectif : faire de la France le troisième pôle électronique du monde. Pour cela, nous avons défini un programme cohérent qui articule les actions de recherche, de production et de formation.

Prenez l'exemple de la formation : d'ici à 1985, l'équipement informatique dans l'enseignement supérieur sera mis à niveau. En 1988, mise à niveau dans l'ensemble des établissements scolaires et pour la formation continue. En 1988 toujours, 100 000 micro-ordinateurs dotés de logiciels pédagogiques seront en place et 100 000 enseignants auront été formés à l'utilisation pédagogique de l'informatique. J'ajoute que, dès l'année prochaine, T.f.1., mon ministère et l'Agence de l'informatique mettront en place un programme de sensibilisation et d'initiation à l'informatique par la télévision qui devrait toucher des centaines de milliers de familles.

En recherche également, nous réalisons un effort massif, au plan français et au plan européen (programme Esprit). S'agissant de la production, nous cherchons à maintenir nos point forts (télécommunications, logiciels, monétique, électronique professionnelle, etc.), à combler nos handicaps (composants) à développer des branches nouvelles (fibres optiques). Cela demande des choix (renforcement de Bull), des ajustements de structures (rapprochement d'activités entre C.g.e. et Thomson et une meilleure coordination administrative (entre les P.t.t. et le ministère de l'Industrie et de la Recherche). Tout cela est en bonne voie. C'est le grand défi technologique, industriel, culturel des prochaines années.

— Les industries du futur comme les biotechnologies sont appelées à jouer un rôle fondamental dans un avenir très proche, où en est-on ?

— Les biotechnologies sont un des grands secteurs du futur. Elles jouent déjà un rôle important, notamment dans les industries agro-alimentaires. La France est bien placée.

D'ores et déjà, nous avons lancé un « programme mobilisateur : essor des biotechnologies ». Son objectif est de dynamiser la recherche en ce domaine ; par la création de système d'information (banques de données), par des contrats de programme ou des actions concertées avec les organismes de recherche, par une aide financière aux projets de développement stratégique de l'industrie.

Les premiers résultats de ce « programme mobilisateur » mis en place en 1982 sont très positifs. Les organismes publics de recherche (C.n.r.s., I.n.s.e.rm., I.n.r.a., Institut Pasteur notamment) ont consacré, en 1983, 890 millions de francs aux recherches en biotechnologie. Ces recherches ont été également encouragées dans le secteur industriel par des crédits publics notamment en génie génétique, en agro-alimentaire et en médecine. La France a été choisie avec la Grande-Bretagne comme coresponsable du réseau international des recherches en biotechnologie dont la création a été décidée à la suite du sommet de Versailles.

De plus, nous avons décidé de placer les biotechnologies parmi les priorités assignées au Fonds industriel de modernisation. Opérationnel depuis le 1er septembre, le F.i.m bénéficiera de ressources importantes grâce au nouveau Compte de développement industriel (C.o.d.e.vi.) et financera directement le développement et la modernisation industriels.

Effort de recherche, effort d'investissement et de formation seront ainsi conjugués pour que la France joue un rôle majeur dans ce secteur clé du futur. Pour montrer concrètement la qualité des réalisations françaises dans tous les domaines, nous organiserons en 1985 une grande exposition nationale de la technologie, de la recherche et de l'industrie.

— On dit que la France manque de spécialistes : ingénieurs, informaticiens, spécialistes des biotechnologies, commerciaux sachant exporter. Comment envisage-t-on d'adapter notre système éducatif ?

— Nous commençons à rattraper actuellement un retard accumulé depuis des années, en prenant des mesures à la fois pour former des enseignants, des ingénieurs, des techniciens. Le triangle de base sur lequel repose tout notre effort, c'est le triangle formation-recherche-investissement : voilà la clé de l'avenir.

En ce qui concerne la fonc-

(suite en page 4)



Sygma

Louis Mermaz, Laurent Fabius et Pierre Dreyfus, inaugurant l'exposition « Objectif industriel », le 11 octobre dernier.

(suite de la page 3)

tion commerciale, celle-ci souffre malheureusement en France d'un relatif désintérêt et tous les efforts seront faits pour la revaloriser. On se soucie plus de concevoir que de produire et de vendre. Or les trois aspects sont évidemment déterminants. D'ores et déjà, le gouvernement a décidé de créer une école nationale d'exportation, qui devrait commencer à fonctionner dès l'an prochain.

— Les P.m.e. se plaignent souvent que le secteur bancaire hésite à prendre des risques en leur faveur. Qu'en pensez-vous?

— C'est un vieux problème qui, il faut le reconnaître, n'est pas encore bien résolu. Au cours des deux dernières années cependant de nombreuses mesures ont été mises en place : développement du capital risque, création du second marché boursier, prêts participatifs simplifiés accordés au niveau local, création du Fonds industriel de modernisation. Nous sommes résolus à aller plus loin en poursuivant deux objectifs : abaisser le coût des ressources financières vers les entreprises, simplifier les procédures d'aides. Ces décisions devraient permettre aux banques plus que par le passé de jouer pleinement leur rôle de partenaires financiers des P.m.e.

— Quelles mesures concrètes peuvent favoriser la création d'entreprises ?

– Les P.m.e. sont probablement les plus aptes à créer beaucoup d'emplois dans les années à venir. Pour encourager les créations d'entreprises, de nombreuses mesures ont été prises depuis deux ans : développement du rôle de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (A.n.c.e.), généralisation des centres de formalités administratives uniques dans tous les départements, projet de loi sur le congé salarial pour création d'entreprises, suppression des impôts directs pendant une durée de trois ans pour les entreprises en création.

De 1980 à 1982, le nombre des créations d'entreprises industrielles et artisanales s'est accru de 40 %. Ce nombre doit pouvoir s'accroître encore dans les prochaines années. C'est pourquoi de nouvelles initiatives sont prises, en particulier la suppression des obstacles juridiques et fiscaux que rencontrent les créateurs d'entreprises, et qui entravent les transmissions, l'amélioration des relations entre l'entreprise et ses partenaires extérieurs (en particulier la sous-traitance), le développement de l'économie sociale. Par ailleurs, nous travaillons à la création d'une nouvelle formule juridique pour les petites entreprises, la société unipersonnelle, qui devrait présenter une simplification considérable. Nous sommes résolus à jouer à fond la carte des P.m.e. L'action en direction des P.m.e. doit désormais relever clairement du niveau des régions.

— L'Europe industrielle doit se serrer les coudes pour affronter des puissances comme les Etats-Unis ou le Japon. Comment y parvenir ?

— Vous posez bien la question : l'Europe doit se serrer les coudes. Jusqu'ici l'Europe s'est occupée surtout des difficultés et très peu des espoirs. Or si nous voulons relever les défis des superpuissances technologiques, en particulier Etats-Unis et Japon, nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'un émiettement européen de la recherche et de l'industrie. Mais jusqu'ici peu de projets communs existent. Sait-on que depuis quatre ans les différents pays de la C.e.e. ont dépensé pour les microprocesseurs deux fois plus que le Japon mais que celui-ci dans le même temps, grâce à une coordination à une impulsion meilleure, est parvenu à contrôler 40 % du marché mondial contre 10 % pour la C.e.e ?

La coopération se situe d'abord dans la recherche par le lancement de programmes communs de recherche-développement (informatique, productique, biotechnologies, nouveaux modes de transport terrestres, espace, télécommunications, etc.) ou par la mobilité des chercheurs.

La coopération industrielle est également indispensable pour que les firmes européennes trouvent progressivement intérêt à s'associer entre elles : des idées existent, il faut les creuser.

Le mémorandum français déposé en septembre dernier auprès de nos partenaires de la C.e.e. définit les voies de ce « Nouvel espace européen de la recherche et de l'industrie ». De quoi s'agit-il au fond ? De faire, quelques dizaines d'années après et sous de nouvelles formes, ce que Jean Monnet et d'autres ont voulu réaliser après la guerre. A l'époque, les deux productions industrielles majeures étaient l'acier et le charbon. D'où la C.e.c.a. Aujourd'hui, pour faire face à la révolution technologique, la France propose de franchir une nouvelle étape : bâtir un espace scientifique industriel et social européen.

— Pouvez-vous émettre un pronostic : quand les effets de la politique de la gauche joueront-ils pleinement ?

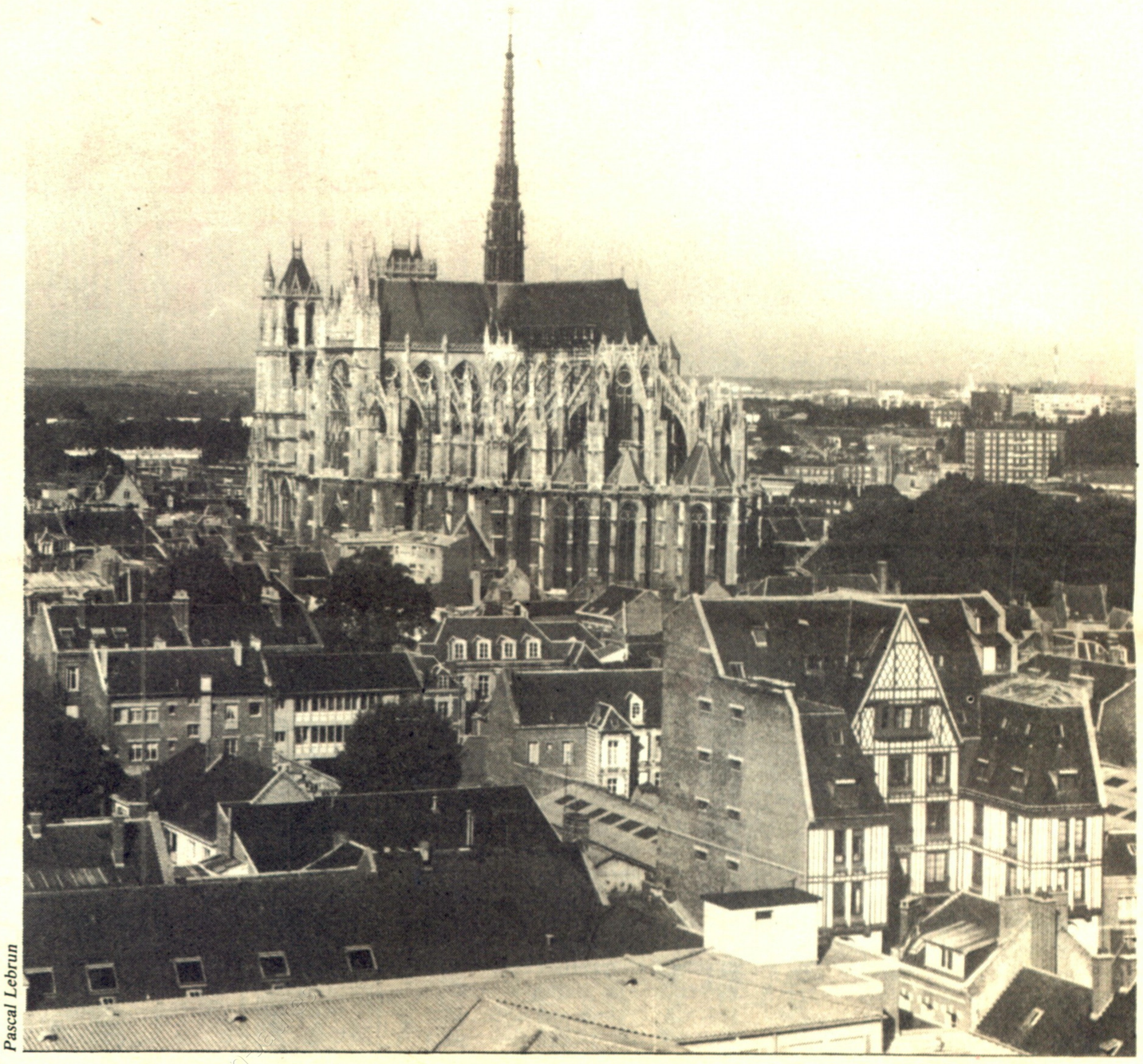
— En matière industrielle, malheureusement le temps est long. C'est celui de la formation des hommes, de la mise au point des produits, de la réalisation des investissements. Et le retard pris au cours des dix années passées a été considérable. S'il est un domaine où la notion contestée d'héritage est irrécusable, c'est bien l'industrie. Cinq ans, parfois plus, voilà l'horizon plutôt que trois mois. Déjà des résultats apparaissent : commerce extérieur, formation, projets industriels. Mais les résultats d'ensemble sont assez lents, je ne le cache pas. Nous essayons sur tous les plans de préparer l'avenir, nous nous en donnons les moyens, et nous nous efforçons au maximum, à travers la concertation, de prendre en compte les éléments humains dans ces choix pour réaliser autant que possible une approche sociale des mutations indispensables.

— La réconciliation de la gauche avec les entreprises, c'est nouveau ?

— Nouveau, je ne sais pas. En tout cas, indispensable. L'entreprise, c'est d'abord la collectivité de tous ceux qui y travaillent. Comment la gauche ne ferait-elle pas le maximum pour le succès de cette collectivité ?

Même si des difficultés subsistent, même si des résistances et des pesanteurs existent, l'important est qu'il apparaît désormais de plus en plus clairement à tous que l'innovation économique et l'innovation sociale vont de pair. Ce sont en général les entreprises qui socialement sont les plus ouvertes qui sont aussi les plus performantes. Les droits des travailleurs existent dans les textes. Ils doivent vivre aussi dans la réalité. C'est cet équilibre — progrès social et développement économique vont d'un même pas — qui me semble essentiel aujourd'hui. Notre tâche n'est pas d'éviter l'effort — ce qui n'est pas possible — mais de le répartir équitablement et de faire qu'il soit utile au redressement du pays. Le pays ne prospérera pas sans ses entreprises, les entreprises ne prospéreront pas sans leur personnel, voilà l'évidence. Je le dis bien haut. Je souhaite que chacun l'entende. Parce que c'est vrai.

PROPOS RECUEILLIS PAR STEPHEN GERE



Pascal Lebrun

Coll. Fondation Jean Jaurès

AMIENS, LA VILLE DE JULES VERNE CHOISIT LE XXIe SIECLE

Echaudée par des crises à répétition comme celle qui secoue actuellement Dunlop, la Picardie veut se transformer en un vaste laboratoire bouillonnant d'idées et d'initiatives anticipant ainsi sur l'appel à la modernisation industrielle lancée par Laurent Fabius

PAR PHILIPPE MAQUAT

(de notre envoyé spécial)

PATRICK, 25 ans, travaille aux quais, c'est-à-dire qu'il s'occupe du chargement des pneus dans les camions. Employé chez Dunlop-Amiens depuis cinq ans, il gagne 3 500 F par mois et fait les 3×8. Un travail éprouvant. Après une année de chômage qui a suivi le service militaire, il a été très heureux de pouvoir trouver cet emploi par l'intermédiaire de son cousin, déjà dans l'entreprise. Car à Doullens, dans la vallée de la Nièvre, là où il habite, à 30 km d'Amiens, il est d'autant plus difficile de trouver du travail que la situation de Boussac-Saint Frères n'est pas spécialement reluisante.

En dépit de la faiblesse de son salaire — les salariés de Dunlop-Amiens ont enregistré une perte de pouvoir d'achat de 28 % depuis 1976 — Patrick espère néanmoins conserver son emploi. Et surtout ne pas faire les frais du dépôt de bilan de son entreprise lâchée par la maison mère britannique et délaissée par le conglomérat japonais Sumitomo, qui n'a pas voulu racheter les filiales françaises de Dunlop dont les pertes s'élevaient à quelque 200 millions de francs pour 1982.

Patrick n'en veut même pas à des Anglais qui, pourtant, n'ont guère joué le jeu, « oubliant » même de verser 75 millions de francs aux filiales françaises le 30 septembre dernier comme c'était prévu. « Tout cela me dépasse un peu », dit-il. Comme quoi les lois Auroux sur l'information des travailleurs n'ont pas encore franchi la porte de toutes les entreprises. « Mais ce qui me rassure malgré tout, poursuit Patrick, c'est que la survie de l'entreprise est assurée pour quelques mois. Cela permet de conserver l'espoir. » Six mois d'espoir en fait, autorisés par des déblocages bancaires ; six mois au bout desquels le syndic nommé dressera un bilan.

Ce raisonnement à court terme, beaucoup de camarades de Patrick éprouvent des difficultés à le tenir. Dont Pierre, vérificateur depuis trois ans chez Dunlop et qui va quitter

son H.l.m. située dans une zone connue sous le nom de « Pigeonnier » pour habiter une petite maison qu'il s'est fait construire pas très loin, en rognant sur ses... 3 800 F mensuel. « Vous comprenez qu'avec mes remboursements échelonnés sur 20 ans ça ne pouvait pas tomber plus mal. »

Pour autant, dans la région amiénoise l'optimisme semble avoir succédé à l'émotion, voire à la stupeur engendrée par l'affaire. On ne désespère pas, en effet, de trouver un « racheteur » intéressé par cette entreprise relativement moderne qui fournit 13 500 pneus de voitures de tourisme par jour grâce à 1 070 salariés, dont les rémunérations sont parmi les plus faibles de la zone industrielle d'Amiens. 13 500 pneus contre 17 000 — mais avec 4 équipes faisant tourner l'usine 48 h par semaine — pour l'américain Goodyear, le leader mondial, installé juste à côté et dont le nom a précisément été cité pour l'opération de rachat que chaque Picard espère voir aboutir.

Tout comme pour l'entreprise de Montluçon, et ses 2 800 salariés, l'enjeu concerne, en effet, la vie économique de toute une région. C'est pourquoi les élus locaux, dont le député socialiste d'Amiens, Jean-Claude Dessein, ne ménagent pas leurs efforts, et se relaient régulièrement aux portes de l'usine pour apporter un premier soutien moral aux ouvriers en distribuant des tracts sur lesquels on peut lire : « Le dépôt de bilan de Dunlop n'est pas une fatalité. » Ou encore : « Les élus socialistes refusent toute nouvelle aggravation du chômage dans la Somme. » A quelques mètres de là, une affiche de la C.f.d.t. : « Dunlop doit vivre. » Quant au conseil municipal d'Amiens dirigé par le maire communiste, René Lamps, il n'a pas tardé à consacrer une séance extraordinaire à l'affaire. Au terme de celle-ci, un communiqué a été rédigé. Il met nettement en cause l'attitude des dirigeants de la firme qui va « dans le sens de la politique de revanche et de casse de la droite et du patronat ». Mais, au-delà des tracts, la mobilisation des énergies est générale pour passer à l'action, éviter des licenciements chez Dunlop, et relancer l'économie régionale. Car la Picardie ne peut se permettre d'enregistrer un millier de chômeurs supplémentaires. En butte aux difficultés économiques du moment qui passent *ici* par Dunlop, B.s.f. et Motobécane à Saint-Quentin, cette région multiplie actuellement les efforts pour accrocher le bon wagon : celui de la modernisation industrielle.

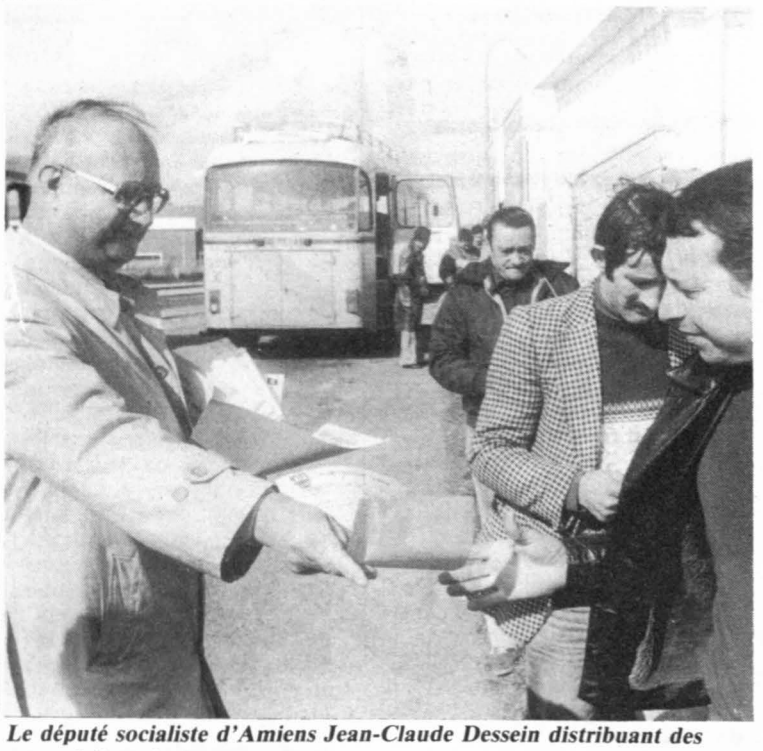
Région trop longtemps oubliée par les pouvoirs publics selon les élus locaux, la Picardie fait aussi les frais du vieillissement de ses industries traditionnelles : textile, machine-outil, mécanique. En fait, l'économie picarde a connu plusieurs périodes contrastées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'abord celle qui, coïncidant avec le déclin des activités textiles, a encouragé de grands groupes étrangers, comme Dunlop et Goodyear, à venir s'installer dans une région, proche de Paris et tournée vers la Belgique et la Grande-Bretagne. A cela s'ajoutait la certitude de trouver une main-d'œuvre abondante et bon marché : celle qui venait de quitter le textile.

Puis à la période faste de croissance et d'embauches des années soixante-dix a succédé le déclin consécutif au premier choc pétrolier : « De la non-embauche des années 75-76, on est arrivé aux risques de licenciements économiques », constate René Anger, adjoint aux affaires économiques à la mairie d'Amiens et collaborateur de Walter Amsallem, le président socialiste du conseil régional.



Walter Amsallem, président de la région Picardie.

Pascal Lebrun



Le député socialiste d'Amiens Jean-Claude Dessein distribuant des tracts à l'entrée des usines Dunlop.



Quant au marché du pneumatique proprement dit, il est à la fois victime d'une stagnation de la vente des automobiles, et de la résistance accrue des pneus. « Dunlop le plus résistant », peut-on lire sur une affiche publicitaire collée à la porte de l'usine d'Amiens. Cruelle ironie du sort. Seuls l'américain Goodyear, le japonais Bridgestone et le français Michelin semblent, aux yeux des spécialistes, être capables de tirer leur épingle du jeu à l'horizon de l'an 2000. Pour les autres, la survie passe par la diversification des activités. Depuis ce 28 juillet 1878, où un certain John Boyd Dunlop, Ecossais de nationalité, a déposé une demande de brevet pour un tube de caoutchouc gonflé avec de l'air et recouvert de tissu, de l'eau a coulé. Beaucoup d'eau.

Pour cette Picardie actuellement dépendante d'une industrie peu maîtrisable localement — même la R.d.a. est venue installer une usine de tracteurs —, il n'est cependant pas question de baisser les bras. Mais au contraire, de bouger, de créer des pôles d'attraction, et d'améliorer son image afin d'attirer les industriels. Dans cette optique, le conseil régional n'a pas hésité à sponsoriser un voilier pour la course La Baule-Dakar, partie lundi dernier (voir encadré). Le nom de ce bateau ? « Région de Picardie », bien sûr.

« Laurent Fabius tient le discours du réalisme, note Jean-Claude Dessein, le député d'Amiens. C'est bien au niveau des industries de pointe que nous devons investir. » Pour relever ce défi, la Picardie entend donc placer tous ses nouveaux espoirs dans l'électronique, la télématique, l'agro-alimentaire et la recherche. « La formation, nous la prenons à la base, dit Walter Amsallem, très déterminé. Nous allons donc nous efforcer d'introduire l'électronique au niveau des C.e.s., des L.e.p. et même si nous le pouvons à celui du primaire. » « Pourquoi des usines de magnétoscopes et de production de matériel pour la télématique ne viendraient-elles pas s'installer à Amiens ? » interroge de son côté René Anger.

L'agro-alimentaire se trouve aussi dans la ligne de mire des élus locaux. Toutes les régions françaises se lancent du reste dans cette industrie en plein boum (70 % des produits agricoles sont, en Europe, transformés avant d'être vendus, contre 90 % aux Etats-Unis), mais une industrie qui manque de structures dans notre pays en dépit d'une balance commerciale excédentaire — c'est cette lacune que Michel Rocard veut justement s'efforcer de combler, afin de rendre l'agro-alimentaire français plus efficace. Disposant d'exploitations supérieures à la moyenne nationale, la Picardie, riche en céréales, betteraves et pommes de terre, va s'efforcer de relancer sa « filière viande ». Avec le concours de la chimie implantée dans l'Oise, ses débouchés en matière d'agro-alimentaire sont donc très vastes : des conserves traditionnelles jusqu'aux produits pharmaceutiques en passant par bien d'autres variétés.

« C'est inéluctable, un vaste secteur économique est en train de naître, note René Anger. Or comme l'automatisation fait travailler les industries mécaniques et hydrauliques pour construire les bras des robots par exemple, l'agro-alimentaire procure du travail à la mécanique. » En d'autres termes : donner la priorité aux techniques de pointe n'équivaut pas forcément à lâcher les industries traditionnelles, mais cela peut au contraire les relancer. Toutes proportions gardées, le rêve des élus locaux et de leurs conseillers économiques est de faire de la Picardie une mini-Californie française. Or, ce projet ambitieux passe obligatoirement par une coopération entre agriculteurs, industriels, banquiers, élus et universitaires, afin de stimuler la recherche et ses applications économiques. « Les gens doivent travailler ensemble, et les petites industries s'associer à l'Université. C'est indispensable pour réussir notre pari qui repose sur la recherche et l'innovation », dit Walter Amsallem, le président du conseil régional.

Dans cette optique, une agence d'innovation verra d'ailleurs le jour à Amiens dès l'année prochaine. Elle servira de liaison entre les entreprises et les centres de recherche, et s'efforcera également d'adapter le langage des chercheurs et des économistes à celui des patrons de P.m.e., souvent déboussolés par le vocabulaire technocratique. « C'est important, car on se heurte parfois à des incompréhensions préjudiciables », fait remarquer René Anger.

Absolument rien n'est donc négligé. Echaudée par des crises à répétition comme celle qui secoue actuellement Dunlop, la Picardie donne l'impression de se transformer en un vaste laboratoire bouillonnant d'idées et d'initiatives. A l'image d'Amiens, la ville de Jules Verne, qui s'est tournée vers les énergies nouvelles et entend devenir une capitale régionale dans les faits. En Picardie, l'appel à la modernisation industrielle lancé au plus haut niveau a donc été entendu. « De région handicapée et vieillie où 75 % des habitants ne possèdent pas le certificat d'études, nous voulons devenir une région pilote dans la télématique », conclut Walter Amsallem. Un formidable défi ! ●

La Picardie toutes voiles dehors

La décision a été prise le 16 septembre dernier : pour 400 000 F, le conseil régional de Picardie présidé par Walter Amsallem apportait son soutien financier à un voilier qui se préparait en vue de la course en équipage La Baule-Dakar, et cherchait un sponsor. Quel que soit son comportement dans cette épreuve longue de 3 000 milles (5 700 km) dont le départ a été donné lundi dernier, « Région de Picardie » a déjà suscité la curiosité des spécialistes grâce à ses formes aiguës. Dessiné par un jeune Californien nommé Gino Morelli, le catamaran pèse 4 tonnes et mesure 18 mètres. Sa construction a été confiée par Alain Petit-Etienne, un skipper très expérimenté, à l'entreprise Launet, installée à Crillon dans l'Oise. Or, par ce soutien, le conseil régional de Picardie a aussi voulu récompenser une entreprise dynamique, créatrice d'emplois, initialement spécialisée dans la construction des bateaux industriels, et qui, pour faire face à la chute du marché, a su diversifier ses activités. Outre les catamarans de course qui lui valent déjà une certaine notoriété, l'entreprise a, en effet, décidé d'innover et de réaliser un catamaran de pêche, très fonctionnel, et, semble-t-il, promis à un avenir intéressant. Tant mieux pour les 97 employés de Launet.

Mais, avec l'aide des médias, l'objectif prioritaire poursuivi par le conseil régional est bien sûr de faire connaître la Picardie, par le biais de cette course et de ce bateau, et, en conséquence, d'en propager une image dynamique à même d'attirer les industriels. Il s'agit en tout cas d'une « première », puisque le catamaran « Charente-Maritime », également engagé dans La Baule-Dakar, porte le nom d'un département. Région, département, marque commerciale : la promotion par le sport semble donc avoir de beaux jours. Peut-être verra-t-on d'ici peu un voilier porter bien haut les couleurs d'un parti politique en mal de reconnaissance.





PRIVE-PUBLIC: L'HEURE DE VERITE

Après la publication du texte très ouvert d'Alain Savary, la balle est désormais dans les deux camps en présence. L'heure n'est plus à la polémique et aux procès d'intention mais à la recherche d'une solution durable pour liquider un contentieux séculaire

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

COMBIEN de brouillons, combien de navettes aura-t-il fallu avant que les propositions du gouvernement sur l'enseignement privé soient officiellement connues ? Depuis quelques semaines, les négociations vont bon train, entre le cabinet Savary, les représentants de l'enseignement catholique, le Comité national d'action laïque (Cnal) et l'Elysée.

Annoncées initialement pour la seconde quinzaine de septembre, puis pour début octobre, ces propositions ont mis longtemps à sortir de l'ombre. Un retard qui a exaspéré plus d'un partisan de la laïcité, les tenants de l'école privée en paraissant pour l'instant uniques bénéficiaires puisque, grâce à leur refus de négocier après les premières propositions d'Alain Savary, le 20 décembre dernier, la rentrée 1983 s'est opérée sans grands changements dans les rapports entre secteurs public et privé, contrairement à ce qu'avait d'abord promis le gouvernement.

Mais un retard qui s'explique : la question scolaire en est aujourd'hui à une étape décisive. Non que l'heure du compromis final ait déjà sonné : l'exacerbation des passions en interdit l'espoir avant quelque temps encore. Pourtant réussir à mettre tout monde autour d'une table pour négocier relève de l'exploit. Les textes du gouvernement n'ont que cette ambition, mais elle marque un tournant dans la querelle qui oppose depuis plus d'un siècle militants de la laïcité et tenants du privé. D'où leur importance psychologique.

Politiquement, le moment est tout aussi crucial : un accord minimal permet d'enfoncer un coin entre ceux qui suivent les partis de droite, R.p.r. en tête, et un milieu ecclésiastique qui a manifesté à plusieurs reprises quelque humeur à se voir systématiquement récupéré par l'opposition. D'autant que certains, non des moindres dans la hiérarchie catholique, laissent entendre qu'un gouvernement socialiste est sans doute mieux placé qu'un autre pour mettre fin à la guerre scolaire.

L'alibi de la liberté de conscience

Si la négociation commence enfin, le R.p.r. ne pourra plus invoquer l'alibi de la liberté de conscience pour critiquer l'action du gouvernement. Beaucoup de problèmes peuvent en effet se régler rapidement. Reste ensuite à faire confiance à la dynamique sociale, au réalisme des négociateurs, pour amener une véritable paix scolaire. Et pour dédramatiser un débat émotionnellement chargé.

C'est dans les années 1880 que le problème scolaire est devenu un des lieux privilégiés d'affrontement entre deux conceptions du monde, de la société civile et de l'Etat : face à face, les catholiques défenseurs de la monarchie, contre les idées révolutionnaires, et les républicains laïcistes. Cet héritage, dont on peut avoir tendance à se gausser à l'approche d'un nouveau millénaire et en pleine Ve République, continue pourtant à expliquer pourquoi cette question est encore aussi sensible, un siècle plus tard, dans une société qui reste, malgré les bouleversements, attachée à ses symboles. Un héritage que la droite d'aujourd'hui reprend gaillardement à son compte, prête à ressasser les querelles d'hier dans l'espoir de déstabiliser un pouvoir dont elle persiste, quoi qu'elle en dise parfois, à nier la légitimité à moyen terme. N'est-il pas symptomatique de constater que, sur ce thème, le R.p.r. et l'U.d.f. ont choisi de créer le premier incident de séance sérieux de la session parlementaire d'automne ?

Prétexte à charge politique à droite, la question scolaire devient souvent à gauche une question de principe. Ainsi, une motion votée au cours du dernier congrès du S.n.i. (Syndicat des instituteurs) rappelle « solennellement la permanente valeur de l'idée de laïcité, garante pour tous de la liberté de conscience, garante du respect des droits de l'enfant et facteur d'harmonie sociale, de progrès et d'unité nationale. » La F.e.n. et le Cnal ne sont pas en reste et ont, à plusieurs reprises, menacé le gouvernement d'une des plus graves ruptures internes que la gauche ait connues si la mise en place de ce service public unifié et laïc était encore retardée.

Une prudence peu appréciée

Dans ce contexte, dessiner les grands traits d'un compromis relève de l'exercice politique le plus périlleux. D'autant que les appareils et leurs troupes n'ont pas, ici comme en d'autres domaines, les mêmes définitions de ce qui est négociable et de ce qui ne l'est pas. Pour cette raison, les propositions du 20 décembre avaient soulevé une tempête de protestations à laquelle le ministre ne s'attendait guère, le président du Comité national de l'enseignement catholique (C.n.e.c.) ayant laissé entendre que sa réaction serait modérée. D'où la prudence de serpent qui caractérise aujourd'hui les actes du gouvernement : pas question d'essuyer les mêmes rebuffades.

Prudence que les membres du C.n.a.l. n'ont pas appréciée. En particulier dans la première mouture des propositions d'Alain Savary qui ne faisaient aucune référence à l'intégration ou à l'insertion de l'enseignement privé dans le grand service public laïc et unifié, et qui plaçaient en tête des principes essentiels sur lesquels repose le système éducatif celui de la liberté d'enseignement.

Dans les dernières versions du texte, la liberté d'enseignement reprenait un rang plus convenable, derrière l'égalité de tous devant l'enseignement et le respect des consciences. Une définition sous-jacente de la laïcité brossée afin de ne choquer personne.

Pour résoudre la contradiction évidente entre les positions des responsables de l'enseignement catholique, qui souhaitent le maintien du caractère contractuel des liens établis entre l'Etat et l'école privée par les lois Debré et Guermeur, et celles des laïcs qui demandent l'abrogation de ces lois et le vote d'un texte d'intégration, le gouvernement met en avant les faiblesses du système actuel : par exemple, le fait que les écoles privées primaires soient financées par des forfaits communaux sur lesquels les collectivités locales n'ont pour l'instant rien eu à dire.

D'autre part, nul ne peut nier que les rapports entre écoles publiques et privées doivent tenir compte d'évolutions aussi importantes que la décentralisation et la réforme de l'enseignement. Qu'il est donc nécessaire de légiférer. Monseigneur

Honoré lui-même, archevêque de Tours, a ainsi pris position récemment pour défendre l'idée d'une réforme nécessitant « de nouvelles structures pour les établissements dans le cadre de la décentralisation » et pour souligner que la transformation du système éducatif, dans son contenu et ses méthodes, doit être menée de front dans les deux écoles.

Ces points acquis, le ministère a classé les problèmes à résoudre en trois groupes, par ordre de difficulté croissante, auxquels seraient appliquées des méthodes différentes. Négociation directe pour le premier groupe, celui des mesures à prendre à court terme sur lesquelles, en fait, presque tout le monde est d'accord. Il s'agit par exemple du forfait communal, des modalités de fermeture et de création de classes, de la titularisation, sur la base d'un volontariat, des personnels de l'enseignement privé : ils sont déjà dix sept mille à en avoir fait la demande.

L'utilité du privé est posée !

Viennent ensuite les problèmes plus complexes, ceux qui touchent aux questions fondamentales et que le ministère propose d'aborder par l'expérimentation. Ainsi en est-il de la formation des maîtres, que l'enseignement privé assure pour l'instant pour son propre compte sur fonds de l'Etat, ou du projet d'établissement d'intérêt public, association qui gérerait chaque établissement dont elle pourrait nommer le chef, et qui grouperait tous les intervenants et les payeurs : la commune, l'établissement, l'association gestionnaire, l'Etat... Une idée que les défenseurs du privé avaient rejeté avec véhémence l'an passé et qui semble faire peu à peu son chemin.

Enfin, les problèmes de fond : modalités de financement, reconnaissance des réseaux privés... Ceux-là, le ministère propose de les traiter dans une commission de réflexion. A charge pour elle de faire des propositions dans les deux ans qui viennent. En espérant que, d'ici là, les esprits se seront un peu apaisés.

Pourtant, ne rêvons pas : il est évident que l'enseignement catholique a toutes les raisons de combattre son intégration. D'abord parce que toute institution a naturellement tendance à lutter pour sa pérennité. Et parce que ce débat pose clairement la question de l'utilité de l'enseignement privé.

Dans l'opinion publique, les raisons d'ordre confessionnel ne jouent plus un rôle majeur : 10 % seulement des parents qui placent leurs enfants dans le privé les mettent au premier rang de leurs préoccupations, alors que viennent en tête le « sérieux des études » et la demande de discipline et d'encadrement des élèves (sondage réalisé en 1978 pour « la Vie »).

Une étude de Robert Ballion dans « la Revue française de sociologie » montrait en 1980 comment le secteur privé jouait, au-delà de sa fonction de reproduction des classes dominantes, un rôle plus fondamental : « Prendre en charge des demandes que l'enseignement public ne traite que malaisément. » Lorsque, grâce à lui, l'Etat se décharge de dépenses éducatives, par exemple dans les écoles de rattrapage. Ou lorsqu'il lui laisse le soin de produire une élite, fonction qui entre en contradiction avec le souci d'ouvrir à tous l'appareil éducatif.

Mais, surtout, l'enseignement privé bénéfice d'une image d'école « à la carte », capable de répondre aux demandes précises de parents qui développent de plus en plus souvent, dans les milieux bourgeois éclairés ou les classes moyennes, une attitude « consumériste » vis-à-vis du système scolaire : lorsqu'une famille souhaite définir un projet éducatif, elle ne trouve que rarement des informations auprès de l'enseignement public, alors que les établissements privés en font leur publicité.

Extraordinaires privilèges

Ces données, si la réforme engagée dans le système éducatif réussit, devraient changer considérablement dans les années à venir. Et du coup, le privé entrera en concurrence avec le public. Dans cette concurrence, le privé bénéficiait jusqu'à présent d'extraordinaires privilèges. Libérée des servitudes qui pèsent sur un secteur public passablement bureaucratisé, l'école privée peut se permettre de choisir et de former ses enseignants, de demander aux familles des contributions financières plus importantes que prévues par la réglementation, etc.

Ces avantages qui lui permettent de fonctionner dans des conditions bien meilleures que celles du secteur public, l'école privée va devoir les perdre. Que deviendra alors son « caractère propre », quelle signification aura le « pluralisme scolaire » si, désarmé de ses privilèges, l'enseignement privé n'était pas à la hauteur ? ●



Pascal Lebrun

Mgr Lustiger, « piégé » par Anne-Aymone Giscard d'Estaing lors du Rassemblement pour la liberté de l'enseignement, le 24 avril 1982.





DES EXTRAITS - ET NON UN RESUME - POUR ILLUSTRER L'ESPRIT DU TEXTE D'ALAIN SAVARY

« LE système éducatif français repose sur trois principes essentiels : l'égalité de tous devant l'éducation, le respect des consciences, la liberté de l'enseignement.

» L'égalité de tous devant l'éducation, c'est d'abord l'égalité des chances dans l'acquisition des connaissances et le développement des talents.

» Le respect des consciences est au cœur de l'acte éducatif. Il est un élément vital de notre équilibre social, puisqu'il est le fondement de la tolérance. Dans une société qui évolue, il est d'une particulière exigence pour l'éducateur qui doit à chaque instant lui être fidèle ; cette exigence s'appelle laïcité. Le service public répond par nature à cette exigence, mais celle-ci s'impose aussi aux établissements qui lui sont associés.

» La liberté de l'enseignement est un principe acquis de notre démocratie qui a valeur constitutionnelle. Il garantit qu'un établissement d'enseignement peut naître d'une initiative privée, dès lors qu'il respecte les lois de la République. Il interdit le monopole de l'Etat et contribue à la liberté de choix des familles.

» Les liens créés par contrat entre une partie du secteur privé d'enseignement et l'Etat sont à la source de problèmes constants, dus pour l'essentiel aux statuts très différents faits à deux écoles qui ont pourtant le devoir d'accueillir les mêmes enfants pour préparer les mêmes diplômes.

» Quelles que soient les origines et les raisons historiques de ces différences, elles ont établi entre deux institutions scolaires des mécanismes diviseurs, transformant la nécessité d'expression du pluralisme éducatif en querelle de systèmes.

» Notre devoir aujourd'hui est de rénover le système éducatif français dans la fidélité à ses principes.

» L'enseignement privé sous contrat doit s'inscrire dans cette évolution ; celle-ci requiert une nouvelle définition de son statut, afin que s'établissent des liens équilibrés entre l'Etat, les collectivités publiques et les associations responsables d'établissement. Ce statut, dont le législateur fixera les principes, procédera d'un cadre contractuel et décentralisé ; c'est le but de la proposition de création d'une entité juridique spécifique, l'établissement d'intérêt public.

» Plutôt qu'un catalogue de propositions normatives, l'offre faite aux partenaires est maintenant l'entrée dans un processus de résolution graduée et négociée, qui adapte des méthodes différentes à la difficulté des problèmes.

» Pour que cette combinaison de méthodes puisse être opératoire, deux conditions minimales doivent être réunies :

— tout d'abord l'accord d'un nombre suffisant de partenaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé sur la démarche globale de résolution,

— ensuite l'acceptation par ces partenaires du principe de modification des textes réglementaires et/ou législatifs, lorsqu'elle est nécessaire, après concertation ou expérimentation selon le cas. »

LES BANQUES SUR PLACE. DES BANQUES BIEN PLACÉES.

B.R.A. Banque Régionale de l'Ain.
B.R.O. Banque Régionale de l'Ouest.
B.S.D. Banque Scalbert Dupont.
C.I.A.L. Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine.
C.I.C. Crédit Industriel et Commercial.
C.I.N. Crédit Industriel de Normandie.
C.I.O. Crédit Industriel de l'Ouest.
S.B. Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.
S.L.B. Société Lyonnaise de Banque.
S.N.V.B. Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin- Bernier.

groupe cic **LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.**

CIC 2.023

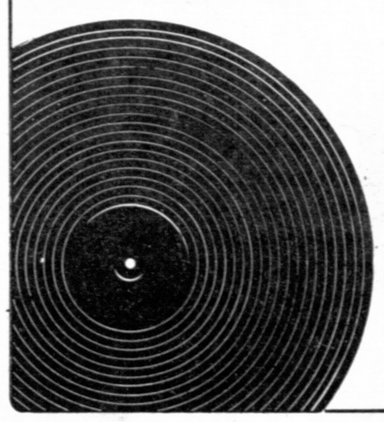
VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES



EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

MERCEDES: LES NOUVEAUX 407 D ET 409 D A ROUES JUMELEES.



Mercedes-Benz

La rentabilité par la perfection technique et les prestations de service.

MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
BP 100 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

cinéma

N° 298 - OCTOBRE

entretien avec
DANIELLE DARRIEUX

PAUL VECCHIALI

Ida Lupino, Charles Vanel, Jean Marais, Jean Cocteau, Berlin

Toute l'actualité, les films du mois au cinéma et à la télévision

En vente partout, 20 F, et 7, rue Cadet, Paris 9e



meubles ATLAS CLAINQUART

CUIR véritable

c'est quand même AUTRE CHOSE

WATTIGNIES
R.N. 25
Lille/Seclin (près mairie)
Tél. 95.47.06

WATTRELOS
Boulevard des Couteaux
(Sapin Vert)
Tél. 36.50.50

PETITE-FORET
Centre Cial.
Autor. A 27 Sortie 7
Tél. 33.66.77

THOMSON INVENTE CARREMENT.

La Hi-Fi redevient un territoire français. Bonne nouvelle. Une idée originale de Thomson, la Hi-Fi en un seul volume, fait son apparition.

Conception française. Et réalisation française : une nouvelle forme de haute fidélité.

C'est-à-dire une Hi-Fi simple qui fait vraiment de la musique. Les plus hautes performances, les dernières inventions. Mais le résultat s'entend. 2 x 35 watts, la bonne puissance. 0,04% de distorsion à 1000 Hz, vos oreilles s'en rendront compte. 3 micro-secondes en temps de montée, un bon amplificateur doit être "sec".

Un seul branchement... parce qu'un seul branchement.

Un lecteur de cassette, un préamplificateur, un amplificateur, un tuner, derrière une seule façade. Tous carrément haute fidélité.

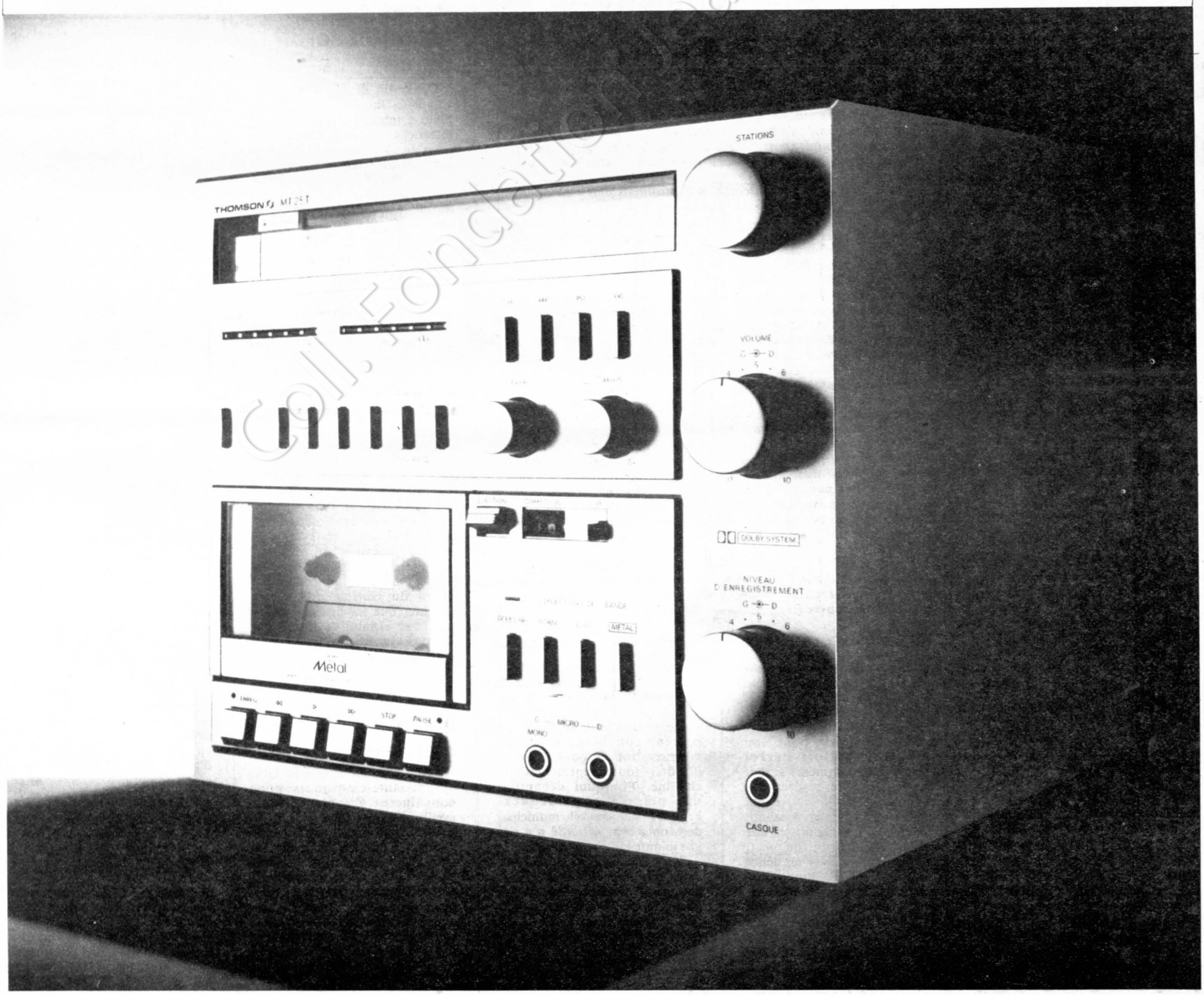
Notre mini-chaîne est cubique. Ou presque. Le cube est un volume idéal.

Thomson. Mini-chaîne 35 watts x 2.

La puissance au carré.

THOMSON
Haute-Fidélité

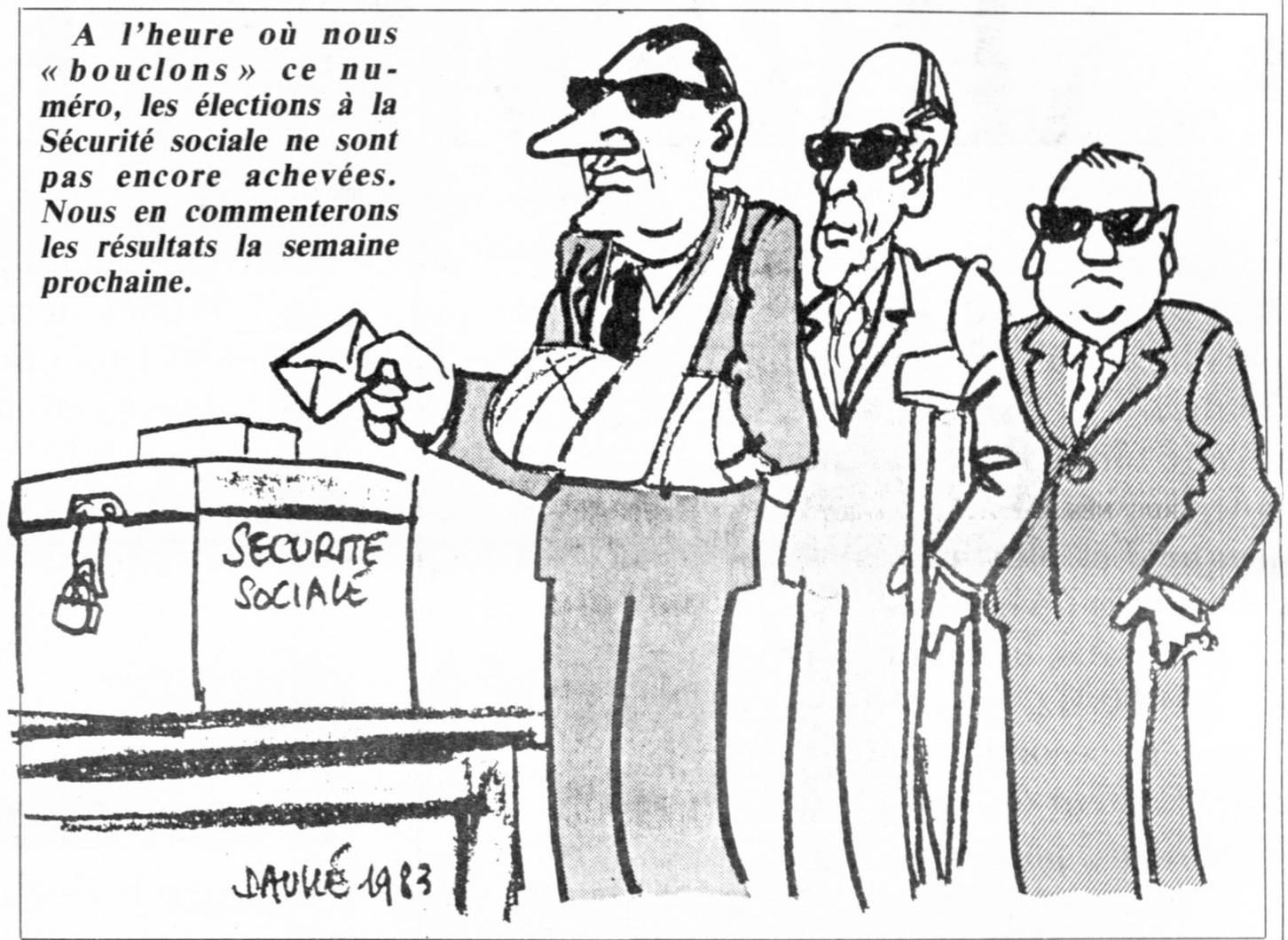
BAZAINE



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Politique française au fil des jours

A l'heure où nous « bouclons » ce numéro, les élections à la Sécurité sociale ne sont pas encore achevées. Nous en commenterons les résultats la semaine prochaine.



Topaze pas mort

Un conseiller de Paris peut en cacher un autre. C'est ce qu'on est tenté de penser devant la violente querelle, désormais portée sur la place publique, qui oppose deux conseillers R.p.r. du XIVe arrondissement, Yves Lancien et Pierre Dangles, le premier accusant le second d'avoir touché des « pots-de-vin » pour attribuer des logements dans le secteur dont il est l'élu depuis 1965.

Il y a longtemps que l'on jase à l'Hôtel de Ville sur le comportement de ce Pierre Dangles, qui, pour effacé qu'il soit dans les débats, n'en paraît pas moins capable d'une activité débordante et pas toujours très claire. Mais chacun sait aussi que Dangles existe peu par lui-même et qu'il n'est que l'ombre (ou l'agent d'exécution ?) du patron R.p.r. du XIVe, Christian de La Malène, ancien premier adjoint de Jacques Chirac et maître du budget de la Ville de Paris jusqu'au renouvellement de mars dernier. En attaquant Dangles, Yves Lancien paraît surtout viser de La Malène avec lequel il a déjà eu maille à partir à la veille des élections municipales, tous deux lorgnant la mairie du XIVe qui fut finalement attribuée à un troisième larron, Lionel Assonod.

Les rapports entre Chirac et La Malène ne sont pas des meilleurs depuis que le second, lors des élections présidentielles de 1981, a lâché son maire pour soutenir la candidature de Michel Debré. Chirac s'en est souvenu puisqu'en mars dernier il a retiré à de La Malène, qui, entre-temps, était devenu sénateur après avoir été battu aux législatives par Edwige Avice, à la fois le poste de premier adjoint et la délégation aux Finances confiés respectivement à Jean Tibéri et à Alain Juppé.

Embarrassé par cette affaire qui jette une lumière crue sur la façon dont sont attribués les logements dans la capitale, le maire de Paris à voulu renvoyer les adversaires dos à dos en déclarant dans un communiqué que Lancien et Dangles « s'étaient placés en dehors du groupe R.p.r. ». Mais il s'est fait du coup deux ennemis : Lancien fulmine en rappelant qu'il avait lui-même démissionné du groupe en mai dernier après que Dangles eut été nommé délégué au logement pour le XIVe. Et si ce dernier, après avoir refusé de se présenter devant un jury d'honneur présidé par Claude Labbé, se contente de porter plainte en diffamation (alors qu'il a pourtant reconnu avoir touché de l'argent d'une personne âgée candidate au logement), La Malène, lui, exprime « sa stupeur et son indignation » devant la prise de position du maire de Paris. Ce lavage de linge sale n'en restera sûrement pas là, la justice étant saisie et Yves Lancien — à qui le jury d'honneur du R.p.r. a, en fait, donné raison — paraissant pour sa part décidé à vider l'abcès, même si cela doit rejaillir sur tout ou partie de l'entourage parisien de Chirac.

ANTOINE VIOLET

Puritanisme... quand tu nous tiens !

C'est quand même réconfortant de penser qu'il reste un pays où la morale et les bonnes mœurs continuent de triompher sur la licence et le dévergondage. La prude Albion vient, une fois de plus, de montrer l'exemple en éliminant sans mollesse ses brebis galeuses.

Comment un ministre de la très convenable Margaret Thatcher, marié et père de famille, entretenait des relations adultères avec sa secrétaire... et se montrait assez maladroit pour lui faire un enfant ? Dehors, le vil séducteur, il n'a désormais plus rien à faire au sein du parti conservateur.

On s'en souvient peut-être, il y a quelques années, un honorable membre du Parlement, convaincu de préférer les catcheurs et les loubars à sa charmante épouse, dut quitter sous les quolibets la présidence du parti libéral. A peu près à la même époque, un autre député fut obligé d'abandonner tous ses mandats et son indemnité parlementaire qu'il dissipait à entretenir une call-girl, agent plus ou moins stipendiée de services secrets... Décidément il se passe de drôles de choses dans les rangs de la gentry anglaise... même la famille royale n'échappe pas à l'opprobre. Puisque le petit dernier de la reine, le prince Edwards, défraye régulièrement la chronique en affichant des liaisons scandaleuses avec des strip-teaseuses...

C'est pas chez nous ma bonne dame qu'on se livrerait à des débordements pareils. Imagine-t-on un instant un président de la République faisant la fête avec des actrices et ne rentrant à l'Elysée qu'à l'heure du laitier... ou pire un ministre entretenant des relations coupables avec son chef de cabinet. Bien sûr que non, nous sommes en république et non en monarchie... Ou alors les mœurs sont aussi dissolues dans notre beau pays, mais le puritanisme n'y ayant pas exercé ses ravages, ça n'intéresse personne de savoir qui couche avec qui ou plutôt ça ne scandalise personne ; ou mieux ça rendrait plutôt les coupables sympathiques à une opinion publique pour qui le péché de chair reste encore la meilleure façon de passer le temps.

Ah, parlez-moi d'une bonne histoire d'argent, de prévarications, et de pots-de-vin pour exciter l'indignation des Français. Faut-il en conclure qu'en France on ne badine pas avec les sous et en Grande-Bretagne avec les dessous...

N.C.

Le nom de Mendès-France

La place Pierre-Mendès-France, de Montgeron, dans l'Essonne, n'aura même pas vécu un an. La droite, sinon la plus bête, du moins la plus sectaire du monde, a décidé, — c'est la Ligue des droits de l'homme qui l'annonce —, peu de temps après son arrivée à la mairie en mars dernier, de rayer le nom de Pierre Mendès-France du plan de la ville. Oui, vous avez bien lu, Pierre Mendès-France. Salvador Allende en avait déjà pris pour son grade, à Levallois-Perret comme à Sète. Et, même si tout démocrate qui se respecte ne peut que vomir l'initiative qui consiste — ô combien symboliquement — à débaptiser une rue Salvador-Allende, on peut, à la rigueur, y trouver un début de semblant d'explication. Quel que chose comme la « démarxisation » des villes rouges. Mais Mendès, franchement ! C'est comme si on débaptisait une place Léon-Blum ou une avenue Jean-Jaurès ! « Métèque » comme il était, Blum ne tardera sans doute pas à passer dans le collimateur. Jaurès, lui, a davantage de chances : avec toutes les rues et les boulevards qui portent son nom, ce serait vraiment trop de boulot que de lui ôter toute représentativité citadine. Pourquoi débaptiser une place Pierre-Mendès-France ? Le conseil municipal de Montgeron, débordé n'a pas une minute pour répondre !

Face à ce sectarisme, il est réconfortant d'apprendre que le plus grand des centres universitaires de Paris 1, celui de Tolbiac, portera désormais le nom de Pierre-Mendès-France.

MARTINE DUCOUSSET

Papeterie : le conflit se durcit

Le conflit de la papeterie La Chapelle-Darblay (Seine-Maritime) a rebondi dans la nuit de dimanche à lundi dernier. Le coup de force attribué au « collectif Saint-Aubin » — qui regroupe des cadres et des ouvriers favorables à la reprise du travail — a entraîné l'expulsion des délégués cégétistes de l'unité de Grand-Couronne. En revanche, la C.g.t. continue d'occuper l'autre unité, celle de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui est la plus importante du groupe. La rumeur laissant entendre que l'opérateur néerlandais Parenco, choisi par les pouvoirs publics pour relancer l'entreprise, s'installerait à Grand-Couronne apparaît néanmoins sans fondement. Car c'est à Saint-Etienne-du-Rouvray que se trouvent les machines permettant d'appliquer le plan de restructuration de La Chapelle-Darblay, un plan qui doit entrer en application le 1er janvier 1984 au plus tard. Un nouveau rebondissement du conflit était attendu avec le jugement du tribunal des référés de Rouen. Celui-ci devait, en effet, se prononcer en vu du constat dressé par l'huissier que les délégués cégétistes ont expulsé de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, lundi dernier.

P.M.

55 jours de marche

Cinquante-cinq jours pour convaincre. Ou plutôt pour éveiller les consciences. C'est le pari de tous ceux qui, à l'instigation du père Christian Delorme, le « curé des Minguettes », ont entamé samedi 15 octobre au soir la « marche » pour l'égalité et contre le racisme. Ils étaient une trentaine au départ de Marseille, mais espèrent bien arriver plus nombreux le 3 décembre prochain à Paris, terme d'un voyage qui leur aura fait parcourir 1 200 km. Voyage pour qu'on n'oublie pas ceux qui meurent de n'être pas français, ceux que l'on agresse et injurie parce qu'ils sont différents. Voyage pour faire comprendre à tous qu'il est intolérable que certains êtres humains soient moins égaux que d'autres.

M.D.

Faire savoir aux femmes

Informer, encore et toujours. Au ministère des Droits de la femme, c'est devenu un vrai leitmotiv. A juste titre d'ailleurs, comme l'explique Yvette Roudy : « Rien ne sert d'ouvrir des droits nouveaux s'ils doivent être ignorés. » Dernier exemple en date : la campagne d'information lancée le 11 octobre dernier pour faire connaître aux femmes toutes les dispositions de la loi du 14 juillet 1983 relative à l'égalité professionnelle. Une campagne basée sur plusieurs éléments : message télévisé diffusé sur les trois chaînes presque tous les jours pendant un mois, dépliant tiré à un million d'exemplaires, boîte postale disponible pour toute demande d'information (1), brochure destinée aux comités d'entreprise, et Guide des droits du travail pour les femmes salariées.

M.D.

(1) Droits des Femmes BP 3000 75500 Paris Cedex 16.

Boutiques de science

La science ouvre boutique. C'est officiel depuis le 16 octobre, date à laquelle François Gros, professeur au Collège de France a donné le coup d'envoi solennel d'un mouvement qui devrait faire des petits. Inspirées du modèle hollandais, situées au sein même d'une université, les sept premières « boutiques de science » ouvertes en France (1) vont tenter de mettre le savoir des chercheurs au service du public. D'aider, grâce aux données scientifiques, les citoyens à régler les problèmes qui se posent dans leur vie quotidienne. Certaines boutiques — émanation directe de mai 1981 et du grand Colloque national sur la recherche et la technologie — existent déjà depuis un an et reçoivent surtout des demandes sur l'hygiène, la sécurité et les maladies professionnelles. Jusqu'à présent ces boutiques ne pouvaient compter que sur la compétence de scientifiques volontaires et sur leur aptitude au bénévolat. Désormais, elles ont les moyens de mener à bien leur mission, grâce au soutien — financier et en personnel — de plusieurs ministères (Education nationale, Culture, Recherche et Industrie, Environnement), de grands organismes de recherche (I.n.s.e.r.n., C.n.r.s.), de la D.a.t.a.r., des universités et des pouvoirs régionaux. Tous parfaitement conscients et convaincus qu'« au-delà du savoir, au-delà des connaissances l'objectif des boutiques de science est de mettre en relation la science institutionnelle et la demande sociale ». D'abattre, en quelque sorte, les tours d'ivoire pour le bien du plus grand nombre.

M.D.

(1) Grenoble, Lyon, Lille, Paris, Strasbourg, Marseille, Saine-Saint-Denis.

Portes ouvertes pour le 3e âge

Les 21 et 22 octobre se tiennent dans toute la France les journées nationales d'information « Portes ouvertes — arc-en-

ciel », à l'instigation du secrétariat d'Etat chargé des Personnes âgées. Le but de cette initiative se situant dans le prolongement des Assises nationales du troisième âge est de mieux informer les usagers sur leurs droits et la politique suivie par le gouvernement. Ainsi, des services et des équipements, comme les soins infirmiers à domicile, par exemple, dont le nombre de places est passé de 3 000 à plus de 20 000 en deux ans, sont encore trop méconnus du public. Tout comme le rôle du monde associatif. La journée du 21 octobre sera consacrée à l'étude, par les comités départementaux des retraités et personnes âgées, du problème de l'information dans chacun des départements. Les personnes du trosième âge bénéficieront d'un accueil tout particulier dans les organismes publics.

J.-P. B

Socialistes à Athènes

Il y a huit ans, François Mitterrand, Premier secrétaire du P.s., réunissait à Latche les dirigeants socialistes des pays de l'Europe du Sud et de cette rencontre d'un type nouveau, en marge de celles de l'Internationale socialiste, dominées à l'époque par la puissance des sociaux-démocrates allemands, naissait l'idée d'un socialisme méditerranéen.

Huit ans après, alors que la gauche a sensiblement reculé en Allemagne comme en Grande-Bretagne, ce sont des socialistes qui dirigent les gouvernements de tous les pays de l'Europe du Sud. La tentation était forte d'une nouvelle rencontre, et c'est cette foi Andreas Papandreou qui a réuni cette semaine près d'Athènes Pierre Mauroy, accompagné de Lionel Jospin, Felipe Gonzalez, Mario Soares et Bettino Craxi.

Echange libre qui a porté sur plusieurs sujets. D'abord une confrontation entre les cinq expériences en cours qui sont de nature fort diverses : socialistes au pouvoir seuls en Espagne et en Grèce, avec les communistes en France, avec des partis modérés en Italie et au Portugal. La différence d'approche qui en découle n'empêche pas les vues communes sur les problèmes que pose la crise économique, sur la bataille d'idées contre le néo-libéralisme,représenté souvent par les grands organismes internationaux, tels que le F.m.i. ou la Banque mondiale, sur la nécessité d'une politique européenne. Ici, les choses deviennent plus difficiles lorsqu'on aborde la question de l'élargissement de la C.e.e., c'est-à-dire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces deux pays se désespèrent de la longueur des procédures et, appuyés par l'Italie, souhaiteraient que le gouvernement français abandonne ses réserves. Question à suivre et qui sera d'ailleurs reposée au sommet d'Athènes des 4, 5 et 6 décembre prochain, quelques semaines avant que la France assume à son tour pour six mois, c'est-à-dire pendant la période des élections européennes, la présidence de la Communauté.

A noter cependant que l'accord intervenu dans la nuit de mardi entre les Dix sur les fruits et légumes lève au moins un obstacle à la poursuite des négociations sur l'élargissement.

A.V.

Le temps de la torture

Dans un rapport sur l'Irak, Amnesty International fait état de plusieurs cas de morts sous la torture et de centaines d'exécutions politiques. Amnesty demande donc au président Saddam Hussein de prendre personnellement position contre la pratique de la torture qui semble, hélas ! courante dans les prisons irakiennes si l'on en juge par les exemples cités par l'organisation humanitaire. Les autorités irakiennes, si elles ont bien voulu recevoir une mission d'A.i., nient les faits.

De l'autre côté de la frontière, en Iran, où l'arbitraire s'est installé depuis un certain temps, les autorités religieuses appellent à saigner les prisonniers pour subvenir aux besoins de sang des combattants iraniens. Autre forme de torture. Personne décidément n'a de leçon à donner à personne.

P.-Y.P.

Le message de Saddam Hussein

En invitant le 13 octobre à Bagdad une trentaine de journalistes français pour leur parler longuement des relations entre son pays et la France le président irakien Saddam Hussein a réussi une opération de relations publiques qui n'a peut-être pas eu cependant tout l'effet escompté sur l'opinion française dans la mesure où la plupart des journalistes en question n'ont rapporté de ses propos que les aspects les plus anecdotiques concernant notamment les Super-Etendard qui, à cette date, n'étaient toujours pas arrivés en Irak.

S'il s'est montré ferme sur cette question en affirmant que si le retard dans la livraison des avions français était dû à des pressions d'autres pays occidentaux, il serait fort mal apprécié par les Irakiens ; Saddam Hussein n'a pas retenu particulièrement cette hypothèse et a, au contraire, consacré un long développement à l'excellence des relations franco-irakiennes. Soulignant que la France avait rejeté le colonialisme il a, par exemple, souligné que son poids dans la région se mesure par les amitiés qu'elle y possède et par le volume de son commerce avec les pays de la région. Il a même été plus loin en ajoutant que « les hommes d'affaires français n'étant pas les plus habiles du monde », l'augmentation des échanges commerciaux français dans cette région n'aurait pu être obtenue sans de sérieuses amitiés politiques entre la France et les principaux pays du Moyen-Orient. L'Irak, pour sa part, est décidé à cultiver son amitié avec la France qui ne serait affectée que si Paris ne remplissait pas les obligations découlant des contrats signés. Mais Saddam Hussein a qualifié la position de la France d'« honnête et réfléchie » et François Mitterrand lui-même d'« homme loyal, conscient de ses responsabilités et homme de principes. »

Pour le reste, le président irakien s'est surtout efforcé de convaincre les journalistes français de ses intentions pacifiques, rejetant toute la responsabilité de la prolongation du conflit sur l'Iran et sur Khomeiny qualifié par lui de « fou qu'il faudrait placer sous bonne garde dans un asile d'aliénés. »

Dans le cours de son exposé, Saddam Hussein a donné une information inédite en révélant que, par l'entremise de pays arabes, l'Irak avait des contacts avec la Syrie dans le but de résoudre le problème général des relations entre les deux pays. Il a par ailleurs confirmé que les relations actuelles de l'Irak avec l'Union soviétique « sont bonnes et se développent de façon continue. »

A.V.



CONGRES : LE VOTE DES MILITANTS

LA dernière phase de préparation du Congrès de Bourg-en-Bresse s'est pratiquement achevée le week-end dernier, la quasi-totalité des congrès fédéraux s'étant tenus et ayant collationné les votes intervenus dans les sections sur les trois motions en présence. Sous réserve du vote non encore comptabilisé dans cinq départements, les résultats enregistrés sont sans surprise. Ils donnent plus de 76 % des mandats à la motion 1 contresignée par Lionel Jospin et les membres des anciens courants A, B et C, entre 18 et 19 % à la motion 2 présentée par le Ceres et autour de 5 % à la motion 3 défendue par Alain Richard et Marie-Noëlle Lieneman.

Nous publions ci-dessous, pour l'information des militants, les résultats en pourcentage dans chaque fédération, la répartition des mandats en vue du Congrès pouvant donner lieu, après vérification, à de très légères modifications par rapport à ces chiffres.

A partir de ces votes démocratiques auquel chaque membre du parti a pu participer dans sa section territoriale ou d'entreprise, et qui a déjà déterminé la composition des organes dirigeants des sections et des fédérations, la conférence nationale de motion, prévue par les statuts une semaine avant le congrès, arrêtera ce week-end la composition du Comité directeur. Le débat du congrès lui-même restera ouvert sur le grands problèmes à l'ordre du jour (problèmes économiques, situation internationale, vie et fonctionnement du partin etc.) et sur la question de savoir si la synthèse sera réalisée entre les motions.

Les votes étant déjà intervenus nous arrêtons cette semaine notre « tribune du Congrès » ouverte en juin dernier et qui a vu s'exprimer dans les colonnes de « l'Unité » Louis Mermaz, Jean-Pierre Cot, Roger Fajardie, Didier Motchane, Chantal Perez, Marie-Noëlle Lieneman, Gérard Delfau, Gérard Caudron, Georges Sarre, Michel de la Fournière, Pierre Joxe, Christian Pierret et Jacques Delors. Dans notre prochain numéro, qui paraîtra le jour même de l'ouverture du Congrès, nous publierons un entretien avec Lionel Jospin.

FEDERATIONS	MOTION 1 (%)	MOTION 2 (%)	MOTION 3 (%)
AIN	78,70	15,50	5,80
AISNE	66,66	30,77	1,23
ALLIER	79,36	17,46	3,17
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	—	—	—
HAUTES-ALPES	—	—	—
ALPES-MARITIMES	68,72	17,35	13,83
ARDECHE	79,30	12,77	7,93
ARDENNES	77,96	19,15	2,89
ARIEGE	77,75	16,27	5,98
AUBE	61,58	37,32	1,08
AUDE	89,08	9,01	1
AVEYRON	86,05	11,05	2
BOUCHES-DU-RHONE	97,06	2,27	0,37
CALVADOS	74,02	19	3
CANTAL	74,08	19,45	2,39
CHARENTE	71,03	19,03	9,04
CHARENTE-MARITIME	74,04	20,93	0,03
CHER	66,08	31,07	1,63
CORREZE	87,06	7,08	4,06
CORSE-DU-SUD	90,35	9,65	0
HAUTE-CORSE	99,53	0,47	0
COTE-D'OR	61,08	33,99	2,41
COTES-DU-NORD	76,02	10,08	13
CREUSE	62,48	28,84	8,64
DORDOGNE	64,94	36,15	0,89
DOUBS	78,24	14,64	7,11
DROME	70,29	28,27	1,44
EURE	85,05	12,02	2,03
EURE-ET-LOIR	56,05	24,05	19
FINISTERE	83,04	13,77	2,82
GARD	85,37	10,75	3,88
HAUTE-GARONNE	77,82	16	5,85
GERS	78,30	18,70	2,93
GIRONDE	79,02	17,37	3,05
HERAULT	73,09	21,06	4,04
ILLE-ET-VILAINE	80,06	10,89	8,48
INDRE	78,08	17,09	3,03
INDRE-ET-LOIRE	79	15,02	5,08
ISERE	79.60	13,05	6,09
JURA	83,46	15,76	0,76
LANDES	75,58	21,05	3,37
LOIR-ET-CHER	57,34	30,09	12,57
LOIRE	64,09	26	9
HAUTE-LOIRE	76,77	19,29	3,94
LOIRE-ATLANTIQUE	59,78	32,31	7,89
LOIRET	77,22	16,03	6,48
LOT	80,55	16,94	2,05
LOT-ET-GARONNE	74,47	19,02	4,39
LOZERE	64,04	32,02	1,12

FEDERATIONS	MOTION 1 (%)	MOTION 2 (%)	MOTION 3 (%)
MAINE-ET-LOIRE	75,38	18,58	6,04
MANCHE	80,04	12,09	6,66
MARNE	60,44	35,56	3,99
HAUTE-MARNE	47,24	51	1,26
MAYENNE	50,08	37,02	12
MEURTHE-ET-MOSELLE	64,04	33,06	1,91
MEUSE	—	—	—
MORBIHAN	74,68	16,24	9,07
NIEVRE	83,64	13,90	3,25
NORD	78,05	16,21	15,74
OISE	67,41	26,45	3,81
ORNE	66,02	30,04	1,06
PAS-DE-CALAIS	80,09	13,04	5,07
PUY-DE-DOME	65,93	29,09	4,16
PYRENEES-ATLANTIQUES	75,27	19,12	5,06
HAUTES-PYRENEES	79,76	17,47	2,08
PYRENEES-ORIENTALES	82,40	16,14	1,46
BAS-RHIN	70,06	26,06	1,36
HAUT-RHIN	31,06	64,03	4
RHONE	86,76	10,79	2,44
HAUTE-SAONE	—	—	—
SAONE-ET-LOIRE	64,47	20,30	15,21
SARTHE	89,61	4,37	6,01
SAVOIE	60,46	35,65	3,87
HAUTE-SAVOIE	60,96	21,07	27,96
PARIS	53,04	40,05	6,21
SEINE-MARITIME	73,95	10,03	15,77
SEINE-ET-MARNE	65,79	27,06	6,58
YVELINES	74,43	12,77	10,18
DEUX-SEVRES	75	20	4,50
SOMME	77,35	17,29	3,86
TARN	75,74	20,84	3,42
TARN-ET-GARONNE	80	19	1
VAR	70	28,08	1,02
VAUCLUSE	79,78	16,39	3,83
VENDEE	82,32	15,55	2,13
VIENNE	73	21,89	4,37
HAUTE-VIENNE	82,62	13,79	3,59
VOSGES	73,08	20,04	5,80
YONNE	83	13	4
BELFORT	16,58	82,39	1,02
ESSONNE	56,02	23,06	20,07
HAUTS-DE-SEINE	71,06	19,97	8,42
SEINE-SAINT-DENIS	76,33	17,36	5,70
VAL-DE-MARNE	74,25	20,05	5,70
VAL-D'OISE	50,80	24,76	24,92
GUADELOUPE	71,53	28,47	0
MARTINIQUE	94	0	6
LA REUNION	80,6	18,3	1,10

© Fondation Jean Jaurès

sepur

69, rue des Frères Lumière
Z.I. Des Chanoux
93330 NEUILLY SUR MARNE
Tél : 300.15.22 et 64.60

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

Enlèvement d'ordures ménagères
de gravois et de détritus
par bacs multibennes

Nettoiement murs et édifices
par projection (eau chaude
et froide, sable)

Nettoiement de voies
publiques et privées
Assainissement

Hygiène publique
Balayage de chaussées
et autoroutes par aspiration

100 — 756

**RENAULT G 260T.
L'EUROPE L'A ELU
CAMION DE L'ANNEE.**



Treize journalistes européens réunis en un jury ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Ce trophée, chez Renault, nous en sommes fiers. Mais ce qui nous satisfait le plus c'est d'avoir conçu et créé de toutes pièces, une gamme de camions faite pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

RENAULT G 260 · CAMION DE L'ANNÉE 1983

G 260 T. Un niveau d'économie et de fiabilité sans précédent. Tous les éléments du Renault G 260 ont été testés en réel. Moteur turbo à air refroidi, boîte 9 vitesses, système de freinage, conception générale..., tout est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique. Tout a été mis en œuvre pour offrir à un chef d'entreprise un camion qui lui permette d'optimiser sa gestion.

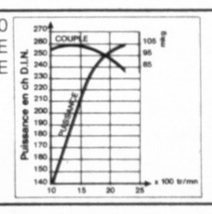
G 260. Moins de 6 t de poids mort. La conception générale du G 260 a été dominée par le soucis prioritaire de la rentabilité d'exploitation. La réduction de son poids mort a permis de porter sa charge utile à un niveau jamais atteint.

G 260. Un réseau associé à votre rentabilité. Comme tous les Renault, bénéficie de l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Chacun d'entre eux a le même souci que vous : assurer la maintenance de votre outil de travail, élément indispensable de la rentabilité de votre entreprise.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année. Choisissez-le, cette année, comme votre camion.

G 260
COURBE DE
PUISSANCE



Objectif économie : La preuve par les chiffres.
- Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l).
- Charge utile : 32 t.
- Motorisation performante (couple de 105 mKg pour 260 ch DIN) associée à une boîte de vitesses très ouverte : 14.8.
- Consommation : le test comparatif réalisé par la presse professionnelle en décembre 1982 sur parcours étalonné, a donné le résultat record de 34,46 l au 100 km.

G 260 : Economie d'exploitation et performances routières.

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels





NI INTELLO
NI GODILLOT, SOCIALISTE
MAIS PAS SUIVISTE

l'unité

FAITES FAIRE UN BOND EN AVANT AU SEUL ORGANE D'EXPRESSION NATIONALE DU P.S.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....
.....
.....
demeurant .....
.....
.....
.....
.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* *abonnement d'un an*

(tarif spécial- Congrès : 230 F) ☐

* *abonnement de six mois (160 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 329. Mairie dans C.u.d.L. recherche un ou une attaché (e) d'information. Une formation de base au journalisme (écrit et audiovisuel) est souhaitée. Le poste proposé demande aussi de bonnes capacités d'administration, une curiosité sans a priori pour toutes les formes de communication. Niveau maîtrise ou expérience professionnelle.

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 331. Commune de 7 500 habitants recherche un agent contractuel de niveau rédacteur (licence en droit souhaitée) pour une période pouvant aller jusqu'à 1 an.

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 328.
Fédération
Léo Lagrange
recrute
cadre tourisme social
conception -
commercialisation
réalisation de produits
gestion administrative.
Envoyez C.v. détaillé
9, rue des Alpes, 26000 -
Valence.

Réf. 330. Président de région recherche attaché (e) de presse, expérience souhaitée. Préférence donnée aux candidats possédant des connaissances juridiques, administratives et économiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.v. et photo au journal qui transmettra.

Fondation Jean-Jaurès



Sygma

LA CRISE CHEZ LES AUTRES

IV. GRANDE-BRETAGNE: UNE DEMOCRATIE A LA DERIVE MINEE PAR LE RACISME ET LE CHOMAGE

Les Docklands, un quartier de Londres où il ne fait pas bon être noir, asiatique ou chômeur... Une visite dans ce vieux secteur industriel abandonné illustre mieux que tous les discours la violence du libéralisme sauvage imposé par Margaret Thatcher

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

MAISONS délabrées aux fenêtres rafistolées avec des planches, H.l.m. longs et tristes, usines désaffectées aux vitres brisées, bâtiments en réfection, rues sales menant à des terrains vagues, la découverte de Tower Hamlets, quartier est de Londres, altère sensiblement l'image de marque d'une des plus prestigieuses capitales européennes.

La crise ? Elle suinte de ces murs de brique ocre et rouge, délavés et souillés par le temps, de ces entreprises fantômes aux cheminées mortes, de cet environnement de misère. Les rares pimpants logements récents, les façades soigneusement décorées, voire rutilantes des pubs et des clubs, l'apparente animation se dégageant des quelques commerces ne parviennent pas à masquer une indigence flagrante. « A-t-on l'impression d'être à Londres ? » demande, désabusé, un responsable d'un centre d'accueil d'immigrés.

Pourtant la City financière et commerciale élève tout près de là, à un kilomètre en suivant Commercial Road, ses buildings de verre et ses luxueux bureaux qui déversent à cinq heures leur flot de cols blancs tirés à quatre épingles. Contraste évident relevant des clichés les plus primaires, mais authentique réalité sociale mise en lumière par la topographie londonienne.

Non, malgré les apparences, Tower Hamlets n'est pas un bidonville ou un ghetto. Mais simplement un quartier ouvrier et industriel qui se meurt. Frappé de plein fouet par la crise et par le thatchérisme. Un quartier où il faisait bon vivre il y a une quinzaine d'années, et qui est entré progressivement en pleine décomposition économique et sociale. « Dans les années soixante, de nombreuses industries étaient implantées ici, raconte Dan Jones, secrétaire du Trade Council. Il y avait des usines métallurgiques, chimiques, textiles, des chantiers navals. On faisait également de la bière. Enfin, les docks étaient au cœur des activités du quartier. Lorsqu'ils ont disparu, quelque chose de très fort a été brisé dans l'esprit du quartier et dans la solidarité des gens. Un peu comme lorsqu'on ferme les puits d'une mine dans une ville du pays de Galles. »

Exploités cyniquement

Edifiante histoire, la mort des docks. Elle démontre les cercles vicieux et les mécanismes pernicieux de la crise. Elle en dévoile aussi la nature profondément politique. Car la récession est exploitée cyniquement par une droite qui sait en tirer profit. A Tower Hamlets, on s'en est très rapidement aperçu. Prospères, les docks de Londres employaient 25 000 personnes il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui, on en dénombre tout juste 5 000 qui travaillent... à Tilbury, à 50 km à l'est de Londres. L'évolution des techniques, la concurrence de nouveaux ports comme Douvres ont entraîné des licenciements. Et puis, à Londres, les dockers constituaient une force sociale et syndicale puissante. Trop puissante. Ils étaient représentés à 50 % dans l'association qui

régissait la vie et le fonctionnement des docks. A égalité avec les employeurs. Une structure originale, mais guère appréciée par les importateurs et le patronat qui ne se sentaient plus maîtres du jeu. Autant dire qu'ils favorisèrent le développement des docks dans d'autres ports britanniques où ils se gardèrent bien de souscrire à la création d'organismes aussi embarrassants pour eux. Du coup, le port de Londres déclina : fermeture ou transfert des grandes entreprises liées aux docks, et disparition de la majorité de sous-traitants. Conséquence logique : une montée en flèche du chômage. Près de 250 000 emplois, en grande partie industriels, ont été supprimés dans les cinq arrondissements de Docklands (1) entre 1961 et 1978. Une hémorragie que n'ont pas compensée les 65 000 créations de poste dans le secteur tertiaire.

Vraiment fatale la crise ?

Actuellement, dans un pays qui compte plus de trois millions de chômeurs (plus de 10 % de la population active), Tower Hamlets (140 000 habitants) dénombre 28 % de demandeurs d'emplois.

La crise, la misère... mais aussi l'injustice. Car les docks inutilisés, libérés, auraient pu être aménagés afin de renforcer les équipements sociaux de l'est londonien. Tels étaient les souhaits et les propositions de la population et des élus locaux, conscients des carences en espaces verts, en hôpitaux, en services pour le troisième âge. Mais le gouvernement conservateur, dans les années soixante-dix, a préféré jouer la carte des intérêts privés. « Il a confisqué une partie des pouvoirs et des moyens financiers des arrondissements au profit d'un organisme qu'il a créé, le London Developpement Corporation, explique Inès Newman, spécialiste des problèmes économiques de Docklands. Cet organisme accorde les permis de construire et vend les terrains à des particuliers ou bien à des entreprises qui y installent leurs bureaux. »

Une orientation délibérée. Vraiment fatale la crise ? En tout cas, la droite sait la provoquer et l'exploiter.

Docklands n'est pas encore au bout de ses peines. Margaret Thatcher est décidée à tailler dans le budget de la santé. Cinq mille emplois devraient être supprimés au cours des prochains mois dans tout le pays, dont 300 à 400 à Docklands, qui n'en finira jamais de payer les pots cassés de la récession.

D'ailleurs, dans tous les domaines, les perspectives se révèlent bien sombre dans l'est de Londres. « La formation professionnelle est insuffisante, reconnaît Inès Newman. Mais même si elle était de bonne qualité, à quoi servirait-elle ? Seulement un jeune sur quatre sortant de l'école a la possibilité de trouver un emploi. »

Le marasme est tel qu'on ne sait plus par quel bout prendre le problème de l'emploi.

Dans un local exigu, enfoncé dans une petite rue près de Whitechapel, un organisme, Youth Unemployment Project, s'efforce, dans la mesure de ses faibles moyens, d'aider les jeunes de 16-24 ans de Tower Hamlets dans la recheche d'un emploi. « La situation se résume en deux chiffres : septembre, chômeurs 16-18 ans 1 382, emplois vacants 34 », dit la coordinatrice, Caroline Adams, en montrant un panneau affiché à la porte. Sans commentaire.

Ici, on met à la disposition des jeunes le téléphone, le papier, la liste des offres d'emplois pour faciliter leur démarche. Lorsqu'ils décrochent un job, les conditions financières qui leur sont proposées sont dérisoires : 360 F par semaine pour un coiffeur, 420 F pour un charpentier, 540 F pour un opérateur sur machine. Quant à la sécurité de l'emploi, elle est très précaire. « L'employeur n'est pas obligé d'embaucher définitivement un salarié avant un an de présence de ce dernier. Bien souvent, il le licencie juste avant le terme de ce délai pour pouvoir engager un débutant qu'il paie moins », remarque Caroline Adams. Preuve supplémentaire que le patronat ne réalise pas que de mauvaises affaires en période de crise.

Avec un dévouement presque militant, les responsables et les collaborateurs de Youth Unemployment Project essaient d'élargir au maximum leur champ d'action : « Nous organisons des cours d'alphabétisation et de formation. Nous informons les jeunes de leurs droits, notamment en matière de Sécurité sociale. Nous les conseillons, car ils ont souvent des problèmes avec leurs parents ou avec la police. »

Un travail essentiel en direction d'une jeunesse souvent désabusée, sans espoir, en proie aux tentations de la délinquance, de la violence et des extrémismes politiques. Car la désagrégation économique de l'est de Londres ne pouvait s'accomplir sans d'inévitables soubresauts sociaux. Ainsi, xénophobie, racisme et extrême droite ont recommencé à sévir dans ces quartiers. A un degré dépassant largement tout ce que la France peut connaître depuis quelques mois dans ce domaine.

Principal point chaud : Tower Hamlets. Un quartier qui, historiquement, a toujours constitué un refuge pour les étrangers. Depuis les Flamands au XIVe siècle jusqu'aux Irlandais en passant par les huguenots et les juifs. Depuis quelques années, ce sont les immigrés du Bangladesh qui débarquent en masse, fruits de 250 ans de colonialisme dans cette région du monde.

Comme les Algériens, les Tunisiens ou les Marocains en France, ils espèrent trouver l'Eldorado ou tout simplement un emploi en Grande-Bretagne. Le quartier de Tower Hamlets en a récupéré 30 000 à lui seul. Enorme proportion. Ils vivent entassés dans des foyers ou des H.l.m. Comme les Noirs et les Asiatiques, ils vivent terrorisés par le racisme quotidien qui s'abat sur les communautés immigrées de Londres. Une violence dont le paroxysme a été atteint il y a quelques mois lors de l'agression d'un jeune étudiant asiatique, par une bande de « skinheads », jeunes loubards au crâne rasé et souvent au chômage, qui, après l'avoir battu, ont gravé au couteau sur son poignet le signe-sigle « N.f. » (Front national). Blessé aux vertèbres, ce jeune homme est paralysé.

Agressions racistes

Le racisme peut être moins sauvage, mais tout aussi profond comme en témoigne le cas de cette jeune immigrée du Bangladesh, veuve, dont les cinq enfants sont contraints de jouer uniquement dans leur jardin depuis qu'ils sont quotidiennement menacés et maltraités par leur voisin. Enfin, c'est encore la violence qui a obligé le serveur d'un restaurant à démissionner après avoir été attaqué deux fois en rentrant le soir chez lui. Sans oublier les agressions dont sont victimes les enfants d'immigrés dans les écoles.

Des exemples de ce genre, l'Association de Tower Hamlets pour la justice raciale (Tharj) en a plein ses dossiers. « La police prétend que, parce que l'East End est un quartier traditionnellement violent, il est difficile d'affirmer que ces agressions ont des origines racistes, explique Kimpton Ndlovu, secrétaire de Tharj. Il y a cinq ans, nous avons publié un livre " le Sang dans les rues " dans lequel nous stigmatisions le racisme et la violence dans l'East End. Quelles initiatives ont été prises pour réduire le nombre des agressions racistes à Tower Hamlets ? »

L'attitude de la police est tellement mise en cause pour ses abus, et les injustices sont devenues tellement évidentes qu'une association, Capa, s'est constituée pour aider ceux qui, dans des affaires racistes, connaissent des problèmes avec les forces de l'ordre. « En réalité, la police est raciste au fond d'elle-même, explique Barbara Powis, de Capa. Lorsqu'elle intervient sur le lieu d'une agression, elle embarque systématiquement les proches de la victime surtout lorsqu'il s'agit de Noirs, d'Asiatiques et d'immigrés du Bangladesh. En revanche, elle ne fait pas d'excès de zèle pour retrouver les coupables. »

La famille d'une personne interpellée peut téléphoner à Capa 24 heures sur 24. Il y a toujours un des trois permanents ou des cinquante bénévoles qui intervient alors auprès de la police. « Nous constatons l'agression, nous essayons d'obtenir des informations sur l'affaire, nous informons le prévenu de ses droits et nous aidons financièrement la personne quand elle porte plainte contre la police. C'est nous qui traitons directement avec la police pour protéger les gens. »

Malgré les difficultés de sa tâche, Capa remporte quelques succès. Récemment, elle a aidé une jeune Asiatique qui avait porté plainte contre deux de ses agresseurs. « La police avait déclaré qu'il n'existait pas de preuves. Nous avons trouvé l'identité des agresseurs et gagné le procès. Pour nous, c'est une victoire. »

Mais à Capa, on ne se fait pas d'illusions. L'avenir s'annonce bien triste. « Une nouvelle loi sur le renforcement des pouvoirs de la police, notamment en matière de garde à vue et de fouilles sera présentée au Parlement au mois de novembre... », soupire Barbara Powis. Du travail en perspective pour la dizaine d'associations du genre de Capa qui se sont créées à Londres, et dont l'existence est le signe d'une démocratie à la dérive. « Les actions racistes sont légitimées par l'état d'esprit suscité par Thatcher », constate Barbara Powis. En encourageant le nationalisme, comme pendant la guerre des Falkland, « la dame de fer » a réveillé les vieux démons de l'autoritarisme et du racisme. « Nous avons combattu pour garder les Falkland britanniques, maintenant combattons pour garder la Grande-Bretagne britannique », titrait le bulletin des jeunes du Front national dans lequel on trouve également un article « contre l'invasion noire ».

D'ailleurs on peut faire confiance aux fascistes du Front national pour alimenter quotidiennement le racisme. Il n'y a qu'à se promener dans les rues de l'est de Londres pour lire sur les murs « N.f. », « Les Noirs dehors », « Skins » illustrés d'une croix gammée. « Skin » : abréviation de « skinheads », ces jeunes qui, manipulés, fournissent le gros du bataillon des membres du Front national. Ils sont recrutés parmi les jeunes chômeurs et les supporters des équipes de football.

Les scores du Front national

Aux dernières élections de juin, le Front national a enregistré un sérieux recul. « Normal, explique Dan Jones. Les gens qui veulent un renforcement du régime n'ont pas besoin de se compromettre avec l'extrême droite. Ils votent pour le parti conservateur dominé par son aile droite. »

N'empêche que s'ils sont dérisoires au niveau national, ses meilleurs résultats de toute l'Angleterre, le Front national les a réalisés dans l'est de Londres : 2,6 % à Bethnal Green, 1,6 % à Hackney South, 3,7 % à Newham South, 2,1 % à Newham East. La crise, elle, est donc également amplement morale.

Elle accroît les tensions, avive les haines, mais elle renforce aussi les solidarités. Toutes ces associations qui travaillent sur les problèmes économiques de Docklands, celles qui s'efforcent de lutter contre le racisme en témoignent. Subventionnées en partie par le conseil municipal du Grand Londres, les associations locales, et parfois par les organismes de l'Etat, elles disposent de maigres moyens mais poursuivent leur œuvre dans un souci humanitaire. Même si, se sentant impuissantes, elles savent qu'elles ne constituent pas une réponse de fond aux problèmes économiques et politiques de structures qui les dépassent et écrasent sans doute la Grande-Bretagne comme aucun autre pays occidental. ●

(1) Docklands est une zone qui couvre une partie respective de cinq arrondissements de l'East End de Londres : Tower Hamlets, Newham, South Wark, Lewisham, Greenwich.



Gamma

Un très jeune tailleur asiatique travaillant à Londres.

Margaret Thatcher, vue par Daullé.



SERGE MOATI: "PLUS QUESTION D'ESSAYER DE FAIRE LE BONHEUR DES TELE-SPECTATEURS MALGRE EUX"



Serge Moati, directeur général de F.r.3, qui dit de lui-même qu'il fut "bardé de certitudes et en conséquence ramassa quelques bides", répond sans détour aux questions sans complaisance de Fabian Gastellier

PAR FABIAN GASTELLIER

A l'heure où tout le monde se serrait la ceinture et osait à peine regarder plus loin que le bout de ses pieds afin de ne pas faire trop de vagues dans le portefeuille, F.r.3 s'est offert une part de rêve. Géante. Inouïe. Sous la forme de la régionalisation — tant souhaitée et tant attendue — de son petit écran. Le projet qui est devenu réalité en septembre dernier (voir « l'Unité » n° 524) vient de fêter en beauté son premier mois d'existence.

Après un démarrage honnête avec 14,8 % d'audience sur la première semaine, la télévision régionale n'a fait qu'augmenter son taux d'écoute — 15,6 % la seconde semaine et 16,7 % la troisième semaine — pour finir par accrocher 19,5 % d'auditeurs aux premiers jours d'octobre. A priori, le succès est certain et l'avenir encourageant. Sauf que... sauf que le budget 1984 n'aura pas la fière allure du budget 1983 et que l'infrastructure de la télévision régionale est lourde à porter. Sauf que Serge Moati rame quand même en solitaire, lui qui se retrouve aujourd'hui seul socialiste au sein d'une chaîne qui semble perdre sa sensibilité P.s. comme les arbres, en automne, leurs feuilles... Alors ?

Alors l'amoureux du cinéma, qui est également directeur général de F.r.3, fait le point. Pour « l'Unité », il jette cartes sur table. Au menu : la télévision régionale, les programmes de la rentrée (maintien de Guy Lux et arrivée de « Dynasty »), les changements intervenus à Soir 3 et le message de la gauche à travers les médias. A l'arrivée : le credo acharné d'un passionné qui a cependant dû composer avec le douloureux « principe de réalité ». Ou comment, il se révèle impossible de faire le bonheur des téléspectateurs malgré eux. ●

« L'UNITE » : Serge Moati, la régionalisation du petit écran a un mois. Belle idée devenue jolie réalité, est-ce que ce projet n'est quand même pas né trop tôt ? Crise, récession, chômage, problèmes divers d'ordre économique et budgétaire : qu'en sera-t-il dans l'année qui va s'ouvrir ?

SERGE MOATI : Nous en savons encore peu sur le budget 1984, mais une chose est quand même d'ores et déjà presque certaine : nous pourrons reconduire ce qui se fait à l'heure actuelle en l'améliorant légèrement. C'est-à-dire trois heures de programmation quotidienne régionale au lieu des trente-cinq minutes d'avant mai 1981. Cela signifie une irréversibilité du grand projet mis sur orbite par le président Holleaux et moi-même le 5 septembre dernier... Et c'est déjà formidable. Ce grand bond, important pour l'histoire de l'audiovisuel, est à mettre au crédit de notre gestion, comme la libéralisation des ondes... ou l'installation de la Haute Autorité. On m'énerve terriblement lorsqu'on me parle d'une « expérience de régionalisation ». C'est comme « l'expérience de la gauche ». Ça veut dire quoi ? Ils font trois petits tours et puis s'en vont ? Eh bien non, c'est un gouvernement avec un président élu pour sept ans... Ce n'est pas au même niveau, mais la télévision régionale, ce n'est pas un jouet..., sûrement pas une expérience. C'est une loi — une volonté — l'enthousiasme et le dynamisme de nos équipes régionales et aussi, je m'en félicite, la sympathie et le grand nombre de téléspectateurs qui découvrent « leur » télévision régionale.

— A la notion péjorative de gadget, vous opposez celle de « projet culturel ».

— Absolument. Et cela, grâce à la crise justement. je vous étonne ? C'est la réalité de la crise qui nous a obligés à concevoir un projet culturel. Imaginons la situation contraire, c'est-à-dire la pleine expansion. Que se serait-il passé ? On aurait sans doute suivi quasi aveuglément, sans trop de discernement toutes les demandes d'accroissement des effectifs ; on aurait implanté douze mini-O.r.t.f. dans nos douze directions régionales, et puis on aurait assisté à un alignement des centres « moyens » et « légers » — du type de Dijon ou Nancy — sur les centres les plus « lourds » comme Marseille, Lyon ou Lille.

Ce résultat aurait été fou, et budgétairement irréaliste. Je pense qu'en outre, et j'y viens, cela aurait été une erreur culturelle. Pourquoi ? Parce que c'était la porte ouverte à l'esprit de clocher, de ghetto. Le côté fait chez nous, bien de chez nous, rien que pour nous... etc., le risque et la tentation de sclérose des idées, le confort de la paralysie... Et l'on aurait dit, aussi, qu'il ne fallait ni coproduire ni acheter mais, au contraire, se contenter de ne diffuser que ses produits. Il y a là un risque de « sous-télévision » régionale. Peut-être estimable. Mais désertée par les téléspectateurs qui, pour être régionaux, sont néanmoins soumis — et c'est ainsi ! — à la tentation des programmes forts et populaires de la 1re et de la 2e chaîne, émettant aux mêmes horaires que notre télé régionale. Une idée suicidaire ! Pour exister, il faut que le régional soit dans la course, vif et ardent ; à l'écoute du monde extérieur... Différent mais concurrentiel. Bref, tout cela, je le crois fermement, aurait été une erreur économique et politique. Consolidation de Bastille, de repliements, d'égoïsme culturels et politiques locaux. Poujadisme régional !

— Au lieu de quoi...

— C'est lorsqu'on a le dos au mur qu'on peut se révéler imaginatif. La crise nous a permis d'éviter le gadget dispendieux. Nous nous sommes d'abord dit : régonalisation, O.k., mais pour faire quoi ? Et tout est parti de là. La régionalisation est une grande œuvre fatalement lente et progressive — surtout dans un pays aussi fortement centralisé que le nôtre. Ne nous leurrons pas : les créateurs, par exemple, ne fourmillent pas par milliers dans les régions. Ils existent, bien sûr, et nous devons aller progressivement à leur rencontre, leur ouvrir les portes de nos stations, les accueillir avec amitié et respect, mais Carpentras et Sarreguemines ne sont pas encore les faubourgs de Cinecitta... Pas encore. D'où l'énorme danger du repli, d'autarcie... Par contre, partout des envies, des désirs, une effervescence. Et surtout le formidable besoin d'une télé de proximité.

La crise a induit avec force l'idée qu'il fallait que les régions s'ouvrent aux autres régions. Et, d'ailleurs, il est nécessaire que les talents tout neufs, découverts, promus, s'exportent, car on existe surtout que dans les yeux des autres. Tous les autres. Prenons l'exemple de la décentralisation théâtrale... œuvre de longue haleine ! Si quelqu'un de l'extérieur n'avait pas dit à ces pionniers : « J'aime ce que tu fais », ils n'auraient peut-être pas eu le beau statut de « créateur ». Ils seraient restés « animateurs de fin de banquet », aimés peut-être dans leur région, mais inconnus ailleurs. Une sorte de sous-catégorie. Et, c'eût été bien triste et injuste !

Un jeune talent de Strasbourg qui a plein d'idées et de projets, pourquoi n'aurait-il pas envie que ses réalisations soient aussi vues à Lille, à Nancy, à Paris ? Il ne faut pas rêver : c'est encore aujourd'hui après la consécration parisienne que vient l'estime du pays natal, alors, oui, c'est bien et souhaitable de faire voyager une œuvre à travers l'ensemble du réseau national. Et pourquoi pas, un jour, international... La télévision-miroir se doit d'être aussi une télévision-fenêtre, ouverte sur les autres régions, la nation, le monde...

— Se mettre au diapason international, ça signifie programmer « Dynasty » ?

— Ça y est ! Celle-là, je l'attendais... C'est une fixation ou quoi ? Voilà ce que je pense : il faut qu'il y ait aussi des « Dynasty » pour qu'une télévision régionale existe et rencontre son public. Ce n'est un paradoxe qu'apparent. Toutes les catégories de programme s'entraînent, se complètent et se stimulent. La télévision, la régionale aussi, est un ensemble dont chaque élément légitime l'autre. C'est bien ce dont il s'agit lorsqu'on l'on parle de



Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui, producteurs de La Dernière Séance.



« Dynasty ». Kipa



Marie Christine Barrault, productrice de Ciné-Passion.



Guy Lux, producteur de Cadence 3. Kipa



« Roméo et Juliette », de Shakespeare, en V.o.

« chaîne » de télévision. Cela dit, relativisons les choses : l'ensemble des achats pour la télévision régionale ne représente que cent soixante et onze heures sur six mille heures de programmes produits !

— Ça, c'est un mauvais argument. Le genre, on fait quelque chose de très vilain, mais pourquoi vous criez, ça se voit à peine...

— Bon. Prenons une fois encore les choses par leur contraire : imaginons que nous n'ayons pas « Dynasty » — ou tout autre produit de ce type, feuilleton ou jeu populaire et attractif, français ou étranger... Qu'est-ce qui se passe ? Premier effet économique : il aurait fallu faire six à huit millions de budget publicitaire pour lancer la régionalisation ! Pour dire simplement que nous émettions à partir de 17 heures et non plus de 20 heures. C'est grâce à « Dynasty », dont toute la presse s'est emparée, que les gens ont été mis au courant de notre changement d'horaires... et le l'existence même de nos 12 programmes régionaux autonomes ! Une sacrée révolution pourtant !

Deuxième effet, d'ordre plus politique : risquer une télévision sans spectateurs. En pleine politique de rigueur, vous imaginez notre responsabilité. On nous aurait dit : « Alors, moi, l'usager, je mets un fric fou dans cette affaire et ce n'est regardé par personne ! Rappelons que F.r.3 est la chaîne la plus complexe, puisque trois mille quatre cents personnes y travaillent, en nos 25 centres régionaux, et la chaîne la plus coûteuse pour l'usager, puisque nous fonctionnons à 80 % sur la redevance et à 20 % seulement sur la publicité.

On a beau être régional, on est un Français comme les autres, qui paye sa redevance comme les autres... Etre un téléspectateur régional, c'est être un téléspectateur national avec « quelque chose en plus » : l'appartenance à une région. Nous ne voulons pas de sous-télé pour les régions. Je refuse le postulat qui voudrait qu'il y ait au sein du service public deux belles chaînes à vocation populaire et un F.r.3, petit écran du pauvre, ou de l'intellectuel régional ou national. Personnellement, je n'ai jamais compris que le gouvernement souhaitait cela, puisqu'en introduisant la publicité nationale et bientôt régionale, il faisait automatiquement le pari de l'audience. Et les publicitaires — qui ne sont pas tous des philanthrophes — ne viendraient pas sur une télé différente et complémentaire, certes, des deux autres, mais qui ne serait pas destinée au grand public.

— Mais pourquoi niveler par le bas ? Si on offrait autre chose aux gens, ils finiraient par aimer autre chose. Le système « Dallas » et « Dynasty », c'est du conditionnement, point à la ligne...

— Il m'est arrivé de faire de nobles expériences. A 20 h 30, le samedi soir, face à « Dallas » et à Druker, je programmais peinard « Peines d'amour perdu » de Shakespeare par le théâtre national de Strasbourg. J'obtenais 0,8 % d'écoute, ce qui signifie 300 000 personnes. Alors, bien sûr, on peut dire que 300 000 personnes, c'est fantastique, bien plus que le T.n.s. aurait jamais pu en accueillir, etc. Quand j'entend ça, je me rappelle le discours, à une certaine époque, d'amis politiques m'expliquant qu'avec de pareilles soirées télévisées jugées trop élitaires et peu populaires j'excitais la grogne des téléspectateurs et risquais de provoquer un mécontentement politique. Alors, me demandant si je m'estimais investi d'une mission d'éducation populaire et me rappelant que, en tant que réalisateur, j'aimais tout à la fois faire ce qui me plaisait et être regardé, j'ai réfléchi. D'autant plus que je ne considère pas, effectivement, l'insuccès public comme le sceau de l'authentique création... ou la marque de l'authentique directeur de chaîne...

— Parler ainsi c'est raisonner si l'on pouvait faire plaisir à tout le monde... Comme s'il existait réellement un public général, alors que l'on sait qu'il y a des publics particuliers... Et, parmi eux, des gens préférant Shakespeare à « Dallas ». Des gens payant aussi leur taxe. Sous prétexte qu'ils sont minoritaires, on les brime ?

— Je sais qu'ils existent. Mais tout d'abord qu'on ne me cite plus les intellectuels, les nobles clercs bien pensants. Parce que ces femmes et ces hommes, lorsque je programmais le T.n.s., regardaient massivement « Dallas ». C'est ainsi. Assez parlé des contradictions d'ordre général, je veux parler des miennes. A 20 h 30, quand je rentre, je suis vanné. Fermé à tout. A ce moment-là, l'écran est pour moi un réconfort : ce que j'ai appelé dans le temps « les pantoufles du sentiment ». J'ai envie d'être à l'abri du monde hostile dont je supporte les chocs toute la journée ; je décompresse. Que l'on soit directeur de chaîne, ouvrier spécialisé, employé de banque, vendeuse en pharmacie ou p.-d.g. de multinationale de gauche ou de droite, on a le droit de ressentir pendant un certain laps de temps une saturation des conflits du monde. On a besoin d'un sas. Cela m'a été prouvé : à chaque fois que j'essayais de mettre à 20 h 30 des émissions un peu « pointues », je subissais un rejet massif du public. Et en revanche, je n'avais que peu d'encouragement quant à ces choix de programme...

Cela dit, on diffuse la même émission à 22 h 30 et elle marche ! Curieux, non ? Elle a plus de public et elle trouve « son » public. Comme si la possibilité de joindre, justement, tous ces « publics divers » pouvait se faire à travers un aménagement des grilles. Sauf, bien sûr, si l'on se place hors du service public. Quand la télévision privée existera, elle sera sans doute plus sélective, plus précisément « ciblée ».

— Mais quand même, l'alternative que vous proposez paraît étrange. Soit « Dynasty », soit « Troïlus et Cressida » en V.o. N'y a-t-il pas une troisième possibilité qui consisterait à raconter des histoires sympathiques, délassantes, pouvant inciter au rêve, à l'évasion mais n'étant quand même pas totalement ringardes ?

— Si, bien évidemment. C'est pourquoi il ne faut pas s'avouer vaincu. Il y a bel et bien une sorte de troisième espace à l'intérieur duquel on peut faire de la recherche, innover, avancer. Deux exemples : « Prélude à la nuit » et « Cinéma sans visa ». Je pourrais parler en outre de nombre d'émissions d'information que je trouve remarquables. Pour « Prélude à la nuit », émission quotidienne, nous avons de 400 000 à 800 000 personnes fidèles qui écoutent de la musique de qualité en fin de soirée. Lorsqu'on avait lancé ce projet, les journalistes avaient souri. Il en fut de même pour le lancement de « Cinéma sans visa ». Oh ! je revois très bien la salle de la conférence de presse : ce n'était pas tellement les journalistes de droite curieusement qui ricanaient et se moquaient de notre naïveté quant au prétendu septième art du tiers monde ! Pourtant, l'émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud peut atteindre jusqu'à 24 % d'audience... C'est plus qu'encourageant. Il en est ainsi de premières œuvres de fiction ou de documentaires, mission et fierté de notre service public. Je rappelle en outre que sept premiers films de cinéma ont pu être réalisés grâce à la coproduction F.r.3.

Tout cela et bien d'autres signes montrent que l'on peut arriver à une télévision plus adulte et, d'ailleurs, c'est en fonction de cet objectif que nous avons aussi fait la régionalisation. Elle ne sera pas uniquement là pour programmer « Dynasty » ni pour retransmettre des « Troïlus et Cressida » de laboratoire, mais aussi — et surtout — pour montrer la vie, le mouvement, pour trouver une nouvelle voie juste, que je souhaite à la fois populaire et intelligente. Je suis persuadé qu'une télévison régionale, donc de proximité, ne peut raconter n'importe quoi et n'importe comment à des usagers avertis qu'elle rencontre à sa porte et qu'elle croise dans la rue. Spectateurs exigeants s'il en est sur l'image que l'on donne de leur vie. Cela dit, la marge de manœuvre est en réalité super étroite.

— Le changement des mentalités est bien évidemment ce qui se fait le plus lentement. Encore faut-il commencer.

— Encore faut-il ne pas commencer bêtement. Et je crois bien qu'ensemble les trois chaînes ont commencé un peu sottement dès après mai 1981. Personnellement, j'étais bardé de certitudes, et j'ai eu des échecs, comme tout le monde. Alors, j'ai appris. Un exemple parmi d'autres : j'avais décidé de mettre un petit documentaire avant les films, histoire de forcer les amateurs de cinéma à accepter le court-métrage. Résultat, j'ai perdu sur toute la ligne. Non seulement les gens ne regardaient pas le susdit court-métrage, mais ils ne regardaient pas le film non plus ! Comme pour me punir ! Sur T.f.1, par exemple, ils avaient mis « Droit de réponse » avant « Dallas »... Eh bien, frénésie hostile, déchaînement dans la presse, etc. Ils intervertissent la programmation et le tour est joué : « Droit de réponse » a son audience. Bonne, d'ailleurs. Alors ? Eh bien, oui, la réalité est vraiment rétive.

— Dans son show, Guy Bedos fait allusion à cela. « La télévision de l'après-10 mai ne fait pas tellement changement, dit-il. Il y en avait un seul qui faisait changement, c'était Polac. Avec son foulard rouge. Résultat, ils l'ont changé. D'horaire ! »

— Bedos met le doigt — qu'il le veuille ou non — sur un point essentiel : le douloureux principe de réalité. Le fait que du côté du public existent des règles inébranlables, incontournables. Des montagnes... Et c'est valable aussi pour la politique gouvernementale. Dans chaque secteur, on se heurte ainsi à de terribles résistances culturelles, politiques, économiques, sociologiques... Ça va de pair... L'histoire récente l'a prouvé... Mai 1981, la Bastille, l'état de grâce, etc. Et puis, curieusement, des attaques contre la télévision qui apparaissent juste avant ces cantonales qui ont quand même fait mal à la gauche. Comme pour dire « attention »... On n'a jamais réfléchi sur cette « coïncidence », pourtant c'est drôlement intéressant...

Après le premier électrochoc, au moment du gouvernement Mauroy 2, on s'est mis à resserrer les freins et, du côté de la télévision, nous avons compris que budgétairement, par exemple, la rêverie était finie ; qu'on n'allait pas en plus faire le bonheur des Français contre eux-mêmes. En ce qui me concerne, cela s'est concrétisé par un changement de statut : j'étais directeur des programmes et je suis devenu directeur général. Comme si le premier avait encore droit au rêve mais le second, plus tout à fait... En fait, peut-être avons-nous cru un peu trop légèrement que mai 1981 avait été une victoire culturelle. Peut-être que lorsque la gauche a gagné politiquement, c'était la droite qui gagnait culturellement. Parce que nous n'avons jamais été aussi submergés par des valeurs dites « de droite » : l'efficacité, l'économisme... De courbes en indices, le discours politique est devenu complètement écono-

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

miste. C'est étrange, explicable, mais étrange que François Mitterrand semble oublier qu'il a aussi été élu pour quelque chose d'autre que la balance des paiements... La gauche, enfin une partie de la gauche, arrive même à des raisonnements qui sous-entendent : « Regardez, on est presque aussi bien que la droite ! » Dingue, non ? Dans mon secteur, si on pousse à bout la logique strictement économique, ce peut être la fin d'un certain service public. Le règne des marchands du temple. Les empereurs du marketing ! Pour l'instant, on peut encore prendre des risques, se dire qu'un tel que l'on sait de talent n'a encore jamais filmé et que ce serait bien et juste de lui confier un film... Si le service public disparaissait, cette ouverture-là risquerait d'être compromise. Trop risqué !

— Des bruits de couloir qui se sont amplifiés ainsi qu'un récent sondage tendent à nous dire que F.r.3 est une chaîne dont l'information devient de sensibilité communiste. Il se trouve, effectivement, que pas mal de socialistes ont été écartés au profit d'un maintien des sensibilités R.p.r. et P.c. Qu'en est-il exactement ?

— Etant moi-même socialiste et connaissant d'autres socialistes à F.r.3, je ne le pense pas.

— Quel est l'avenir de la publicité à F.r.3 — nationale ou régionale ?

— Une chose, tout d'abord, qui est aussi et encore une contradiction. La gauche avait toujours dit que, lorsqu'elle serait au pouvoir, la publicité relèverait d'une gestion commune et sa recette n'arriverait pas directement aux chaînes. On n'a pas vu cela. Chaque chaîne vit — inégalitairement — selon ses propres quotas de pub (pub, redevance et recettes commerciales bâtissent le budget des chaînes). Antenne 2 est largement financée par la publicité. Environ 60 %. L'avenir de la publicité, c'est son augmentation croissante. Inévitablement. Dans le cadre de ce système-ci où l'on estime, avec raison, que la pub est bonne pour le monde économique et fournit, en outre, des programmes très appréciés par les téléspectateurs. Mais parlons des régions : nous ouvrirons de nouvelles grilles, installerons de nouveaux programmes et la pub suivra le mouvement. On ne peut pas faire autrement, puisqu'on ne peut oser augmenter beaucoup la redevance. Pourtant, l'ensemble des trois chaînes ne coûte à chaque spectateur qu'environ deux francs par soirée et par foyer. Puisque l'on n'a pas choisi cette solution, on ouvre grand les bras aux publicitaires. Le service public français est en train de découvrir, et c'est heureux, qu'il n'est pas véritablement nécessaire qu'il soit déficitaire ! Cela non plus n'était pas toujours dans les idées de la gauche, avant.

Personnellement, je m'étais déchaîné dans le temps, sur ce sujet. Je faisais un parallèle avec la S.n.c.f. Je disais qu'on ne lui demandait pas de faire du profit, mais de permettre à ses trains d'arriver à l'heure. Eh bien, je me plantais. Il faut en même temps que cela soit rentable. C.q.f.d.

Cela ne signifie pas pour autant que je baisse les bras en désespérant du socialisme et en criant vive Reagan et Thatcher ! Changer la vie, cela se fait étape par étape, avancée par avancée. Cela se fait à coups d'efforts et de réformes. Sans crier que tout est foutu et compromis parce que le paradis ne rapplique pas à 200 à l'heure. ●



Gamma



Jack Lang.

LE MISERABILISME A VECU... VIVE LA RENTABILITE

Réflexe romantique et ignorance économique ont fait long feu ! A gauche on prend désormais au sérieux les industries culturelles qui pèsent si lourd dans l'économie française.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

QUELLE mouche a donc piqué la gauche ? En 1974, en pleine campagne présidentielle, le candidat François Mitterrand affirmait son désir, s'il était élu, de débarrasser la culture de tout affairisme : le ministère de l'époque, hérité de Malraux, s'appelait encore ministère des « Affaires culturelles ». En 1983, le lundi 3 octobre, au cours d'une conférence de presse, le ministre de la Culture, Jack Lang, annonce toute une série de mesures en faveur des « industries culturelles » ; quelques mois auparavant, François Mitterrand lui-même avait donné le ton : « Les industries de la culture sont les industries de l'avenir. » Faut-il crier à la trahison, au retournement de veste ? S'agit-il d'un simple revirement tactique pour cause de réalisme gouvernemental ? S'agit-il d'un changement de stratégie rendu nécessaire par la crise ? S'agit-il d'autre chose ?

Depuis des décennies, nous vivions en acceptant des cloisonnements raides comme des vieux préjugés : « Le pognon pourrit l'art. » « La culture n'a rien à voir avec le monde de l'argent », etc.. Et d'en appeler aux bons théoriciens de l'Ecole de Francfort qui, dès les années trente, affirmaient qu'une œuvre n'est pas une marchandise et que la création ne peut que mourir du commerce des boutiquiers. Et de renvoyer aux économistes américains contemporains qui ont démontré qu'un spectacle vivant ne sera jamais rentable. Derrière ces belles références, un double aveuglement : réflexe romantique et ignorance économique. C'est bien connu, les artistes peuvent vivre de l'air du temps, de presque rien : la misère leur est un bon stimulant. Crevez tous, la postérité reconnaîtra les siens ! Le syndrome Modigliani fait encore des adeptes... chez eux qui ne sont pas des créateurs !

En réalité, s'il est une constante au royaume du culturel, c'est bien celle-ci : un rapport permanent et évident entre la création et l'argent. Pétrone vivait de l'argent de Néron, Molière de la cassette royale et Planchon vit des subsides de l'Etat. Mécénat, subventions, salaires, taxes, billetteries, caisses enregistreuses, chèques, cartes de crédit, billets de banque : partout il n'est question que de fric, partout « ça paye ». Je paye pour aller voir le dernier Truffaut. Les comédiens du film sont payés. Pour le producteur, ça peut payer. L'Etat, lui, a déjà payé son tribut en accordant une avance sur recettes. Tu payes pour ramener chez toi la version 1954 de la

« Norma » chantée par la Callas. Le jour de l'enregistrement, il avait bien fallu payer l'orchestre et les chœurs de la Scala de Milan. Vincenzo Bellini s'était déjà fait payer sa musique par la Scala pour la création de cet opéra le 26 décembre 1831. Et le P.-d-g. de Pathé-Marconi, à chaque fois qu'il vend un coffret de cette « Norma », est tenu de payer des royalties aux ayants droit de Maria Callas...

Je paye, tu payes, nous payons tous. Pour pouvoir lire « Patchwork », le dernier livre de Vautrin. Pour pouvoir emporter une lithographie d'Alechinsky à la maison. Pour aller écouter Jacques Higelin au Casino de Paris ou les sœurs Labèque au Théâtre de la Ville. Pour voir « les Paravents » de Genet dans la nouvelle mise en scène de Chéreau. Nous achetons un téléviseur et nous payons une redevance pour avoir la possibilité de déguster les « nanars » proposés par Eddy Mitchell dans « la Dernière Séance ». Nous achetons un magnétoscope et nous payons (encore) une redevance pour pouvoir nous soûler de Chaplin et de Bergman si bon nous semble, à l'heure qui nous convient. Et Vautrin, Alechinsky, Higelin, Katia et Marielle Labèque, Genet, Chéreau, Mitchell, Bergman et les enfants de Chaplin se sucrent directement dans nos poches. Alors ? Force est de constater, à partir de ces exemples quotidiens, que la culture ne vit que de rapports marchands. Ne soyons pas bégueules !

La lucidité d'en finir

Ce constat en appelle un autre : la vie culturelle, conséquemment, pèse lourd dans l'économie de la France. En 1982, l'édition de livres a fait près de sept milliards et demi de francs de chiffre d'affaires, le cinéma près de quatre et le matériel électronique grand public (téléviseurs, radio-récepteurs, magnétoscopes, magnétophones, cassettes, etc.) plus de sept. Pendant la même période, la S.a.c.e.m. a perçu plus d'un milliard de francs de droits, et les divers secteurs culturels ont fourni des emplois à plus de cent mille personnes. Globalement, les dépenses culturelles des Français représentent 4 % de leur consommation totale. Surtout, on s'aperçoit qu'en dix ans, malgré la crise, la consommation culturelle en France a augmenté de 42 % ! Et là, on est obligé de concéder que l'économiste Galbraith ne rêvait pas tout à fait quand il affirmait : « Les artistes, au même titre que les chercheurs ou les ingénieurs, ont en main la clef du développement économique. » Là, on comprend pourquoi et comment François Mitterrand parie sur la culture : « L'originalité du projet français se situe à cette intersection : investir dans la formation technologique et, d'un même mouvement, investir dans la création artistique et intellectuelle. »

En fait, la gauche française a eu la lucidité d'en finir avec les gamberges désuètes qui consistaient à laisser la culture au ghetto sous prétexte de différence, à lui refuser toute fonction dynamique dans le tissu socio-économique, sous prétexte de pureté fondamentale. La culture, c'était le « supplément d'âme » cher à Malraux, un « machin » (vocabulaire gaullien) pour se donner bonne conscience et offrir un os à ronger aux intellectuels de gauche, bref la danseuse de la République. Autant dire un piège et un cul-de-sac. Longtemps, la gauche a donné dans le panneau, bien calée qu'elle était dans ses justifications historiques et dans sa volonté de ne pas mélanger les serviettes du peuple avec les torchons du capitalisme. La culture était résistance (A moi Hugo ! A moi Courbet ! A moi Eluard !) ; pas question de la commettre avec l'économie de marché ! Belle intention, mais que l'histoire en marche s'est chargée de rendre caduque : les nouvelles technologies, nées de l'accouplement de la science et de la culture, sont devenues les principaux véhicules de ladite culture. Phénomène nouveau, récent, mais sans retour. Que fallait-il faire ? Se cacher la tête dans le sable, comme l'autruche ? Se lamenter, comme les pleureuses ?

On sait ce que la droite a fait jusqu'en 1981 : elle a laissé les chefs de la maison aux géants multimédias, elle a abandonné l'initiative aux multinationales de l'audiovisuel. Désormais, la culture allait se diffuser massivement par le biais des nouvelles techniques. Giscard et son entourage l'avaient parfaitement compris ; un ministre de la Culture de son septennat, en 1977, avait justement commandé à ses collaborateurs un premier rapport sur « les Industries culturelles ». Ils n'en laissèrent pas moins le champ libre aux compagnies japonaises et américaines. Résultat : la balance commerciale de la France fait apparaître une enveloppe déficitaire de sept milliards de francs pour les seules importations de « matériel grand public son et image ».

On sait ce que le candidat François Mitterrand avait annoncé au printemps de 1981 : « Le changement sera culturel ou ne sera pas. » On n'avait peut-être pas bien saisi, à ce moment-là, les conséquences de ces propos. On a commencé à les entrevoir quand on a pu constater la progression constante de la part de la culture dans le budget de l'Etat. On a noté la constance de la trajectoire quand le président de la République a persisté et signé lors du colloque de la Sorbonne, en février 1983 : « Investir dans la culture, c'est investir dans l'économie. » Ici et là, on a considéré que ce n'était que du rêve, que de belles idées. « Trop beau pour être vrai », ont pensé certains. « Paroles verbales, on demande à voir », ont renchéri d'autres. Ils ont vu : Jack Lang est arrivé avec son paquet de mesures. En deux ans, sur le terrain de la culture, la gauche a su passer de la réflexion aux actes.

« Potentiellement richissime »

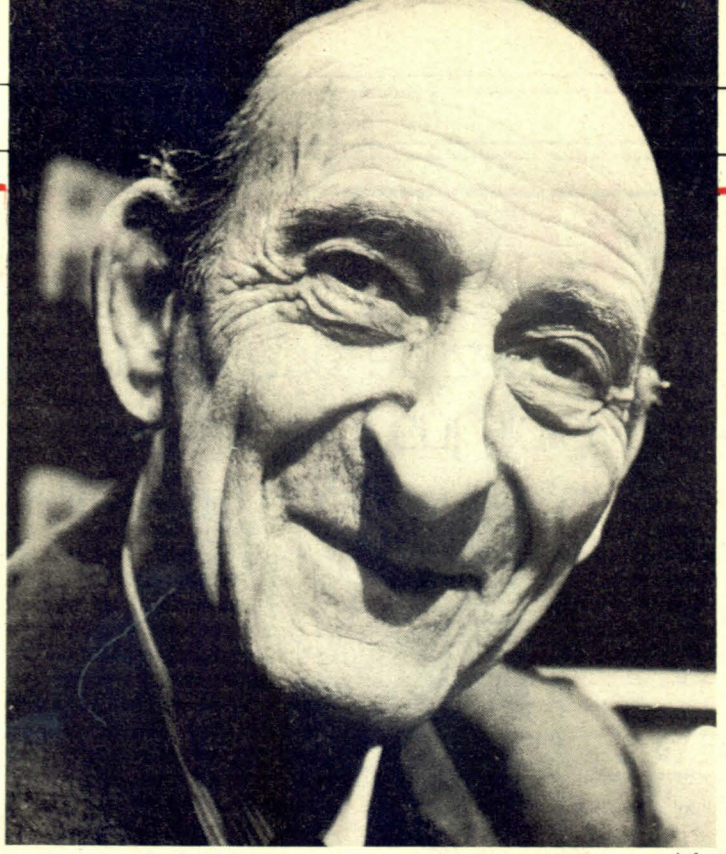
Puisque la culture est insérée économiquement dans la société française, pourquoi vouloir, théoriquement et vainement, l'en extraire ? Puisque les activités culturelles ont pris leur place dans l'appareil de production, pourquoi continuer à refuser de considérer leur caractère industriel ? Puisque la culture a besoin des nouvelles technologies, pourquoi ne pas développer dans l'Hexagone les infrastructures nécessaires ? Puisqu'il s'agit d'un secteur en expansion, puisqu'il peut être créateur d'emplois, pourquoi ne pas jouer cette carte contre la crise ? Bien sûr, les investissements (suggérés et aidés) dans les « industries culturelles » ne sauraient à eux seuls constituer une solution de « sortie de la crise ». Mais pourquoi ne pas jouer cet atout parmi d'autres ?

Ces dernières années, la gauche s'est enfin aperçue que le domaine culturel n'était pas une activité humaine de second ordre. Elle pensait la culture « utile et enrichissante », elle la découvre maintenant « économiquement nécessaire » et « potentiellement richissime ». Elle fait mieux : elle vient de décider l'exploitation systématique de cette « richesse naturelle ». Le pays dormait sur des mines à l'abandon : puisqu'elle est au pouvoir, la gauche a décidé d'extraire tous les filons délaissés et de les doter de l'activité industrielle qui les rendra rentables. On a même du mal à imaginer aujourd'hui tout ce que les « industries culturelles » à venir pourront tirer, par exemple, de ces deux gisements sous-exploités que sont la Cinémathèque et la Bibliothèque nationale...

J'ai dit « rentable ». Oh ! le vilain mot ! De tradition, la « rentabilité » en matière de culture est honnie par la gauche. Mais, là encore, on a sûrement succombé au glissement de sens... Déformation, quand tu nous tiens ! Si par « rentabilité » on ne veut entendre que la production d'une plus-value destinée à alourdir les fortunes personnelles de quelques profiteurs, évidemment, on peut douter du bien-fondé de l'action d'un ministre de la Culture d'un gouvernement socialiste... Mais, si « rentabilité » signifie profit collectif et social au bénéfice d'une économie nationale, on ne peut plus sérieusement parler de « rafistolage capitaliste ». Or, il est évident que les décisions récentes de Jack Lang se situent délibérément dans le cadre de cette deuxième signification. Exemple historique : la promulgation des lois Ferry sur l'école laïque, gratuite et obligatoire, a peut-être, à court terme, profité d'abord à quelques marchands de crayons et de cahiers ; mais, à long terme, elle a profité à toute la population, et la scolarisation a sans doute été une des opérations les plus « rentables » de la République.

Et tel est bien, aujourd'hui, l'enjeu des mesures en faveur des « industries culturelles » : elles devraient permettre, à long terme, une explosion de la création tous azimuts. Les organismes qui viennent de naître (Institut de financement du cinéma et des industries culturelles, Fonds de soutien à la production audiovisuelle, Agence pour la culture et les nouvelles technologies, etc.) vont faire surgir du néant toute une série de « petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et artisanales » dans les secteurs les plus divers : audiovisuel, disque, livre, photographie, métiers d'art, métiers du spectacle vivant, facture d'instruments, etc. Le paysage culturel du pays va s'en trouver rapidement modifié. Et, par contrecoup, la société dans son ensemble. Surtout, face à l'ère du câble qui s'en vient au grand galop, la France va enfin pouvoir mettre en place ses propres industries de programmes. Sinon, les futurs réseaux câblés auraient été condamnés à faire appel à des produits « venus d'ailleurs » : des Etats-Unis, du Japon, etc. Ce qui aurait constitué un nouvel handicap pour le commerce extérieur. Ce qui aurait ajouté à l'emprise de la culture nord-américaine sur notre vie. François Mitterrand, en février 1983, avait nommé le danger : « Céder au mirage de la technologie serait suicidaire si ne se maintenait pas l'aptitude à alimenter ces réseaux de communication. »

En reconnaissant le rôle désormais majeur des industries culturelles, en décidant de le promouvoir et de le maîtriser, le gouvernement a fait plus qu'un pied de nez aux préjugés et aux tabous de la gauche. Il a fait autre chose qu'un cadeau à court terme à quelques industriels habiles et opportunistes (car il y a évidemment risque de voir se constituer quelques ententes occultes ou autres monopoles). Il n'a pas seulement tenté de contrer les effets de la crise sur un terrain trop longtemps négligé. Il a commencé de percer un double abcès qui aurait pu faire arthrax et septicémie : une politique culturelle frileuse et son corollaire, le « misérabilisme culturel ». L'avenir prouvera qu'il y a là rare acte de courage. ●



A.f.p.

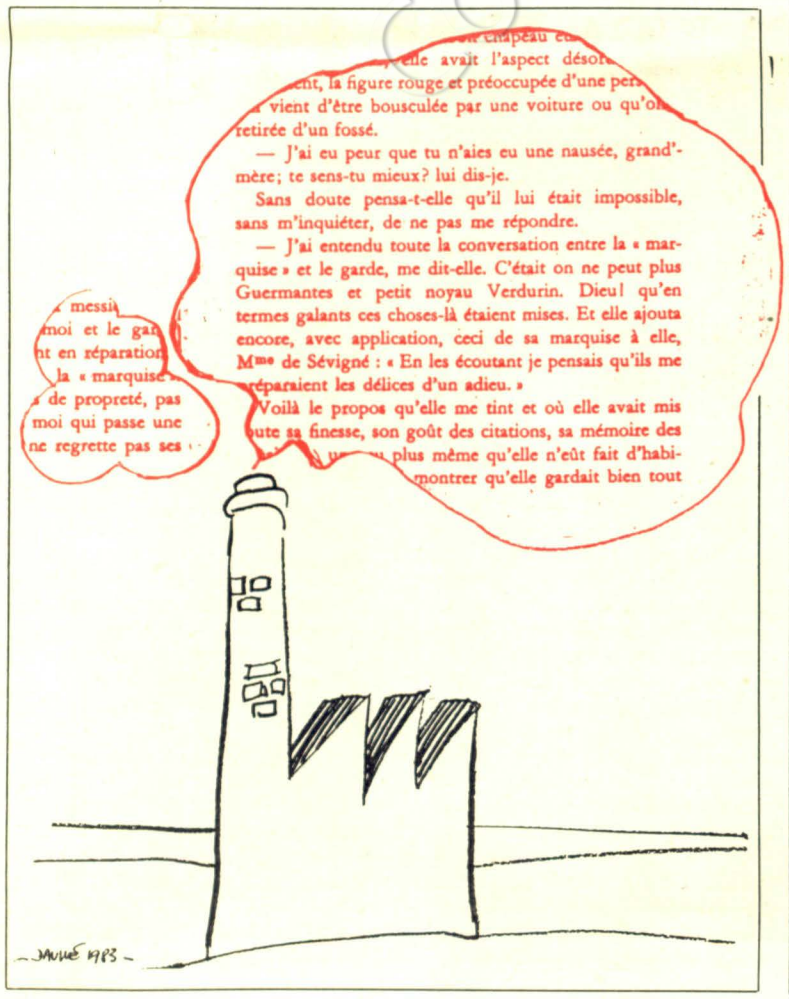
RAYMOND ARON

LA facilité, bien sûr, c'est de dire que Raymond Aron était à la droite ce que Jean-Paul Sartre était à la gauche. Comme toute simplification, celle-ci contient à la fois du vrai et du faux. Le faux c'est que, contrairement à Aron, qui se défendit toujours d'être un acteur, Sartre ne refusa pas l'engagement même si le sien fut contradictoire, notamment à l'égard du communisme et de l'Union soviétique. Le vrai c'est que l'intelligentsia française a vécu pendant plusieurs dizaines d'années sous l'empreinte d'un dialogue — ou plutôt d'une opposition de monologues — entre Sartre et Aron. Le paradoxe, chez ce dernier, c'est que penseur reconnu de la droite — ce qu'il est convenu d'appeler « l'idéologie bourgeoise dominante » est fortement imprégnée de la pensée aronienne —, il s'intéressa davantage à la gauche pour tenter de lui démontrer, en professeur qu'il ne cessa jamais d'être, que, puisant son inspiration dans le marxisme, elle ne pouvait être que l'erreur absolue.

C'est sans doute la raison pour laquelle, dès sa mort annoncée, les médias audiovisuels ont fait appel, pour parler de Raymond Aron, à des intellectuels de gauche qui ont aussitôt rendu hommage à son libéralisme et à sa loyauté. Sans doute y a-t-il loin de Raymond Aron au Club de l'Horloge et aux nouveaux inspirateurs de la pensée chiraquienne. Lui-même sut à divers moments prendre ses distances comme il le fit du « Figaro » d'Hersant, mais pour tomber dans « l'Express » de Jurney Goldschmidt où il continuait chaque semaine à alimenter la réflexion du conservatisme le plus classique contre les réformes de la gauche au pouvoir.

Brillant esprit bien que cultivant le scepticisme, exceptionnelle intelligence, même si l'élégance de son style conduisait parfois à l'ennui, fin analyste jusque dans ses erreurs qui furent nombreuses, Raymond Aron était ce qu'on appelle un « grand monsieur ». Il laisse, à droite, une grande place vide dont on voit mal, pour l'instant, qui pourrait la remplir.

C.E



DES PAYSANS CONTRE LA FAIM

Il y a assez de terre, d'eau, de soleil, de techniques pour alimenter une population prévisible jusqu'à l'an 2015. Entre la malbouffe des riches et la faim des pauvres il y a donc une solution : redécouvrir la communauté paysanne et les cultures vivrières, le manioc pour les enfants du tiers monde plutôt que pour nos boeufs de boucherie

PAR DENIS DANGAIX

LE monde a-t-il la capacité de nourrir le monde ? Cette interrogation, très sérieuse, fut au centre des débats organisés par le Comité français de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre dernier, en présence d'Edgar Pisani, membre de la commission des Communautés européennes, chargé du développement. La question alimentaire mondiale, ses implications et les interventions qui en découlent furent examinées souvent sans complaisance, la lucidité en cette matière étant la meilleure garantie de la recherche de solutions.

La faim. Redoutable problème. Il est vrai qu'on sent une certaine impuissance face à ce que de nombreux experts considèrent comme « un fléau de civilisation ». Et pourtant ? A écouter ces mêmes experts, il semble que l'on pourrait inverser les tendances et remettre de l'ordre dans le système alimentaire mondial. Car la faim est bien la manifestation d'une situation paradoxale.

L'empire de l'alimentation

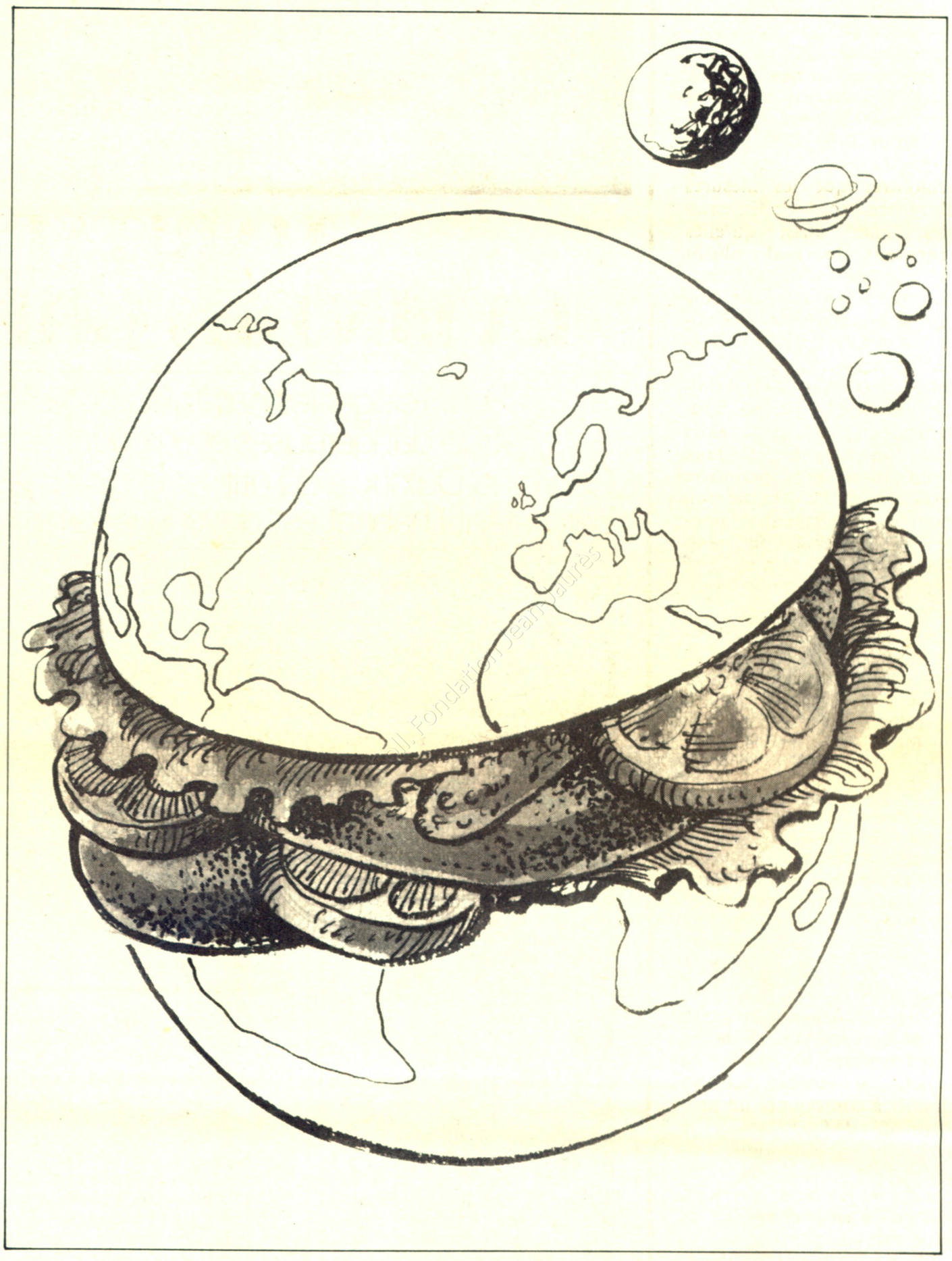
D'un côté, les pays riches gèrent des quantités importantes d'excédents en lait, sucre, céréales ; de l'autre, un demi-milliard d'hommes atteints par la famine. D'un côté, des stocks, 330 millions de tonnes (dont la moitié dépendant des Etats-Unis), en 1982, de l'autre, un besoin en importation qui se situe actuellement autour de 90 millions de tonnes. Si rien ne change, ces besoins seront environ de 225 millions de tonnes à la fin du siècle. D'un côté, on produit de la viande grâce à de la matière importée d'ailleurs. Cet ailleurs qui signifie « route du manioc », « pouvoir du soja », « dépendance du tourteau ». Ce gaspillage à l'échelle planétaire, c'est bien la prise de conscience des liens et des filières économiques. Le manioc thaïlandais, par exemple, exporté massivement vers la Communauté européenne est passé progressivement du statut « alimentaire » pour le paysan du tiers monde à celui, également « alimentaire » pour l'éleveur du pays développé. Bref, comme dirait l'association Frères des hommes, d'un côté la « malbouffe des riches », de l'autre « la faim des pauvres ».

La question alimentaire mondiale ne serait-elle qu'un phénomène d'intervention du commerce international ? Ne serait-ce qu'un problème d'échange, « de régulation du flux », comme aiment préciser quelques distingués économistes ? Ce serait trop simple. Pourtant, qui ignore le rôle de monopole des industries agro-alimentaires (I.a.a., véritable empire intervenant selon son bon vouloir, du sillon tracé au Mali, jusqu'à l'auge du porc breton ? Et cela en passant par tous les stades de transformation jusqu'à... nos assiettes. Qui ne connaît pas la firme anglo-néerlandaise Unilever, première au hit-parade des I.a.a. avec un chiffre d'affaires estimé en 1979 à près de 22 000 millions de dollars ou la suisse Nestlé, deuxième au classement (13 249 millions de dollars) (1). Qui ignore la puissance des firmes américaines (16 firmes dans les 25 les plus importantes mondialement). Elles sont au nombre de 50, représentant quelque 115 000 millions de dollars de chiffres d'affaires. Plus de la moitié de ces entreprises sont implantées dans dix pays au moins. Ces géants contrôlent le marché de la production à la distribution. Et pourtant, ces monstres sont encore modestes par rapport aux grandes firmes des autres secteurs industriels.

Deux I.a.a. se trouvent parmi les 50 plus grandes entreprises mondiales (Unilever, à la 12e place et Nestlé, 30e firme, avec un chiffre d'affaires six fois inférieur à celui de la General Motors, le numéro un. Le voilà l'empire de l'alimentation.

La ville contre la campagne

La disparité entre paysan occidental et paysan du tiers monde explique l'état de dépendance de ce dernier face aux empires de toutes sortes. De 5 000 quintaux pour 100 hectares en moyenne dans les pays riches, la production moyenne au tiers monde se situe au niveau de 10 quintaux à l'hectare. De là, le paysan est condamné à vendre la moitié pour survivre. Il va donc se spécialiser dans ce qui rapporte le plus (soja, arachide, cacao...). Cette spécialisation étant dictée par les lois du marché fixées par le gouvernement et ce, suivant le taux des taxes à l'exportation ou les impôts directs. Il va alors se lancer dans une branche où les déséquilibres de productivité



Pascal Lebrun

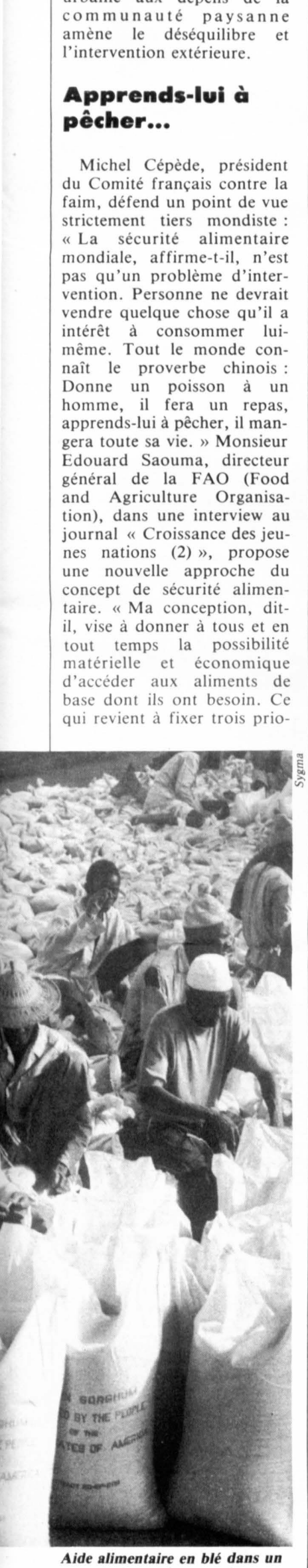


Edgar Pisani, lors des débats organisés par le Comité français de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre dernier.

sont moins grands. Il fera de la monoculture pour pouvoir s'offrir les vivres qu'il a cessé de fabriquer et, en fin de compte, il quittera sa terre pour aller en ville. « Le phénomène politique dominant est devenu le phénomène urbain, précise Edgar Pisani. C'est l'Etat, son administration, son armée. L'Etat maintiendra les prix des agricultures bas pour maintenir bas le solde du fonctionnaire ou du militaire. » Une situation, là aussi paradoxale, car privilégier une communauté urbaine aux dépens de la communauté paysanne amène le déséquilibre et l'intervention extérieure.

Apprends-lui à pêcher...

Michel Cépède, président du Comité français contre la faim, défend un point de vue strictement tiers mondiste : « La sécurité alimentaire mondiale, affirme-t-il, n'est pas qu'un problème d'intervention. Personne ne devrait vendre quelque chose qu'il a intérêt à consommer lui-même. Tout le monde connaît le proverbe chinois : Donne un poisson à un homme, il fera un repas, apprends-lui à pêcher, il mangera toute sa vie. » Monsieur Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Food and Agriculture Organisation), dans une interview au journal « Croissance des jeunes nations (2) », propose une nouvelle approche du concept de sécurité alimentaire. « Ma conception, dit-il, vise à donner à tous et en tout temps la possibilité matérielle et économique d'accéder aux aliments de base dont ils ont besoin. Ce qui revient à fixer trois priorités spécifiques : garantir une production suffisante, stabiliser au maximum le flux des approvisionnements et permettre à ceux qui en ont besoin d'avoir accès à ces approvisionnements. » En fait fournir ce qui manque à ceux qui en ont besoin.


Sygma

Aide alimentaire en blé dans un pays du Sahel.

L'aide alimentaire... danger

L'aide alimentaire est un des aspects qui caractérise le plus souvent le rôle autant des organisations non gouvernementales (O.n.g.) que la Banque mondiale ou de la C.e.e. Cependant, cette aide comporte quelques ambiguïtés. Pour Edgard Pisani, le choix est clair : « On peut démontrer que les mesures d'urgence sont indispensables, mais aussi qu'elles aggravent le mal plutôt qu'elles ne le guérissent. Pourquoi, insiste-t-il, même si cela est nécessaire, continuer à construire des périmètres d'irrigation payés — entre 16 000 et 20 000 dollars l'hectare — par des gouvernements extérieurs, alors que l'on sait que le taux d'utilisation de ce périmètre restera à 30 %. On ne fait pas des agriculteurs pour périmètre d'irrigation, mais l'inverse, car ce n'est pas l'ouvrage qui va faire l'agriculteur. »

Le déséquilibre est là aussi identifié. Il est vrai que le lieu où l'on produit ne doit pas être totalement différent de celui où l'on consomme. De plus, il existe une contradiction. L'aide alimentaire ne constitue pas, selon les experts, une incitation à produire. Elle accentue la mainmise de la ville sur la campagne, et même si elle est indispensable, en tant que mesure d'urgence, il faut, affirme Edgar Pisani, « inverser le schéma en la doublant d'un système de recherche agronomique. L'image, donnez-lui du pain, il ira loin, publicité affichée sur les murs de Dakar est terrible, on va donner à consommer un produit qui dans l'état de la recherche agronomique est impossible à faire dans les conditions du pays. Il y a un risque de disparition de la production locale ».

Y a-t-il une solution ? Peut-on voir un jour renverser les choix et pratiques alimentaires ? Pour Edgar Pisani, le changement passera par la reconquête de la paysannerie. « Si l'Afrique (3) ne retrouve pas ses paysans, dit-il, elle est foutue. » Aux gouvernements nationaux et institutions internationales de comprendre cela. ●

---

(1) Mission à l'innovation Rapport n° 7 (décembre 1981). Industries agro-alimentaires et innovation.

(2) « Croissance des jeunes nations » (octobre 1983). 163, bd Malesherbes 75859 Paris Cedex 17.

(3) A noter l'excellent n° 18 de « la Lettre de Solagral » (septembre 1983) sur les accords de Lomé. 5, rue François-Bizette 35000 Rennes.



HABITAT : LA FIN DES GHETTOS ?

Pour reloger les habitants des cités de transit – trop dangereuses et en cours de démolition – Georgina Dufoix a dû utiliser la diplomatie de la carotte et du bâton tant l'habitat est devenu le terrain privilégié du racisme

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LE 24 avril dernier, à Colombes, le bâtiment d'une cité de transit flamblait comme une boîte d'allumettes : deux morts. Parce que l'immeuble, construit en 1966 pour un usage provisoire, ne satisfaisait plus aux normes de sécurité.

On le savait, bien sûr. Différents rapports, depuis plusieurs années, avaient tous conclu à la nécessité de détruire ces huit cités de transit à ossature métallique qui, en Ile-de-France, abritaient plus de deux mille cinq cents personnes au moment du drame. Des crédits avaient été affectés à l'opération, 22 millions de francs qui dormaient depuis 1981, sans trouver preneur.

A la suite de l'incendie des Côtes-d'Auty, Georgina Dufoix et Roger Quilliot ont décidé de prendre le taureau par les cornes : vingt bâtiments à raser et quatre cent trente familles à reloger pour l'automne. Un sacré défi dans un pays qui, depuis plusieurs années, se contente d'un rythme de trois ou quatre relogements par mois !

Premier bilan, tiré par Georgina Dufoix la semaine dernière : l'objectif est déjà réalisé à 82 %, et l'opération devrait être terminée en décembre. Un résultat remarquable, compte tenu des difficultés auxquelles se heurtaient les équipes ministérielles et préfectorales qui se sont attelées à la tâche.

Difficultés techniques, bien sûr, puisqu'il s'agit souvent de reloger des familles nombreuses — parfois plus de dix personnes — pour lesquelles il faut trouver des pavillons, car le parc de logement H.l.m. n'est guère dimensionné pour les accueillir.

Difficultés humaines, également, quand des communautés se sont soudées depuis vingt ans et qu'il est inimaginable de transférer une cité entière d'un seul bloc. Ou quand il faut tenir compte des trajets entre domicile et travail pour ne pas les allonger. Ou quand les loyers payés dans ces cités étaient très bas... Ainsi, les résidents de la Pampa, à Saint-Denis, ont été difficiles à convaincre : pourquoi quitter des appartements spacieux, confortables, bien situés, pour le danger d'un hypothétique incendie ?

Mais les freins les plus graves étaient d'ordre politique. Parce que les communes qui abritent ces cités auraient souhaité profiter de leur destruction pour se débarrasser de quelques familles d'immigrés. Et parce que les autres communes, celles qui souvent n'ont jamais fait l'effort de construire un parc social, ne manifestent aucun empressement à les accueillir. A quelques exceptions près, par exemple, lorsque Asnières se propose, spontanément pour offrir des logements à sa voisine, malgré les divergences politiques.

Un cas qui mérite d'être cité mais ne peut faire oublier la foule des contre-exemples. Le plus connu, celui de Rueil-Malmaison : ou comment un maire, en l'occurrence Jacques Baumel, écrit aux agences immobilières de sa ville pour les dissuader de répondre favorablement aux demandes de l'Office d'H.l.m. du département qui cherche à acquérir des pavillons : « La municipalité, qui, depuis douze ans, s'efforce de développer à Rueil la qualité de la vie et les relations humaines entre tous les habitants, verrait d'un très mauvais œil que, dans son dos, dans des conditions très critiquables, des transactions de ce genre soient décidées. »

Contre les manifestations de racisme plus ou moins rampant, contre l'inertie fantastique opposée avec succès depuis des années aux velléités de résorption des cités de transit, le pouvoir a d'abord usé de persévérance. Dans un premier temps, faire la preuve de la mauvaise volonté des intervenants en les réunissant et en attendant leurs propositions : deux mois perdus dans les concertations d'usage. Puis, il a fallu taper du poing sur la table, menacer les organismes d'H.l.m. et les communes récalcitrants de freiner leurs demandes de crédits au cas où ils continueraient à faire la sourde oreille. User à plusieurs reprises de procédures de réquisition. Au total, ne pas cesser de maintenir la pression, se pencher sur chaque cas, étudier les problèmes de chaque famille pour tenter de les résoudre au mieux.

Une politique de coordination, une diplomatie de carotte et de bâton, qui va maintenant être poursuivie pour d'autres cités de transit. Il y a la cité Gutenberg, à Nanterre, qui sera résorbée d'ici à mai 1984 ; celle du port de Gennevilliers, à raser également ; celle de Châtenay-Malabry, à réhabiliter et à passer sous gestion H.l.m.

C'est la première leçon à tirer de cette opération : avec un peu de bonne volonté et beaucoup de patience, aucun problème ne reste insoluble. Le secrétariat à la Famille et aux Immigrés en a aussi tiré d'autres enseignements, en particulier dans la politique de décentralisation. Il a réussi à convaincre les autres ministères de sortir les crédits pour la résorption de l'habitat insalubre des enveloppes globalement décentralisées par le ministère de l'Urbanisme et du Logement. Et il ne désespère pas de voir son avis pris en compte dans les décrets sur l'attribution des logements pour que le préfet conserve un pouvoir d'attribution, en cas de défaillance des communes.

Points qui peuvent sembler un peu techniques, mais qui sont essentiels. Il ne faut pas perdre de vue que en la matière le secrétariat d'Etat rame contre le courant. Un courant diablement puissant et qui s'exprime aujourd'hui sous les formes les plus variées, dans la campagne électorale de Dreux ou dans le désir de Jacques Chirac de voir se constituer des ghettos hors des murs de sa ville.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'habitat est actuellement le terrain de prédilection du racisme. Et, par la même occasion, un des axes prioritaires de toute politique d'insertion.

SUR PLACE POUR DÉCIDER.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe CIC

Nées dans leur région, les banques du Groupe CIC sont bien placées pour innover. Elles en ont le désir et la capacité. Proches de leurs clients, elles sont à même de les comprendre et de chercher sans cesse les nouvelles solutions qui font avancer le service bancaire.

BIEN PLACÉ POUR ENTREPRENDRE.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe CIC

CIC 2.024

club socialiste du livre

LE NOUVEL AGENDA 1984 EST ARRIVE

Le Club vous propose cette année des agendas d'une nouvelle conception (fabriqués par Lucas Romainville), de couleur cognac, noire, muscade et bordeaux, au format de poche ou pour sac à main.

Vous y trouverez divers renseignements dont l'adresse de toutes les Fédérations, ainsi qu'un répertoire téléphonique amovible de 32 pages.

N'attendez pas ! Commandez-le de suite en nous retournant le bon de commandes ci-dessous :

NOM .....

ADRESSE .....

.....

- Format poche à 32 F : quantité en cognac [ ] noir [ ] = [ ] F
- Format sac à main à 26 F : quantité en muscade [ ] bordeaux [ ] = [ ] F

Total en F = [ ] F

Chèque à l'ordre du Club socialiste du livre, 10, rue de Solférino, 75007 Paris.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

En raison du congrès de Bourg-en-Bresse et des congés de novembre, les entretiens reprennent le :

17 novembre

Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée de la Consommation.

Michel Pezet, secrétaire national à l'Urbanisme, au Cadre de vie et à l'Environnement, président du conseil régional de Provence-Côte d'Azur.

24 novembre

Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des P et T.

Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement.

1er décembre

Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des Dom-Tom, maire de Chartres.

Alain Chenal, secrétaire de la Commission internationale du P.s.

8 décembre

Michel Rocard, ministre de l'Agriculture.

Christine Mora, secrétaire nationale à l'Information des militants, députée d'Indre-et-Loire.

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Avant de proposer des assurances, un assureur doit en donner.

La Caisse Nationale de Prévoyance vous donne l'assurance de sa compétence : une expérience plus que centenaire et dix millions d'assurés.

La CNP vous donne l'assurance de la proximité : des centaines de points de vente, et des conseillers dans tous les bureaux de Poste et du Trésor public.

La CNP vous donne l'assurance du choix : une gamme de produits très large, étudiée pour protéger votre famille et répondre à vos besoins de prévoyance.

Voilà pourquoi la CNP peut vous proposer ses assurances.

Renseignements et souscriptions dans tous les bureaux de Poste et du Trésor Public.

ETABLISSEMENT PUBLIC SPECIALISE DANS L'ASSURANCE-VIE

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels.
Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien.
L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il drainera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne.
Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs, et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

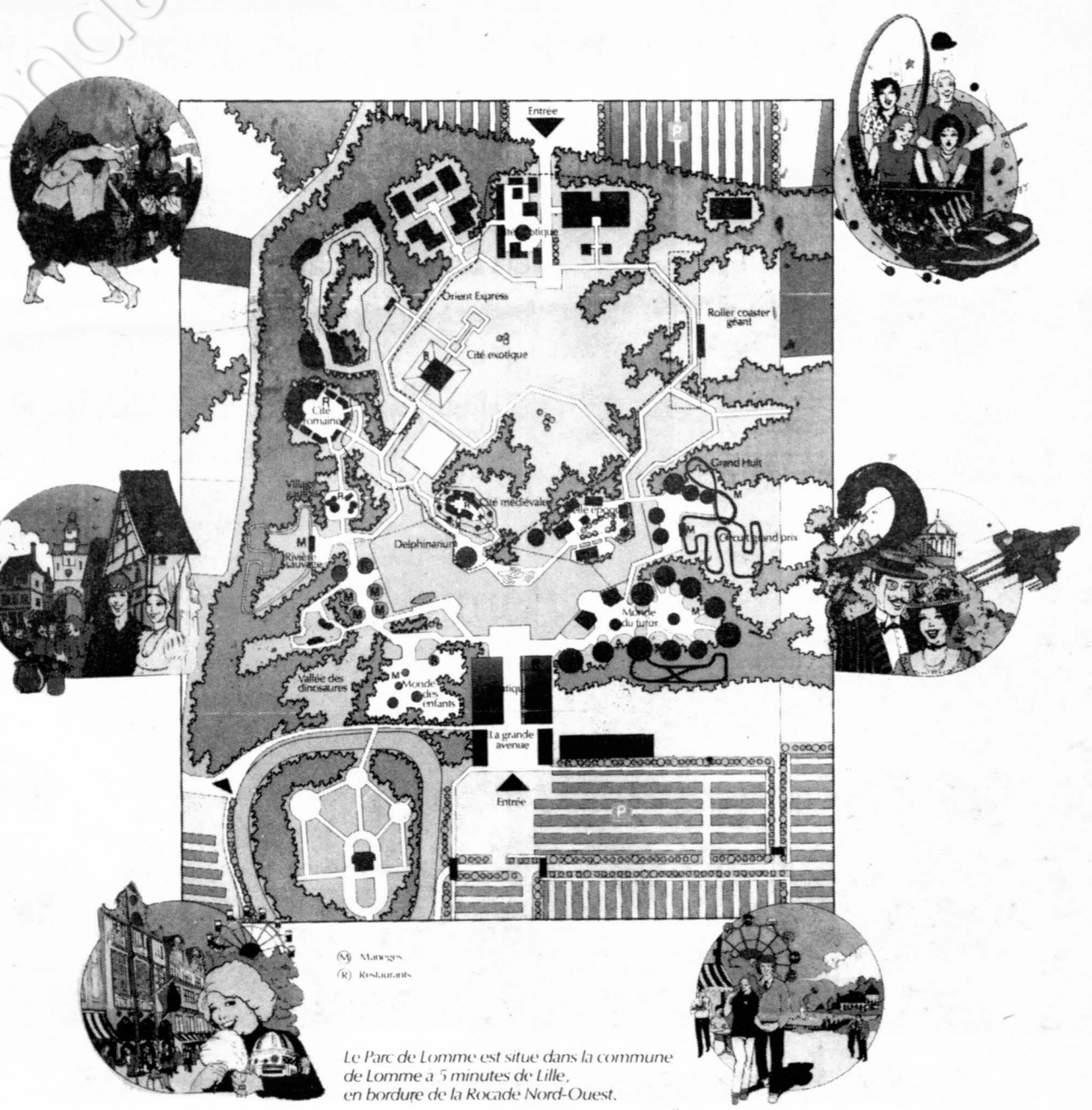
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

Contribution Jean Lues



LOTO

c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

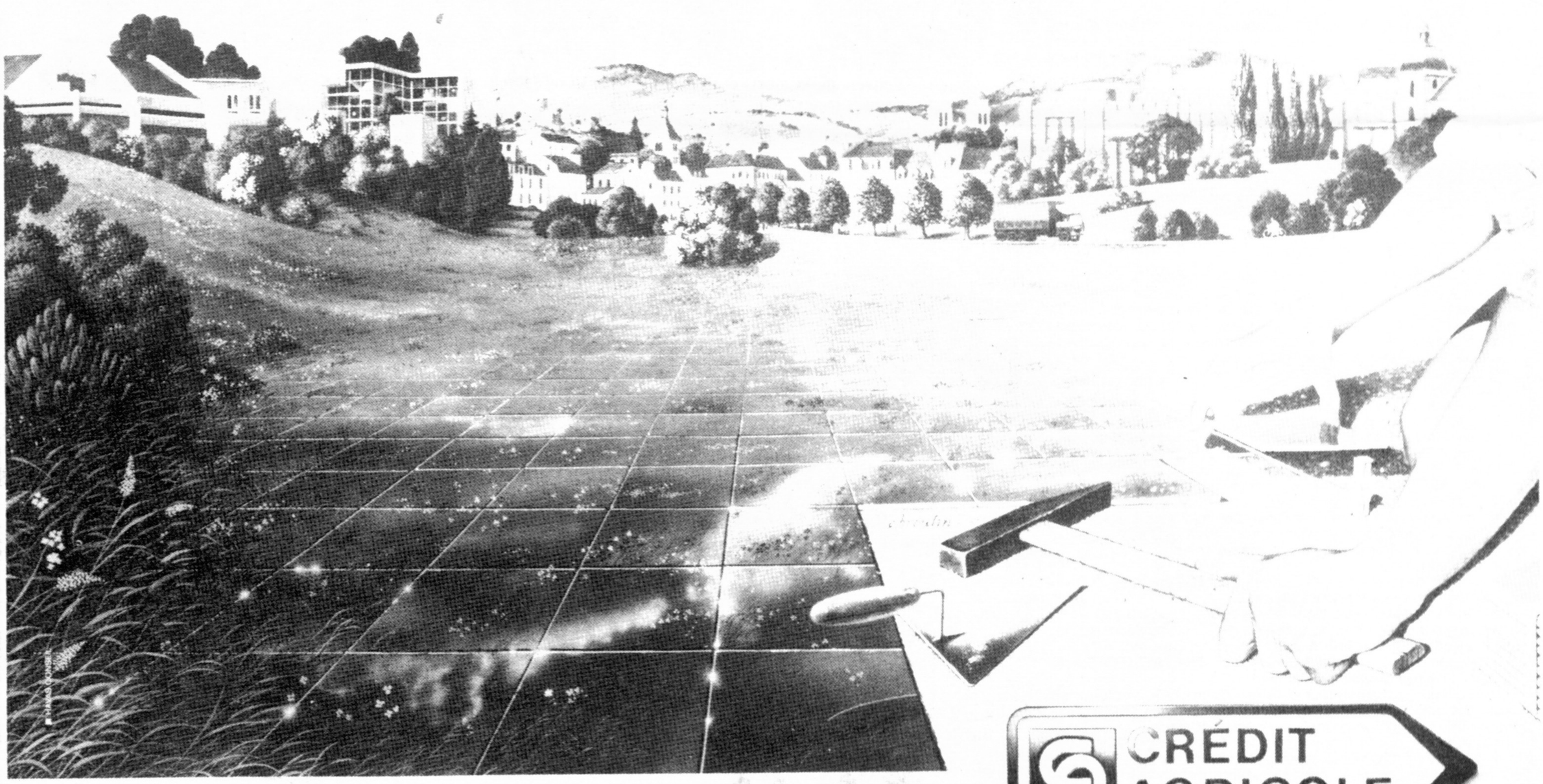
.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579

Le bon sens gagne du terrain.



Le bon sens près de chez vous

CRÉDIT AGRICOLE

La chronique littéraire de Claude Glayman



PENSEURS TOUT TERRAIN

Un philosophe n'est pas forcément barbant ou obscur ! La preuve : lisez Michel Serres qui allie une pensée décapante à un vrai bonheur d'écriture

• Michel Serres : « Détachement », Flammarion.
• Etienne de La Boétie : « Discours de la servitude volontaire », Gonthier-Flammarion.
• Thomas Paine : « le Sens commun », Aubier (éditions bilingue, traduction de Bernard Vincent).

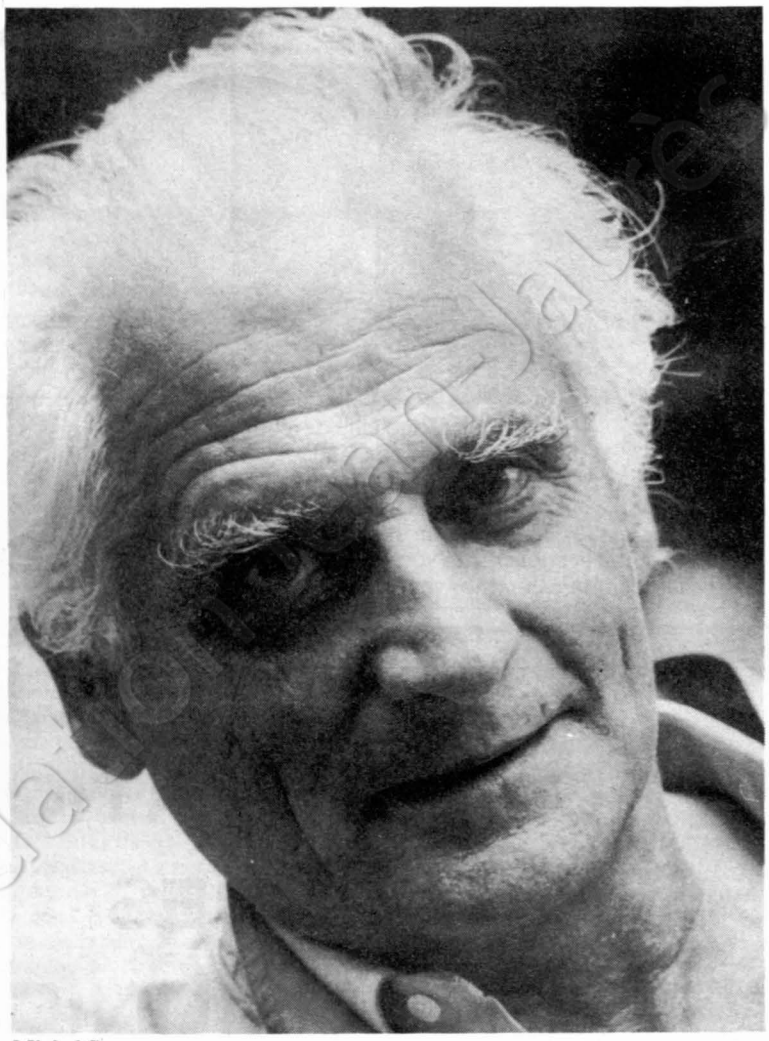
D'APRES Thomas Paine, citoyen du monde, « les hommes lisent pour se venger ». Ecrivent-ils aussi pour se venger ? De l'injustice, de l'ignorance, de la banalité ? Toute une littérature de philosophie politique, qui a été écrite avec l'ambition de faire reculer l'obscurantisme, pourrait accréditer ce sentiment. Tel est sans doute le moteur profond des œuvres de Thomas Paine et d'Etienne de La Boétie. De nos jours, un philosophe tout terrain, comme Michel Serres fonctionne autrement. On dirait que nos penseurs désormais ne lâchent jamais la plume, qu'ils écrivent sans relâche comme d'autres parlent sans trêve et que, dans leurs infinis filets de mots, se trouvent des vérités, des découvertes, accumulées au cours d'une pêche ininterrompue, quotidienne.

« Détachement » de Michel Serres appartient à cette catégorie — « apologue » se plaît à souligner l'auteur — et est à coup sûr l'un des livres les plus importants et les plus réussis de cette rentrée. On a l'impression de lire un contrepoint permanent : une anecdote personnelle, un souvenir privé, un prétexte sans importance apparente et puis un propos général. L'ouvrage se déroule sur deux plans. Un mot en entraîne un autre, une idée une autre et ainsi s'élabore une grande variation qui semble sans cesse repartir, au moment où on la croyait aboutie et qu'un rien relance. Jeux de mots, jeux d'idées, jeux de vilains ! Allez savoir ! En tout cas, le texte est beau émouvant et stimulant, ce qui ne gâte rien.

Quatre thèmes principaux entraînent ce discours sans fin, quoique rédigé à l'économie. Voici d'abord l'évocation de la terre chinoise par Serres, fils d'agriculteurs, fier on ne peut plus de ses origines. Serres a noté l'occupation intégrale de la terre par le paysan chinois, sans la marge que nous connaissons, nous, dans notre monde rural. La fourmilière ne laisse place à aucun espace. Telle est l'observation de base qui est rapidement transformée en un concept plus général, celui de la fin de l'histoire. La boucle de l'espace étant bouclée, c'est également celle du temps qui l'est. Borner l'espace équivaut à borner l'évolution. Et cela n'est pas bon : « Il ne me paraît pas raisonnable d'être partout et toujours raisonnable... Quand le réel est rationnel, l'animalité proche menace. » Ce qui est perdu dans la perception des Chinois est le « non-sens », car il « n'y a pas d'échappatoire à la totalité... » Nous rapprocherions-nous de la situation chinoise ? Dans la mesure où le paysan français a quasi disparu et que, lorsqu'il demeure, il est pressuré par la « légion serrée de l'économie ». Dans une autre mesure également, puisqu'on retrouve la même totalité au niveau du signe occidental. En Chine, échappent à cette totalité les cerfs-volants et les dragons qui s'envolent dans le ciel. L'écrivain ne serait-il pas, ne devrait-il pas être l'un de ces occupants du ciel, libres de leurs mouvements, libres d'évoluer !

Après la terre, après ce qui la cerne et ce qui permet de s'en échapper, voici l'eau, l'autre élément qui nous vaut quelques pages magnifiques dignes d'une anthologie. Un nouveau vocabulaire apparaît. Jusqu'ici nous reconnaissions La Fontaine, Francis Ponge (un certain lyrisme en plus), maintenant d'autres ombres nous environnent, Chateaubriand, Victor Segalen, Paul Claudel, Joseph Conrad, etc. Serres appartient à une famille d'agriculteurs, mais aussi de marins. Et quelle merveilleuse évocation que celle de ce parent Cap-Hornier et de ses aventures, dont la dernière qui le voit refouler d'une soirée de Cap-Horniers sous le prétexte qu'il ne possédait pas sa carte professionnelle... de Cap-Hornier, lui qui avait couvert tous les océans (jusqu'où va se nicher le corporatisme !). Il n'empêche que la sagesse de l'homme de la mer n'est pas un vain mot : « Dites, voyez un monde où les hommes seraient tous en mer. Imaginez ce paradis... Sur les bateaux les hommes seraient peut-être assez éloignés pour oublier la haine et la guerre. Et s'ils s'amusaient à la faire ils couleraient bas. »

L'arbre se nourrit de terre et d'eau. Et il est avant tout l'arbre de vie et refus de la mort : « Que se passerait-il si nous ne collaborions plus au travail de la mort ? Que pourrait-elle faire sans nous ? Et si sa nécessité n'était que notre volonté ? » L'immortalité est l'envers de la mort, et il y a une recherche éternelle de l'immortalité dont les agriculteurs seraient de patients interprètes. Aujourd'hui nous ne pouvons que remarquer : « Il a dû exister un savoir prodigieux dont nous avons perdu la trace... car... nous avons tué la paysannerie comme la culture précolombienne, parce qu'elles portaient en elles un savoir de la vie qui se moque de notre savoir, qui nous le fait connaître comme mortifère. »



Michel Serres.

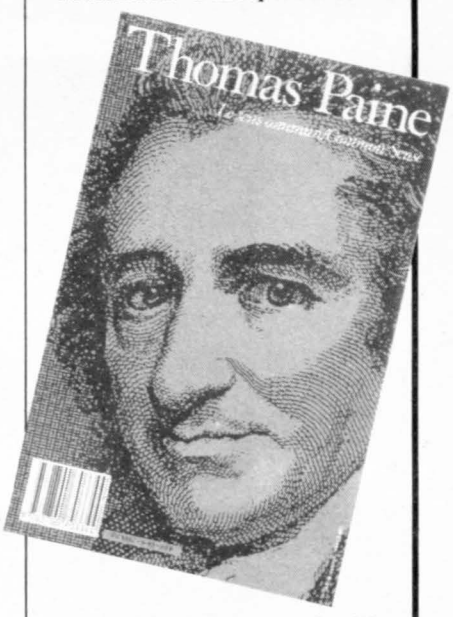
Serres, passéiste ? Bien que cet éloge de l'agriculture perdue ne soit pas très neuf, il trouve chez Serres un défenseur original parce qu'inséré dans une problématique et un style qui eux sont neufs. On en voudra pour preuve l'étonnante évocation de Diogène qui forme la dernière partie de son essai. Diogène, l'homme du doute radical, l'homme qui écarte la propriété, ne songe qu'à l'eau et non au vase qui la contient. Diogène dans son tonneau qui dit au très puissant Alexandre de s'ôter de son soleil. Dans le tonneau, du coup, s'est réfugiée toute une culture qui « .... regarde, lamentable, les barbares jouer au jeu mortel de la concurrence ». Et Serres de s'exclamer : « Si les gens de culture et de sciences ne s'intéressaient plus qu'à ce qui n'a pas d'intérêt, il pleuvrait des inventions sur notre monde, avec abondance et grâce. Gratuitement, sans tarissement. » Serres ne manie pas le paradoxe, il décape, décante tout au long de ce merveilleux petit livre, butinant un mot, une sonorité, une idée, puis une autre jusqu'à nous enchanter.

Si la réflexion emprunte volontiers de nos jours le chemin du jeu de l'oie, c'est que maintenant comme hier l'éveil à la nouveauté passe par le bonheur de l'expression.

Bonheur expressif qui frappe dès la lecture du titre du livre de La Boétie. Comment la servitude peut-elle être volontaire ? Pourquoi un peuple souffre-t-il le joug d'une tyrannie et non pas celui qui consisterait à la combattre, à la refuser ? Il y a là une anomalie. Relève-t-elle de la psychologie des foules ? On serait tenté de l'admettre et de souligner le caractère prophétique de La Boétie qui, au XVIe siècle, annonce Wilhem Reich et son fameux « désir de fascisme ». Caractère prophétique également quand La Boétie rappelle que si la nature a fait des forts et des faibles, elle n'a pas pour autant confié aux forts le droit de dominer les faibles, comme le pense la nouvelle droite. Les différences ne sont pas prétextes à tyrannie, mais à complémentarité et à solidarité.

Parlant de tyrannie, il faut parler du tyran auquel se prête la masse des hommes, mais également de sa responsabilité de tyran. Dieu vivant, faut-il tuer les tyrans ? La Boétie est opposé à la violence, car celle-ci ne libère pas, mais il se prononce en faveur de la réforme dans la mesure où « abandonné par tous le tyran n'est plus rien ». Donc ne le soutenez plus, refusez-lui votre collaboration ! La Boétie est à l'origine d'une morale politique : que la condition humaine (telle qu'elle est vécue) rejoigne la nature humaine dans laquelle raison et liberté vont de pair. Morale du contrat pourtant et non pas de l'anarchie, comme on pourrait se l'imaginer.

A extrapoler, prétendrions-nous reconnaître dans La Boétie un partisan de la désobéissance civile ? Deux siècles plus tard, Thomas Paine en appelle, lui, à l'indépendance. S'interrogeant sur l'origine des gouvernements, dénonçant l'illégitimité de la monarchie britannique héréditaire, il plaide en faveur de l'émancipation américaine. Son livre « Sens commun » paraît avec un immense succès six mois environ avant la déclaration d'indépendance de



1776. L'œuvre aura de l'influence sur la Révolution française — Paine fut d'ailleurs député français et n'échappa que de peu à la guillotine de la Terreur —, elle fut suivie d'un autre livre marquant « Droits de l'homme ».

La postérité de Paine doit également beaucoup à l'efficacité de son style, une efficacité journalistique ? On revient ainsi à Serres et à son livre où nous pouvons lire ce qui s'écrit de mieux et de plus divers sur notre condition. A mon sens, Serres montre ici, avec clarté, ce que pourrait être une nouvelle politique de l'essai... politique. Pour peu que l'on veuille admettre que la dimension du politique est autre que celle, restrictive, qu'on lui accorde volontiers. Personnellement, je suis de ceux qui estiment qu'expliquer le monde n'est déjà pas si mal et que ceux qui y contribuent, aujourd'hui comme hier, méritent notre reconnaissance. En ces temps d'inauguration du Collège international de philosophie, on souhaite du succès à cette ambition aussi naturelle que générale.

LISEZ AUSSI...

• **Alain : « Idées : introduction à la philosophie. Platon, Descartes, Hegel, Comte. » Champs-Flammarion.**

• **Victor Segalen : « les Immémoriaux », Collection Terre Humaine, Poche.**

Réédition en collection bon marché d'un chef-d'œuvre ethnographique.

• **Pierre Guenancia : « Descartes et l'ordre politique », Puf.**

Un essai qui révèle un nouveau venu dans le monde intellectuel.

• **Louis-Gabriel Gauny : « le Philosophe plébéien »,** La découverte, Maspero.

Présenté par Jacques Ranciere, l'œuvre d'un « menuisier philosophe » qui vécut au XIXe siècle, fut proche des saint-simoniens et l'un des grands révoltés prolétaires.

• **Gilles Lipovevtsky : « l'Ere du vide : essais sur l'individualisme contemporain », Gallimard.**

Le premier livre d'un philosophe qui entend dépister les nouveaux comportements de crise. D'une grande acuité dans l'actuel, il faudra y revenir.

• **Judith Schlanger : « l'Invention intellectuelle », et « Penser la bouche pleine ». Deux livres Fayard.**

Une réflexion sur l'invention scientifique et le couple présent-passé.

• **Hannah Arendt : « Condition de l'homme moderne », Calmann-Lévy.**

Réédition d'un classique du premier philosophe du totalitarisme avec une préface originale de Paul Ricoeur.

Collection Jean Jaurès



Des réductions de 25 à 75 % sont offertes aux familles, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, carte Famille Nombreuse, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.

Carte Y
entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...
un nouveau service
offert par la S.A.P.R.R.
Société des Autoroutes
Paris-Rhin-Rhône



Pour améliorer le service rendu à certains usagers de l'autoroute, en particulier aux usagers professionnels, la S.A.P.R.R. lance, sur son réseau, un nouveau système de paiement permettant aux conducteurs de véhicules légers de régler leur péage au moyen d'une carte à paiement différé : la carte Y.

Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé (ou carte Y).
Les cartes Y (ou badges) sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y (ou badge) est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni a un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire :
l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE,
l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 (Ex. A 37) entre BEAUNE et DIJON.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes (ou badges).

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Demander le contrat à :
S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service carte Y
36, rue du Dr Schmitt
SAINT-APPOLINAIRE
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cédex 15 - Tél. : 538-52-27

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 21 OCTOBRE

T.f.1 « Les Uns et les Autres », de Claude Lelouch, nº 4, 21 h 40.

La saga lelouchienne atteint les années quatre vingt. Qui ne se présentent pas roses pour tout le monde. Carrières loupées, amours difficiles, enfants agressifs, divorces à la pelle. Et, malgré tout, l'optimisme au coin de votre téléviseur.

SAMEDI 22 OCTOBRE

F.r.3 Une heure avec Agatha Christie : « le Signal rouge », adaptation et réalisation de William Corlett, 20 h 35.

Dermot West ressent toujours une prémonition — qui se matérialise sous la forme d'un signal rouge — dès qu'un danger le menace. Et, justement, ce soir, alors qu'il s'apprête à s'en aller dîner le plus naturellement du monde chez de vieux et bons amis, le signal retentit...

DIMANCHE 23 OCTOBRE

T.f.1 « Le Train », de Pierre Granier-Deferre, 20 h 35.

Dans la France hallucinée de l'exode, un petit réparateur de radio rencontre une jeune juive allemande. Entre passion et silences, leur voyage en commun les révélera l'un à l'autre bien plus qu'ils ne s'en rendent compte. Et puis, le destin, le hasard... Le superbe film de Granier-Deferre, émouvant, digne, raconte, en quelque sorte, l'attirance des contraires. Un couple uni par des regards essaie de se comprendre au milieu du tintamarre de la guerre et du sauve-qui-peut des déserteurs. Romy Schneider et Jean-Louis Trintignant sont étonnants, mais on offrira quand même une médaille d'honneur à la chanteuse Régine, époustouflante dans un rôle terrible.

A.2 Nos années cinquante, émission de Claude-Jean Philippe. Seconde partie : « le Goût de la vérité », 21 h 45.

Entre 1954 et 1956, la France vit à l'heure de Dien Bien Phu, de Pierre Mendès-France, de l'Algérie, du Front républicain, d'Edith Piaf et de Françoise Sagan. Bonjour tristesse..

F.r.3 Cinéma de minuit : « les Espions », de Fritz Lang, 22 h 30.

Un peu pompeux, l'histoire d'un maître espion, sorte de nouveau docteur Mabuse, qui mène une double vie. Loin d'être le meilleur Fritz Lang.

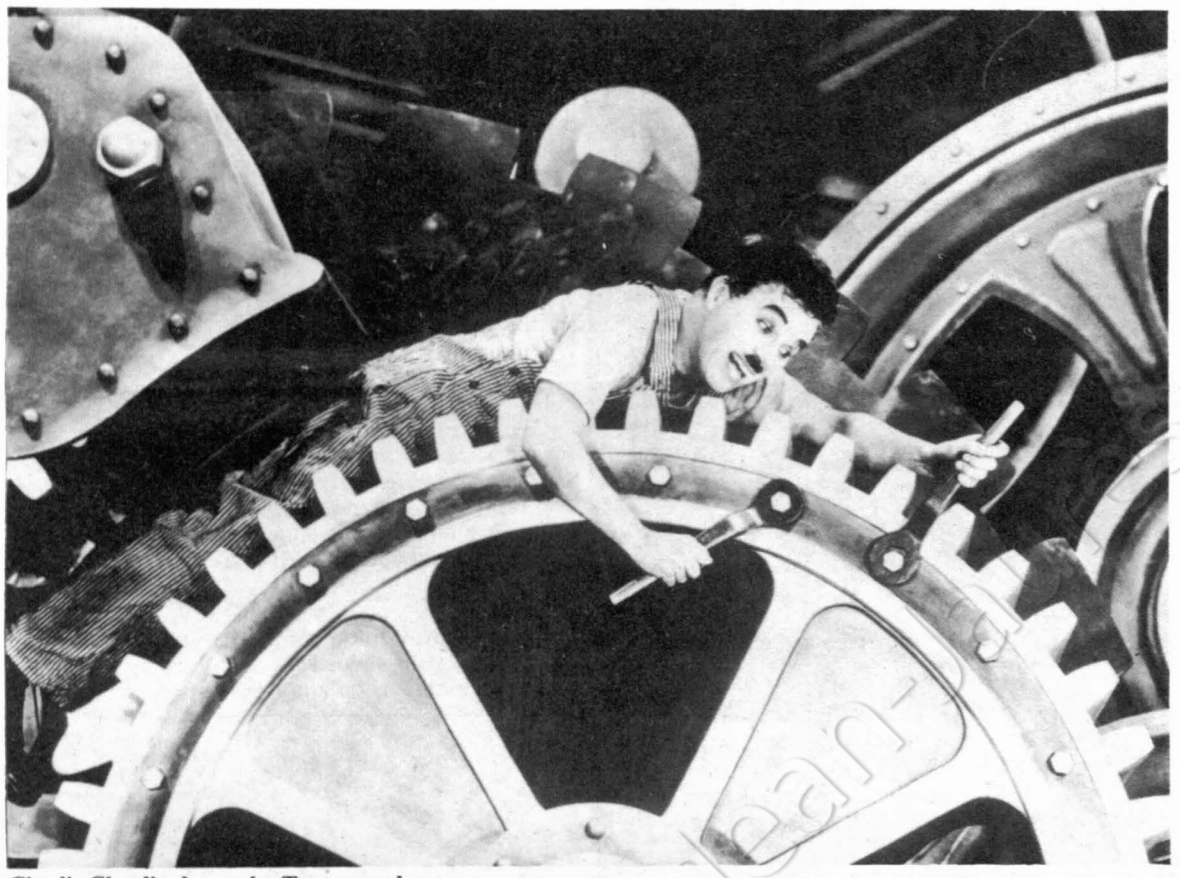
LUNDI 24 OCTOBRE

T.f.1 L'Avenir du futur : « Buck Rogers au XXVe siècle », de Daniel Haller. Débat : les mystères du ciel, 20 h 35.

Ça promet. C'est l'histoire d'un mec de la Nasa qui, ayant été congelé accidentellement pendant cinq siècles, se retrouve tout d'un coup sur l'aéroforteresse « Draconia » où l'attend la princesse. Ardama entourée de tous ses robots-serviteurs. Maman !

A.2 Théâtre : « Orphée » de Jean Cocteau, mise en scène de Claude Santelli, 20 h 35.

Au lieu de multiplier tous ces hommages, la télévision aurait mieux fait de nous repasser les films de Cocteau : « l'Eternel Retour », « Orphée », « le Testament d'Orphée », « le Sang d'un poète »... que sais-je encore. Parce que Jean Cocteau n'avait pas tous les talents, mais était au moins un metteur en scène génial. Cela dit, la réalisation de Claude Santelli se révèle prometteuse et l'affiche, qui réunit Catherine Frot, Marie-Christine Barrault et Jean-Pierre Bouvier, a de quoi séduire.



Charlie Chaplin dans « les Temps modernes ».

L'émission de la semaine : les mercredis de l'information : « les Homosexuels », reportage de Chantal Lasbats, Marion Desmarres et Gérard Bernard, T.f.1, mercredi 26 octobre, 20 h 35.

L'homosexualité, c'est bien d'en parler en ce moment. Et clairement, honnêtement. Parce qu'avec tout ce qui a pu être dit sur le Sida on ne savait plus trop quoi penser et, surtout, on était en train de transformer des individus conscients de leur choix intime en nouveaux pestiférés. En juillet 1981, avec l'abrogation de l'article 331 alinéa 2 du Code pénal interdisant les relations homosexuelles avant dix-huit ans, disparaissait l'un des derniers bastions de la réaction sexuelle. Alors, comment vivent-ils à présent ceux et celles de Paris et de province dont la « moitié d'orange » n'est autre que leur double ? Certains se cachent toujours — société oblige — mais d'autres marchent à présent à visage découvert. Ce sont ceux-là que T.f.1 a rencontrés. De la célèbre Elula, directrice du night club « Le Katmandou », jusqu'à ces deux bergers de Limoux qui semblent couler des jours pas trop malheureux, nombreux sont ceux et celles qui témoignent. De la dynamite dans un tabou, c'est toujours bon à prendre.

F.r.3 « La Mouette de la Saône », téléfilm de Jean Sagols d'après le roman de Jacques Chauviré, 20 h 35.

1920. Près de Lyon, deux enfants découvrent l'amitié, mais l'un d'eux est miné par une maladie qu'on soigne mal. Cette fêlure le rend différent, plus lucide et plus exigeant face à un monde décomposé qui se relève mal de la guerre. Pour tous deux, l'enfance va s'écrouler d'un bloc.

F.r.3. Vendredi 21 octobre, 20 h 35 : « la Dernière Guerre des Mayas ». Reportage de Jean-Marie Simonet et Pierre Boffety.

Guatemala, sept millions d'habitants dont deux tiers d'Indiens. Pays différent de tous les autres de l'Amérique centrale. Les descendants des Mayas — citoyens de troisième ordre sur leurs propres terres — sortent de l'anonymat au beau milieu d'une région en guerre. Une oligarchie hyper-musclée, des militaires épaulés par les Etats-Unis et Israël, et une population qui s'enfonce dans la misère sont les ingrédients d'un cocktail générateur de violence. Les massacres, les exodes, les exactions des milices se succèdent sans qu'on puisse aujourd'hui voir le début de la fin.

Le reportage nous présente ces Indiens guérilléros dans leur vie quotidienne, des images superbes qui dévoilent une réalité parfois atroce. Les femmes, les hommes, les enfants qui constituent « l'Armée des pauvres » (c'est le nom de cette organisation populaire et militaire) survivent au beau milieu de la forêt tropicale. Paysans sans terre et rescapés des villages dévastés. Les reporters nous montrent les entrailles d'une révolte qui ne se laisse pas enfermer dans les schémas faciles de la logique des blocs. Bien sûr, les cadres de la guérilla parlent le jargon des cadres... et un commentaire — parfois trop prévisible — n'aide pas à casser une fugace impression de déjà entendu. Dans l'ensemble, un très bon reportage à regarder les yeux et la tête grands ouverts.

CARLOS FERRARI-LOPEZ

MARDI 25 OCTOBRE

T.f.1 Théâtre : « l'Amour fou », d'André Roussin, mise en scène de Michel Bertaz, 20 h 35.

Parfaitement casse-bonbons. A voir en cas d'extrême issue de secours...

A.2 « Les Temps modernes », de Charlie Chaplin, 20 h 40.

La machine à manger plus vite ne se raconte plus. Mais ce soir les magnétoscopes vont se fatiguer...

F.r.3 « Rien ne sert de courir », de Charles Walters, 20 h 35.

A Tokyo, Cary Grant va servir d'entremetteur pour faire le bonheur de sa logeuse. Quand on voit la splendeur de Samantha Eggar, on se dit qu'il aurait mieux fait de tomber amoureux d'elle.

MERCREDI 26 OCTOBRE

T.f.1 Les mercredis de l'information : les homosexuels, (voir encadré).

A.2 « Des larmes comme des couteaux », téléfilm de Jacques Espagne, 20 h 35.

Drame de la vengeance personnelle et solidarité de modestes anti-héros contre la délinquance et les balles perdues qui ne le sont jamais pour tout le monde... Plaidoyer en faveur de l'autodéfense ? A vérifier...

Psy-show, émission conçue par Pascale Breugnot, Jacques-René Martin, Denis Chegaray et Bernard Bouthier, 22 h 10.

Premier numéro d'un nouveau magazine consacré aux mécanismes qui sous-tendent les conflits affectifs. Dans l'espoir que l'équipe de Psy-show saura trouver les images pour le dire...

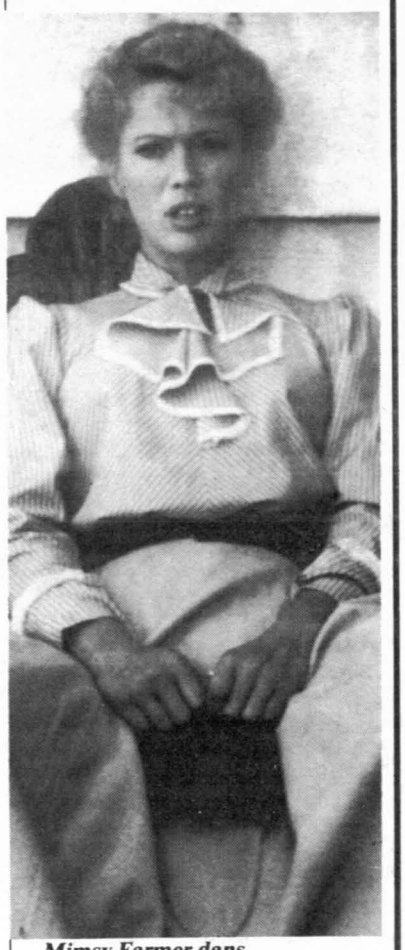
JEUDI 27 OCTOBRE

T.f.1 « On ne le dira pas aux enfants », téléfilm de Philippe Ducrest, 20 h 35.

Où comment un groupe de locataires d'un petit immeuble modeste de Nice se met à concevoir un hold-up, histoire de retrouver la joyeuse complicité de leurs jeux d'enfants.

A.2 « Martin Eden », téléfilm de Gacomo Battiato, d'après Jack London. Première partie, 20 h 35.

L'histoire d'un homme venu de rien, parvenu à tout et, qui, pourtant, refusera de donner ce coup de pied salutaire lorsqu'il se sera jeté au fond de l'océan. Roman autobiographique qui compte parmi les plus beaux livres de toute la littérature anglaise, « Martin Eden », récit d'un héros vaincu, mais aussi virulente critique de la société bourgeoise et de son code de valeurs, fit un jour l'objet d'une fabuleuse adaptation théâtrale signée Gildas Bourdet. On aurait aimé que le petit écran présente cette version-là,



Mimsy Farmer dans « Martin Eden »

mais personne, à l'époque, n'avait jugé utile de la filmer. On se consolera donc avec ce téléfilm anglo-italien qui réunit Capucine, Mimsy Farmer et, dans le rôle de Cheeseface, l'ennemi mortel de Martin, le très inquiétant Vittorio Mezzogiorno.

F.r.3 Cinéma sans visa, émission de Jean Lacouture : « L'entreprise pardonne un moment de folie », de Mauricio Walerstein, 20 h 35.

Comment un ouvrier spécialisé vénézuélien, soudain passé à la révolte, se trouvera « rééduqué » dans un établissement spécialisé. Le débat qui suivra la projection du film réunira, outre le cinéaste, Jean-Pierre Clerc, responsable de la rubrique Amérique latine au « Monde » et Atahvalpa Lichy, metteur en scène.

LE LYS BRISE A 87 ANS

De 1905 à nos jours, Lillian Gish n'a jamais cessé de travailler : star du silence, héroïne de Griffith, cette "actrice splendide et exemplaire" tourne toujours



Lillian Gish, star du muet, dans « la Nuit du chasseur », de Charles Laughton et aujourd'hui.





PAR FABIAN GASTELLIER

QUATRE-vingt deux ans de carrière, qui dit mieux ? Et pourtant, elle n'a pas l'air épuisée, Lillian Gish. Même pas l'air d'en avoir assez de ces spots, sunlights, caméras, scripts, scénarios et autres feux de la rampe qu'elle devait rencontrer dès l'âge de cinq ans pour ne plus les quitter.

Aujourd'hui encore, lorsqu'un sujet l'emballe, elle continue de tourner. Pour preuve, ces deux films qu'elle vient tout juste d'achever : « Hobson's choice », que la télévision américaine doit programmer incessamment sous peu et « Hambone and Hillye », la tendre histoire d'amour d'un chien et d'une vieille dame, réalisé pour Hollywood. Lillian Gish — Miss Gish comme il convient de l'appeler — a tout sacrifié à sa profession : enfants, mari, vie privée... Rien n'exista d'autre, de 1905 à nos jours, que cette trilogie sacrée dont elle a fait le titre de ses mémoires : « Movies, Mister Griffith and me » (le cinéma, Griffith et moi). Découverte en effet par Griffith en 1912, elle devait marquer le plus grand nombre de ses films, dont pas mal de chefs-d'œuvre comme « Naissance d'une nation » ou « Intolérance ». Si « Mister » Griffith fut son révélateur, « Miss » Gish en fut la muse...

Ce vendredi 14 octobre, jour de l'entretien qu'elle a bien voulu accorder à « l'Unité », celle qui est « une actrice splendide et exemplaire dont la vie est strictement parallèle à l'histoire du cinéma comme les deux rails de l'Union Pacific Express », selon l'expression de François Truffaut, fête son anniversaire. Pétillante, drôle, vive, un sourire épanoui éclairant un visage presque inchangé — c'est « le lys brisé » plus quelques rides — Lillian Gish n'est pas avare de souvenirs. En fait, c'est la passion qui lui rend le flash-back aussi aisé : elle a tellement aimé son métier qu'elle n'a qu'un seul désir, nous l'offrir...

Pour dix dollars par semaine

Au centre de cette balade cinématographique hors du commun, un point de repère : sa mère. Une mère étonnante dans cette Amérique puritaine du début du siècle. Restée seule avec ses deux filles, Lillian l'aînée et Dorothy la cadette, cette femme cnore très jeune (elle avait un peu plus de vingt ans) trouva par hasard un emploi d'ingénue au théâtre. Et l'accepta. Peu de temps après, ce fut au tour des deux petites de monter sur les planches — pour dix dollars par semaine. Le premier acte de leur aventure dura huit ans.

« Parvenue à l'âge de douze ans, raconte Lillian Gish, je ne ressemblais plus vraiment à une enfant mais je ne correspondais pas non plus aux normes théâtrales de la « jeune première ». J'étais longue et mince, or la mode de ce temps-là favorisait les petites femmes... Au cinéma, par contre, je savais qu'ils recherchaient de très jeunes enfants car ils avaient besoin de visages absolument lisses à cause des lumières désastreuses des films. Ils faisaient volontiers appel à des adolescents de quatorze-quinze ans pour interpréter des rôles nettement plus vieux et moi, cela me tentait. Me vieillir afin de dégoter des emplois intéressants était d'ailleurs le seul mensonge que l'on me permettait. Pourtant, ce n'était pas simple. Aux Etats-Unis, à cette époque, régnait une morale de fer symbolisée par la Gerry Society, institution qui interdisait aux enfants de moins de quatorze ans de travailler. Cela me terrorisait. Lorsque je n'étais pas sage, on ne me menaçait pas du grand méchant loup, mais on me disait que la Gerry Society allait venir m'enlever ; que je serais séparée de ma mère sans plus pouvoir travailler pour vivre... Mon ogre à moi, ce fut cette Amérique-là, encore tout imprégnée de morale victorienne...

« Notre arrivée, à Dorothy et à moi, dans le New York cinématographique, fut d'abord un cauchemar. Nous étions en

1912 et Mister Griffith nous avait remarquées. « Savez-vous jouer ? » nous demanda-t-il. Dorothy, fière de notre passé déjà impressionnant, se leva pour lui répondre que nous venions toutes deux du théâtre. « Je n'ai pas demandé si vous étiez capables de lire des pages et des pages de texte, maugréa le cinéaste, mais si vous étiez capables de jouer ! » Abasourdies, nous ne comprenions pas ce qu'il voulait dire... Alors il nous entraîna vers une grande salle où se répétait une sorte de mélodrame. Parmi les comédiens se trouvait Lionel Barrymore dont la célébrité — tout comme celle de sa famille entière — n'était plus à prouver et que Griffith transforma sur-le-champ en mon grand-père. Il ne nous restait plus qu'à montrer ce dont nous étions capables. A la fin de la répétition, Lionel Barrymore sortit un petit révolver de sa poche, tira dans les décors et se mit à me poursuivre en me menaçant. Je me suis précipitée dans les bras de ma mère, qui attendait la réponse du « maître », et je lui ai raconté que nous étions dans une maison de fous. « Mais non, me répondit-elle, s'il y a un Barrymore dans cette troupe, ce ne peut être qu'une troupe de qualité ! »

Nos essais avaient plu et Dorothy décrocha un rôle. Pour ma part, j'étais partagée entre le désir du cinéma avec une offre intéressante à cinquante dollars par semaine et mon vieil amour du théâtre où l'on ne m'offrait que trente-cinq dollars. C'est Griffith lui-même qui m'a conseillé d'aller vers le théâtre : « N'hésite pas, m'a-t-il dit, car ça, c'est le prestige ! » Il n'avait pas tort. Le théâtre était noble mais le cinéma, c'était le caniveau. Le choisir, c'était déchoir... Plus tard ma tante, chez qui nous passions nos vacances, ne manquait pas de nous prévenir : « Ne dites pas que vous faites du cinéma, sinon on vous interdirait de jouer avec les enfants de la contrée »... Et puis il y avait ces pancartes, d'hôtels, entrevues lors de voyages, et qui signalaient « Interdit aux chiens et aux comédiens »...

Griffith était maniaque

« J'ai donc démarré le cinéma un an après ma sœur. Pendant neuf ans, je n'ai pas quitté la troupe de Mister Griffith et j'ai travaillé trois ans directement sous sa direction. Griffith n'écrivait jamais rien. Il ignorait les scripts, les scénarios, et le seul moment où nous pouvions voir son écriture, c'était sous la forme d'une signature apposée à nos chèques. Il n'aimait pas les discours, les paroles inutiles et préférait qu'on lui montre ce que l'on ressentait. Il ne nous expliquait d'ailleurs le thème du film que lors de la première répétition. Après, c'était à nous de construire nos personnages en fonction de leur siècle, de leur condition sociale. Nous puisions beaucoup dans Dickens mais aussi beaucoup sur le vif. Pour devenir Mimi dans « la Bohême », en 1926, je suis allée visiter la salle des tuberculeux d'un hôpital, et ce que j'y ai vécu est tout bonnement incroyable : excités à l'idée de servir ce « grand art » qu'était le cinéma, les malades se sont mis tous à tousser en cœur et à feindre l'agonie, histoire de me montrer la réalité de la tuberculose !

« Nous devions tout trouver tout seuls. Je n'ai d'ailleurs jamais reçu de leçon de comédie. Ah, si ! Une ! Je n'étais vraiment pas grande et je m'apprêtais à monter sur une scène lorsque quelqu'un s'est approché et m'a dit : « Parle fort et prononce clairement sinon on ira chercher une autre petite fille. » Voilà.

« Nous travaillions énormément. De dix à douze heures par jour et nous tournions très rapidement. « Le lys brisé », par exemple, que j'ai tourné par miracle, au sortir d'une redoutable grippe espagnole, fut mis en boîte en l'espace de dix-huit jours et nuits. Les nuits, c'était parce que l'homme qui, dans le film, jouait mon père tournait lui-même un film pour la Paramount et n'était pas disponible pendant la journée... Au fur et à mesure que nous jouions, nous inventions notre texte que le responsable des intertitres recueillait pieusement sur un carnet. Il avait raison : ce que nous avions dit était né de notre jeu et, de ce fait, « sonnait » infiniment plus juste qu'un dialogue écrit à froid.

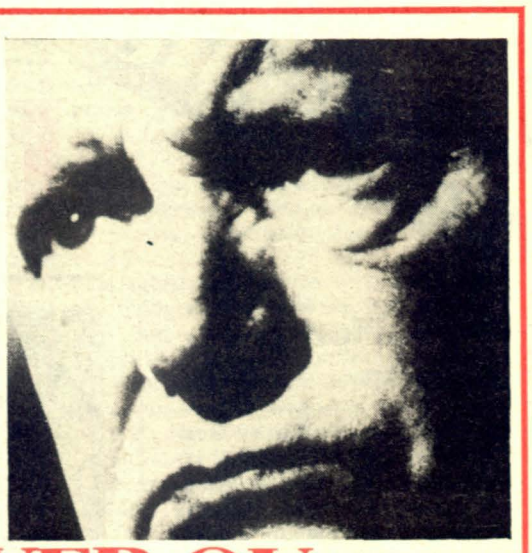
» Face à Griffith, nous travaillions peu : lui, c'était un maniaque. Il ne sortait pas, mangeait à peine et était à sa caméra plus de quinze heures par jour. Il était terriblement autoritaire, usant de sa belle voix de baryton qui était un commandement à elle seule. Je l'ai vu, un jour, ordonner à un lion de faire quelque chose — ce que le lion fit ! On ne désobéissait pas à Mister Griffith... Pourtant, lorsque l'on avait des suggestions à faire, il nous écoutait et, si elles s'avéraient intéressantes, nous en remerciait. C'est ainsi que nous l'avons empêché de filmer un « Faust » car nous pensions que ce ne serait pas rentable. Pour ma part, je l'ai traîné un soir des années vingt voir « les Deux Orphelines » dans un petit théâtre, car je savais ce sujet très populaire. Ça lui a plu et, peu de temps après, il en a fait un film.

» Vers 1928, je suis retournée à mon premier amour : le théâtre, et je n'ai plus vu un film pendant dix à douze ans. Tout simplement parce que j'avais rencontré un type merveilleux, le producteur Jed Harris, et qu'il me proposait « Oncle Vania » et le rôle d'Aliéna J'avais accepté, demandant seulement que mon nom ne soit pas sur l'affiche car j'étais un symbole d'Hollywood et le cinéma ayant enlevé du public au théâtre, je craignais qu'on me boycotte ! Par la suite, j'ai joué « Crime et châtiment », « Hamlet », aussi, avec John Gielgud en 1936... Pas mal de bonnes pièces, non ? Avec d'assez bons comédiens !

» J'ai pu franchir sans encombres le cap du parlant justement parce que j'étais rompue au théâtre. Adolescente, j'avais également travaillé ma voix avec Victor Maurel, le premier Falstaff de Verdi. Résultat : il paraît que ma voix était photogénique ! J'avais, du coup, un sérieux avantage sur les autres, ce qui m'a permis de continuer.

» Mais quand même, la grande aventure aura été le muet. Griffith en était conscient, lui qui n'a réalisé qu'un seul film parlant. Et encore ! Après avoir terminé « Dreams Street » — c'était en 1929 — il s'est effondré : « C'est une opération suicidaire, a-t-il dit. Cinq pour cent seulement du globe terrestre parle anglais. Je vais perdre quatre vingt-quinze pour cent de mon public. » Alors, il a ôté les paroles de « Dreams Street » et en a fait un film muet. Il n'avait pas tort : l'absence de paroles était quelque chose de tonique ; cela appelait l'imagination, éveillait les gens... On l'a même vérifié de nouveau tout récemment lorsque le « Napoléon » reconstitué de Gance est venu à New York. A vingt-cinq dollars le billet, la salle était bondée. Parce que le silence est une bien belle musique... Parce qu'en fait c'est le langage universel. » ●





CARL DREYER OU LA QUETE DU BATARD

De "Jour de colère" à "Gertrud" en passant par Jeanne d'Arc, le grand cinéaste danois n'a jamais cessé de traiter à travers ses films le thème de la femme tyrannisée par ses maîtres. A l'image de sa mère servante, séduite, enceinte et abandonnée?

PAR SERGE RICHARD

COINCIDENCE ? Les deux plus belles des « sorties » cinématographiques récentes, « Gertrud » (de Carl Dreyer) et « Peter Ibbetson » (de Henry Hathaway), toutes deux films sur l'amour fou, s'organisent autour du même élément : un rêve de ses protagonistes. Il est banal de redire ici la parenté troublante que le cinéma, par bien des aspects, cultive avec le songe : les bibliothèques spécialisées sont pleines de l'étude de ce phénomène. Mais quand, chez les grands auteurs, — lisez : Bunuel, Fellini, Hitchcock, Tarkovski, Minnelli, etc. —, le rêve d'un des personnages envahit ce rêve semi-éveillé qui est celui du spectateur, il se produit une alchimie particulière qu'aucun autre art ne peut mettre en œuvre.

Dans « Ibbetson » — déjà chroniqué dans ces colonnes et sur lequel on ne reviendra donc pas en détail — le rêve est là « existence supplémentaire », que le miracle d'un amour surhumain accorde à deux êtres séparés à jamais : leur union psychique est telle qu'à distance ils parviennent à « vivre » réellement leur (même) rêve comme une réalité. Dans « Gertrud », en revanche, le songe de la protagoniste prend la forme d'un cauchemar : elle est nue dans une plaine neigeuse et des loups la poursuivent. Ce pourrait n'être qu'anecdotique, ou que prémonitoire : Gertrud, au milieu du scénario, retrouvera cette mésaventure fixée sur la tapisserie d'un hôtel où une réception l'amène, à ce qu'il semble, pour la première fois. Mais pas besoin d'avoir beaucoup potassé l'oncle Sigmund pour savoir quel rôle symbolique les loups jouent dans notre inconscient — et plus encore, probablement, dans celui d'une Danoise au début du siècle comme Gertrud...

Les loups, ici, ce sont les hommes. Ils sont beaux et attirants, et en même temps ils peuvent être infiniment trompeurs et cruels. Alors que Gertrud n'est qu'amour absolu, les trois hommes qui auront compté dans sa vie lui refusent cette immense exigence du cœur : son mari la sacrifie à son ambition politique ; son ancien soupirant ne répond plus à ce qu'elle entend ; et son jeune amant finit par l'abandonner.

Gertrud prend donc rang, et à un double titre, dans la galerie de ces personnages typiquement « dreyeriens » dont est riche l'œuvre du cinéaste danois (1). Primo, parce que cette amoureuse est une chercheuse d'absolu au même titre que, par exemple, la Jeanne d'Arc du même auteur. Ou que le fou de Dieu d'« Ordet ». Vu par Dreyer, l'amour humain peut atteindre la dimension du mysticisme et peut faire parvenir à la grâce ceux qui le ressentent (comme les amants de « Peter Ibbetson »).

Secundo, parce que Gertrud est une femme blessée par les hommes. C'est un thème cher à Dreyer que cette domination de mâles tyrannisant leurs compagnes (« le Maître du logis »), les condamnant pour sorcellerie (« Jour de colère »), les menant au bûcher (« la Passion de Jeanne d'Arc ») ou ne manifestant pas assez d'amour et de foi pour les arracher à la mort (« Ordet »). Ce cri de revendication en faveur des femmes, il est remarquable que Dreyer ait commencé à le lancer il y a plus de soixante ans : ce n'était pas si courant dans le cinéma de l'époque.

De ce point de vue, « Gertrud » — qui date, il est vrai, de 1964 — marque une apogée. Au contraire des malheureuses résignées que plaignait Dreyer jusqu'alors, Gertrud est une femme qui se révolte contre ses dominateurs. D'abord en revendiquant discrètement, mais fermement, sa sexualité. Ensuite, en ayant la volonté de partir. Elle pressent déjà qu'il est trop tard et que sa phrase « l'Amour est tout » lui servira d'épitaphe, non de règle de vie ; mais elle part.

Dreyer a dessiné ce merveilleux portrait de femme avec, d'ailleurs, autant de nuances qu'il le fallait. Car c'est aussi son égotisme qui empêche Gertrud d'atteindre le bonheur. Elle est un peu Emma Bovary que son romantisme conduira au pire, un peu le bourreau-victime de ces hommes qu'elle fait souffrir aussi cruellement qu'elle souffre elle-même... Le malheur arrive à travers les miroirs dont le film abonde et qui renvoie les reflets de reflets de Gertrud : une pseudo-communication d'images dans un film où les personnages ne se regardent jamais en face et où chacun — à une ou deux exceptions près — dissimule dans un dialogue en demi-ton une effrayante violence de sentiments.

Il faut voir la réalité épaisse, physique que Dreyer donne à ces affrontements, dont la construction n'a rien à voir avec le « théâtre filmé » que la critique installée avait — à la première apparition de « Gertrud » — cru découvrir ici. Il faut voir la magie d'éclairages et de cadrages, habituelle au grand cinéaste danois, qui lui permet une fois de plus de styliser son histoire et sa mise en scène jusqu'à n'en garder que l'essentiel.

Et cet essentiel tient en quelques phrases. Il est une catégorie de créateurs bien à part : ceux qui, enfants naturels, n'ont pu dénouer convenablement leur Oedipe et ont cherché, plus ou moins consciemment, à y remédier. Utrillo, pour n'en citer qu'un, peignait pour « racheter » moins son propre éthylisme que le « péché » de sa mère : d'où sa dégringolade dans la bondieuserie et la forme assez suspecte de son culte envers Jeanne d'Arc. Le peintre cinématographique de la Pucelle, Dreyer, a eu aussi le « complexe du bâtard » portant — comme Utrillo — le nom d'un « père » qui n'était pas son père. Et c'est de sa mère, servante suédoise enceinte de son patron et morte peu après, qu'il a sans cesse parlé à travers ses héroïnes humiliées. Elle à qui Gertrud prête sa voix au soir d'une vie d'échec. Elle dont il a cherché à accomplir, par son œuvre, une sorte de rédemption.

Il y a ailleurs, dans cette œuvre, un personnage très singulier : Vampyr. Comme par hasard, chez Dreyer, le traditionnel vampire est du sexe féminin. Et on est autant bouleversé par son trépas que par celui de ses victimes. Gertrud, victime et bourreau, me paraît réincarner parfaitement la Vampyr. ●

(1) La sortie de « Gertrud » inaugure un mois Dreyer marqué par la reprise de ses quatorze films dans des salles parisiennes, d'Ile-de-France et du Havre, par la publication de deux livres, par plusieurs conférences et débats, enfin par une exposition à la Maison du Danemark (jusqu'au 7 décembre).

SPECIAL MUSIQUES

La vie d'artiste

Merveilleuse Juliette

L'ex-muse de Saint-Germain-des-Prés ne vieillira jamais. Et sa première chanson, « Non, monsieur, je n'ai pas vingt ans », est plus qu'un clin d'œil. Gréco a rétabli, d'instinct, le contact avec son public. Les jeunes, les moins jeunes et ceux qui l'ont connue au « Tabou » (1). Elle détaille toujours aussi bien « Si tu t'imagines », ses inflexions de voix ont toujours ce côté aussi sensuel et son « Déshabillez-moi » vaut, à lui seul, le déplacement... Une voix canaille qui sert admirablement Ferré. Sa « Jolie Môme », un régal. Et « les Vieux Amants » de Brel retrouvent, avec elle, une nouvelle jeunesse. Gérard Berliner qui la précède sur scène aura redécouvert, avec le public, une chose irremplaçable : le métier.

C.J.

(1) Espace Pierre Cardin - du 6 au 29 octobre 1983.

Opéra : Butterfly ou Walkyrie !

Lorsque Giuseppe Giacosa et Luigi Illica, s'inspirant de John Luther Long et de David Belasco, ont signé le livret de « Madame Butterfly » en prenant soin de préciser, pour les besoins de l'action, qu'un décor de pommiers en fleur était nécessaire, ils ne s'attendaient sans doute pas à être suivis au pied de la lettre quatre-vingts ans plus tard. Dieu ! quel déluge de couleurs, de guirlandes et de nature en liesse dans ce redoutable décor imaginé par Pier Luigi Samaritani (on trouve tout chez Samaritani). C'est Bagatelle version exotique... et c'est très vilain ! Du théâtre comme on n'en fait plus ; le flash-back garanti vers l'opéra d'entre-eux-guerres...

Mais le problème n'est pas tant dans cet étalage de mauvais goût ; il réside bien plus dans l'absence de mise en scène à proprement parler. « Butterfly », c'est un conflit culturel et l'œuvre de Puccini, si elle enchante toujours par la grâce infinie de sa musique, ne prend réellement tout son sens que si l'on montre la solitude de Cio-Cio San, condamnée à n'être ni japonaise — elle est reniée — ni américaine. Un metteur en scène avait fort bien compris cela : Jean-Pierre Ponnelle dont la « Butterfly » cinématographique ou même simplement théâtrale (à Strasbourg l'an dernier) demeure une référence absolue. Faute de quoi, pour l'actuel spectacle du Palais Garnier, on demeure sur sa faim, tout juste bons à juger des qualités musicales et vocales des deux versions présentées.

Car elles sont deux, les Japonaises de Puccini. Grâce à la volonté de Massimo Bogianckino, qui a tenu à présenter au public parisien, outre la version traditionnelle de 1907, la version originale de 1904. A vrai dire, les différences ne sautent ni aux yeux (déjà suffisamment agressés) ni aux oreilles et, pourtant, l'œuvre n'est pas la même. Plus longue, plus répétitive, plus monotone bien que plus cruelle dans sa première ébauche, elle manque encore de cet incomparable art du « timing » qui marque la personnalité de Puccini. A comparer les deux, on s'aperçoit tout simplement que les chefs-d'œuvre ne naissent pas d'un seul trait de génie... Rien que pour cela, l'effort accompli par Bogianckino mérite d'être salué.

On attendait beaucoup de la distribution « chic » réservée à la version traditionnelle. Hélas, si Giorgio Zancanaro est un Sharpless de belle envergure, et si Christa Ludwig campe une Suzuki qui nous arrache les larmes, Ernesto Veronelli ne passe pas la rampe et Raina Kabaiwanska déçoit énormément avec une voix trop métallique et, surtout, un art du chant trafiqué qui ôte toute émotion à sa composition. Si l'on ajoute à cela la baguette lourdingue d'Alain Lombard, transformant la partition en une nouvelle chevauchée des Walkyries, on aura compris qu'il valait mieux retenir l'autre version, avec sa distribution « choc », et son chef poétique Miguel Gomez Martinez.

Et l'on saluera surtout la performance d'Hélène Garetti, sensible, juste, touchante et dont la belle voix chaude promet un avenir intéressant. Que voulez-vous, pour « Butterfly », je marche aux larmes. Kabaïwanska m'a laissée aussi sèche qu'un pan de terre du Sahel, alors que Garetti m'a transformée en fontaine. C.q.f.d.

F.G.

** « Madame Butterfly » de Puccini. Mise en scène de Pier Luigi Samaritani. Opéra de Paris. 742.57.50. Version traditionnelle les 26, 28, 30 octobre et 7, 10, 16, 19 novembre à 19 h 30/Version originale les 29 octobre et 18 novembre à 19 h 30.*



Pascal Lebrun





A.f.p.

Deux Butterfly : Raina Kabaïwanska et Hélène Garetti.

Les rendez-vous du mois

★ SPECTACLES

Le musicien Georges Aperghis se penche sur la vie politique. De cette rencontre est née « Société adoucie », un spectacle inspiré du bulletin municipal de la ville de Bagnolet. Sous forme de fable croustillante, une nouvelle façon de parler des municipalités...

(« Société adoucie » — Théâtre de Mallassis, Bagnolet. Tél. 364.77.18 — du 3 au 20 novembre à 21 h les jeudis, vendredis et samedis et à 17 h le dimanche).

★ RADIO

Une série d'archives consacrées au chef allemand Willem Mengelberg illuminera pendant plusieurs semaines l'émission de Georges Zeisel, le samedi soir sur France-Musique. Chef passionnant, aux goûts très personnels (sa conception de Bach est des plus étonnantes), Mengelberg fut le grand « inventeur » de l'orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam dont la sonorité est aujourd'hui exemplaire. Par ailleurs, il fut aussi un grand nazi. Nobody's perfect.

(Willem Mengerlberg par Georges Zeisel. Le club des archives — tous les samedis à partir de 22 h 10 — France-Musique).

★ EXPOSITIONS

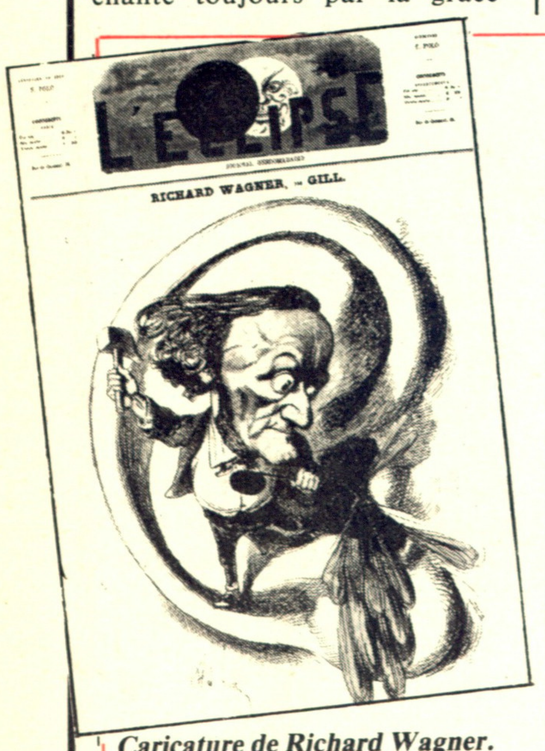
Wagner et la France, ce fut pendant longtemps une douloureuse histoire passionnelle. Le grand Richard fit à la fin du XIXe siècle le bonheur des caricaturistes qui voyaient en lui le musicien crève-tympan et le Prussien envahisseur. Grâce à l'aide précieuse de Martine Kahane, responsable de la bibliothèque de l'Opéra, le Palais-Garnier présente une exposition-rétrospective de la wagneromanie sous toutes ses formes : photographies (gratinées) des chanteurs de l'époque, caricatures, dessins, reproductions d'affiches et fac-similés de journaux. A ne pas manquer.

(Richard Wagner et la France, exposition organisée au Palais-Garnier — tous les jours de 11 h à 17 h — du 26 octobre 1983 au 26 janvier 1984).

★ DISQUES

Parmi le flot des Carmen théâtrales, opératiques et cinématographiques, celle de Karajan — discographie — était attendue avec impatience. Hélas, c'est une demi-déception. Une direction assez dramatique mais cent fois trop lente, une nouvelle version des dialogues parlés totalement aberrante (on la doit à Raymond Gérôme) et, surtout, le choix désastreux de comédiens pour dire ces récitatifs à la place des chanteurs (ce qui ôte toute vérité à l'enregistrement) nous découragent d'emblée. Pourtant la distribution se tient et, si Katia Ricciarelli se révèle une bien piètre Micaela, Agnès Baltsa est une intéressante Carmen à la voix sombre et coupante. Par ailleurs, le Don José subtil et déchirant de José Carreras est à marquer d'une pierre blanche. Un coffret qui ne vaut que pour lui.

(« Carmen », de Bizet. Avec Agnès Baltsa, José Carreras, Katia Ricciarelli, José Van Dam — Chœurs de l'Opéra de Paris ; orchestre philharmonique de Berlin, direction Herbert von Karajan. 3 × 30 D.G.G. 2741 025).



Caricature de Richard Wagner.



Marie-Paule Nègre

Michel Petrucciani.

jazz

Festivals et concerts

• Foule prévue au Festival de Jazz de Paris : Sun Ra All Stars (Phily Joe Jones, comme à Nancy ou Roy Haynes à la batterie ? On ne sait encore, Archie Shepp, Blakey, Hubbard...), Winton Marsalis, j'en passe. Mais surtout le 25 octobre à 18 h 30 au Théâtre de la Ville, Paul Motian Quintet : devrait en faire partie un étonnant Indien (d'Amérique) nommé Jim Pepper dont je vous reparlerai.

• Xe Nancy Jazz Pulsation. Il reste quatre soirées : Coryel, Grappelli, Urbaniak... le 20, Chris McGregor plus Sun Ra All Stars (25 musiciens) le 21... jusqu'au 23 inclus. Renseignements : 16 (8) 335.22.41 et 335.40.86.

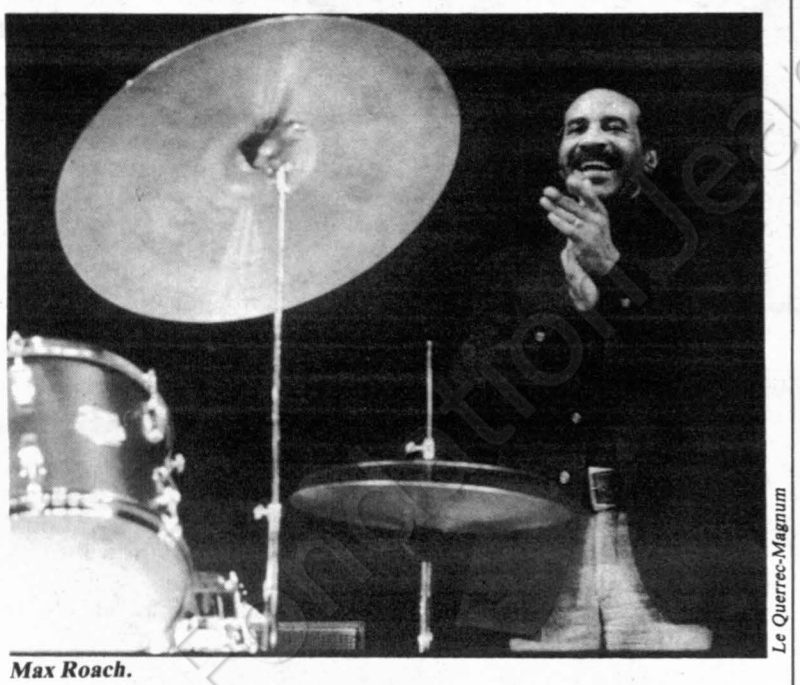
• Ray Baretto, l'homme aux mains d'acier, se balade : Reims le 22... et on parle d'un autre passage à Paris.

• Impossible de tout vous dire. Suivez l'actualité comme vous pourrez et écoutez, entre autres, « Star Jazz » (le samedi de 18 à 19 heures) et « Hot ou Cool » (le dimanche de 23 h à minuit : retransmissions de concerts de musiciens français et annonces de concerts), deux nouvelles émissions d'A. Francis sur France Inter.

Mais aussi Fréquence Montmartre 98,85 MHz (mardi de 20 h 30 à 22 h 30 et dimanche de 20 h à 22 h), Fréquence Libre à 24 h sur 103, 1 MHz, etc.

• A signaler également : des projections de films sur les grands moments du jazz à la vidéothèque de Paris (4, rue Beaubourg, 75004 - 271.26.70) et pendant tout le temps du Festival de Paris. (Une chose à regretter : que les organisations du festival n'aient pas prévu de formules d'abonnement pour les concerts et autres manifestations. Il aurait ainsi été plus accessible.)

• Peter Gabriel le 25 octobre à 20 h Espace Balard...



Le Querrec-Magnum

Max Roach.

Max Roach, à fond la caisse

Roach, le grand Max Roach est toujours là. Et pas seulement fidèle à lui-même. Sans cesse créateur, prêt à surprendre. Vif et en pleine forme. New Morning, 22 heures. Le voilà. C'est toujours un choc de voir un héros en chair et en os. Complet grand chic et grosses lunettes. Visage mince et ferme. Grand sourire vers Cecil Bridgewater (trompette, déjà présent sur Chatahoochee Red), Dwayne Armstrong (sax), Phil Bowles (basse) — le premier quartet — et vers, surprise, quatre jeunes gens en tenue de musiciens classiques, le deuxième quartet, le Swedenborg String Quartet. Trois violons, un violoncelle ! Qu'est-ce qu'il nous a encore mijoté ?

C'est parti. Attaque à fond la caisse (mais pas la grosse, non, tout coulé, brisé, frappé, effleuré, sensuel). Première avancée de Bridgewater qui fait semblant de s'essouffler au bout de trois ou quatre minutes et passe aux autres. Roach se déchaîne ! Il est *là* ! Rapide et retenu, sobre et éclatant, magnifique. Petit signe et les cordes se lancent. Tout juste soutenu par la basse. Voilà ce qu'il nous préparait : un perpétuel jeu d'attaques et de réponses, d'accords et de désaccords entre les deux quartets. Roach reprend en solo : roulements, étincelles, sons mats et cristallins, le « O » de New Morning en tombe du mur derrière lui. La salle n'en demandait pas tant qui siffle, crie sa joie. « Et maintenant, un petit morceau arrangé par ma fille Maxime à partir d'un vieux Rag. » Et voilà les cordes seules. Classique. Très classique, mais... écoutez bien, petits décalages de plus en plus fréquents, glissements vers un rythme plus « moderne », mais oui, on sent une autre patte.

Solo trompette genre porte grinçante qui connaîtrait le rythme sur le bout de ses gonds, superbement enchaîné, très « cool » par l'ensemble suivi d'un nouveau solo du trompettiste mais sans instrument cette fois, juste la bouche et les mains. Son toujours assez proche d'une trompette, mais « bizarre », se transformant en concert de baisers puis en vague ronflement. La salle hurle de rire, le trompettiste « se réveille » et lance un dernier cri de trompette triomphant repris par l'ensemble. Et ainsi de suite pendant deux heures.

Soyons sincère : sublime, merveilleux, grandiose... C'est bon les anciennes amours qui renaissent ! Roach est à Paris. Surveillez les programmations, il devrait rejouer bientôt. Les tractations pour le Festival de Paris n'ayant pas fini de nous surprendre, on ne sait jamais.

JEAN DURIAU

disques

**** Michel Petrucciani : Oracle's Destiny (OWL Records)***

Ecoutez. Laissez-vous emporter. Vous en oublierez vos cigarettes, bonbons, boissons et autres gadgets généralement nécessaires à une écoute confortable. Voilà ce qu'on peut faire avec un piano, dix doigts, un don, du travail et de l'émotion (pas besoin de pousser des grognements et de prendre l'air inspiré comme qui vous savez). Quand je pense qu'il y en a — et aura — pour dire que « l'ombre du grand Jarrett plane ici encore » !

Jeu aéré, étincelant, envolées sublimes de clarté — remercions encore une fois J.-J. Pussiau de jouer la qualité sur toutes ses productions — cascades, flots, jour, nuit... Sublime et sensuel. Ecoutez ce petit bout de « Big Sur ». Si court et pourtant si plein. On s'y croit : grande maison vide accrochée à la montagne qui se jette dans la mer. Jeux de lumière et d'espace, façon Charles Moore. Rythme lent des vagues et des humeurs induites par un calme radieux. On comprend pourquoi Michel y vit. Improvisations. Accords plaqués et notes coulées aux rythmes du cœur. Improvisations libres ou sur trame élaborée comme ce superbe « Amalgame » d'Aldo Romano (encore lui, décidément...) : variation des rythmes sur harmonie de base, décalages, développement de phrases qui s'éloignent de plus en plus de l'harmonie initiale puis la retrouvent. Une œuvre. Peut-être pas un chef-d'œuvre. Après tout, Michel n'a que vingt et un ans et c'est pourquoi il faut le suivre. Il apprend chaque jour et n'a pas fini de nous en faire voir. D'autant plus qu'il bouillonne d'idées. Sa dernière : un trio avec Charlie Haden et Elliott Zigmund ! A suivre. Mais, en attendant, sa tournée annulée, jetez-vous sur ce « destin de l'oracle ».

Et, dernière minute, sur « Estate » (Riviera Dist. DAM) qui doit ressortir début novembre.

**** Dewey Redman : « The struggle continues » (ECM)***

Et Dewey Redman « continues » lui aussi. Des petits côtés « free » qui ne sont qu'une musique et surtout des instruments poussés un petit peu plus loin. Pour passer une bonne soirée en sa compagnie, je vous suggère de remanier l'ordre des plages. Commencez par « Turn over baby ». Sax qui dérape mais revient bien vite dans le « droit » (?) chemin. Puis « Love is » : langoureux et chaud. Piano (Charles Eubanks), contrebasse (Mark Helias) et drums (Ed Blackwell) superbement présents. Puis « Thren », « Joie de vivre », « Combinations » — déjà plus « free », la nuit avance, on se laisse emporter — et enfin une très belle composition de Charlie Parker, « Dewey Square ». Et voilà. Bonne soirée dans bon club bien enfumé avec acolytes en forme.

**** Niels-Henning Orsted Pedersen et Philip Catherine : « The Viking » (Pablo dist. RCA).***

NHOP pour les copains — et les feignants — danois, contrebassiste. Philip Catherine, Anglo-Belge — ou Belgo-Anglais — guitariste. Si vous croyez encore, malgré Mingus ou Haden, qu'une contrebasse c'est fait pour jouer en fond d'orchestre, écoutez donc ce qu'en sort Nhop, « le meilleur contrebassiste du monde », selon Norman Granz. On l'a entendu dans de nombreuses formations, et il figure sur la plupart des disques d'Oscar Peterson. Le voilà en leader. Même si on a l'impression que Philip Catherine — dont le son rappelle étrangement Django — se retient (et il est vrai que la contrebasse jouée ainsi donne toujours envie de dire à son voisin d'arrêter de se gratter le nez, on entend rien !), le mélange est étonnant. On se surprend à claquer des doigts, à se lever pour danser 2 ou 3 mesures. C'est clair, bien enlevé, surtout ce « My funny Valentine », toujours aussi beau. Mais c'est à écouter par petits bouts, un morceau de temps en temps.

**** Michael Mantler : « Something There » (ECM)***

Mantler-Bley. Bley-Mantler. Voilà une association productive loin de manquer de souffle. Avec elle, smoking et écharpe de soie, robe du soir et bijoux. Vous partez au concert. Royal Albert Hall ou équivalent. Musiciens non des moindres. Outre les deux susnommés, Mike Stern (guitare), Steve Swallow (contrebasse), Nick Masson (batterie) et les cordes du London Symphony Orchestra. Rien que ça ! Superbe soirée garantie. Ça démarre voluptueusement. Dès les premières notes, on s'envole. Un petit coup de trompette style Miles Davis, époque « Sketches of Spain », une guitare qui part, un piano qui pointe son nez puis laisse la place aux cordes qui vous enrobent le tout. Une petite poussée dans le « free » style Charlie Haden/Liberation Music Orchestra 1969 (C. Bley et M. Mantler en étaient). Et si, à un moment, vous oubliez la salle de concert et vous vous mettez à danser, tendrement enlacé avec votre partenaire, c'est que tout va bien.

**** Bechet - Ladnier - Mezzrow - Newton : « The Complete Sidney Béchet » vol. 5 (Jazz Tribune, RCA).***

Les enregistrements choisis pour clore ce « Complete Sidney Bechet » ne suffisant pas à faire un double album, voilà, en plus du susnommé, ses copains sans lui. Astucieux. Cela donne des prises antérieures à celles de Béchet, de petits morceaux d'anthologie (Mood Indigo, Royal Garden Blues...) souvent présentés deux fois de suite. Alors on s'amuse à chercher les différences. Du bon, du moins bon, du très bon. Un must pour les fanas du « vrai New Orleans », de ce jazz qui vous empêche de rester assis, joué ici par quatre de ses plus beaux représentants. Un sacré morceau d'histoire.

**** Richard Raux quartet : « Feel good at last » (Freelance. Dist. DAM).***

Encore une très bonne parution française produite par J.-P. Rodrigue. (Au fait, après s'être fait virer de Cité 96, Jazz à tous les étages passe maintenant sur Fréquence libre à 24 h sur 103,1 MHz.) Décidément ! Une face de Raux lui-même. Superbe sax parfaitement équilibré par piano, contrebasse et batterie en pleine forme. On touche au « free », on se lance dedans même en sachant très bien ce qu'on fait. Une face de reprises : Parker, Monk, Ellington et Coltrane qu'aucun n'aurait reniés. Le tout donne un mélange d'harmonies bien balancées. Le « free » est suivi de petits morceaux comme « Ballad for Jeremy » plus calmes,... Encore un bon coup.

**** Elvis Costello : « Punch the Clock » (F. Beat Dist. RCA).***

Elvis débarque en France début novembre. Tournée puis final au Casino de Paris le 13 dudit mois. Le Costello qu'on a vu tantôt « soul » (Get Happy), audacieux (Armed Forces), crooner (Trust), country (Almost blue), toujours différent et toujours lui-même, jamais à court d'idées, musicales ou littéraires (lisez bien les textes, reprenez l'anglais, ça vaut le jus), se lance à l'assaut, protégé par la même compagnie qu'un autre Elvis célèbre en son temps, d'un auditoire plus vaste. Le « teigneux », l'« impossible », l'inclassable Costello adopte les cuivres et les chœurs à la mode actuellement, mais s'en sert à bon escient (lui au moins). Des textes toujours aussi superbes — et difficiles — et une voix qui les porte parfaitement dans la masse des productions actuelles, heureusement qu'il est là !

EUROMISSILES : LE DESEQUILIBRE DE LA TERREUR

Même si notre sympathie va à ceux qui crient "ni Pershing ni SS-20", on est bien obligé de constater une fois de plus que les SS-20 existent depuis longtemps à l'Est et que les Pershing-2 ne sont pas encore à l'Ouest

PAR CLAUDE ESTIER



Sygma

Manifestants pacifistes allemands « interpellés » la semaine dernière.

LES ultimes grandes manœuvres ont commencé et elles vont atteindre leur point culminant dans les cinq ou six semaines qui viennent. Le décor est planté avec pour scène principale l'Allemagne : d'un côté des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes et de femmes manifestant dans les rues pour la paix et contre les missiles nucléaires ; de l'autre, si l'on ose dire, les missiles eux-mêmes, effrayant arsenal au sujet duquel on semble comme à plaisir entretenir la confusion entre ce qui est déjà installé — les SS-20 sur le territoire de l'U.r.s.s. — ce qui l'est peut-être — les nouvelles fusées soviétiques SS-21 en R.d.a. — ce qui va l'être avant la fin de cette année — les Pershing-2 américains en R.f.a. et dans d'autres pays de l'Otan.

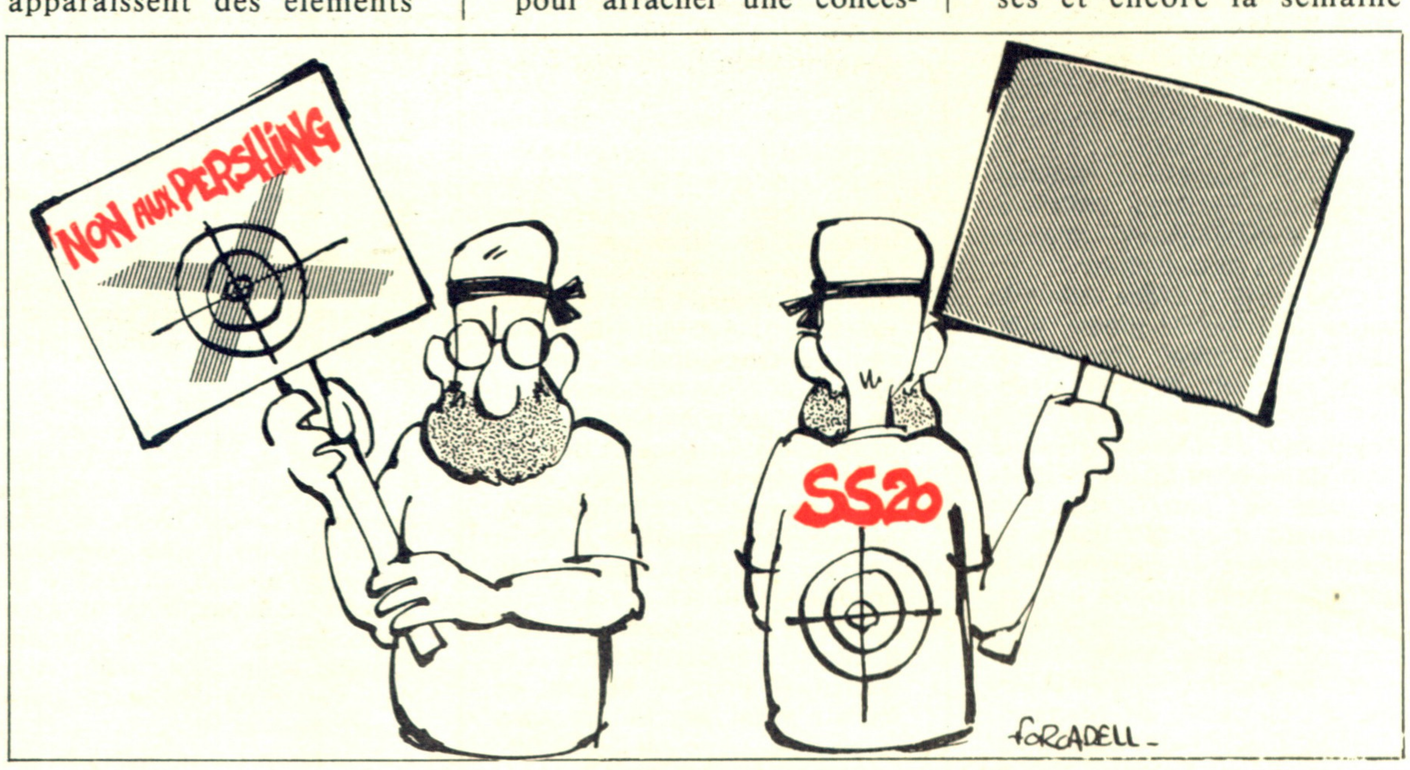
On savait depuis quatre ans que la fin de l'année 1983 serait le moment d'une dangereuse escalade. C'est à la fin de 1979 en effet que l'Otan avait décidé, pour mettre fin au déséquilibre nucléaire en faveur de l'Union soviétique, d'installer en Europe occidentale de nouvelles fusées — Pershing-2 et missiles de croisière — susceptibles d'atteindre le territoire soviétique, si d'ici là aucun accord n'était intervenu pour la révision en baisse du nombre des armes existantes. Les négociations russo-américaines se sont poursuivies pendant des mois et des mois à Genève sans avancer d'un pouce en dépit des propositions apparemment nouvelles faites alternativement par chacun des deux interlocuteurs. Le temps a passé et l'on arrive à l'échéance. Est-il encore possible de la reculer ?

Un mouvement se dessine en Europe, et pas seulement au sein des mouvements dits « pacifistes », pour une prolongation des négociations de Genève assortie d'un ajournement de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière. Cette proposition peut paraître séduisante. Mais que signifie-t-elle ? Dans la pratique le gel, pour un temps indéterminé, de la situation existante dont nul ne conteste plus sérieusement qu'elle donne un net avantage à l'U.r.s.s., puisque plus de trois cents fusées SS-20 existent bel et bien, pouvant atteindre en une quinzaine de minutes toutes les villes d'Europe occidentale du nord de la Norvège au sud de l'Italie, alors que les Pershing-2 qui pourraient représenter l'équivalent de cette force de frappe ne sont, elles, pas encore installées. La prolongation des négociations de Genève prendrait naturellement un tout autre sens si les Soviétiques y présentaient des propositions nouvelles comportant notamment une réduction immédiate et concrète de leur arsenal. C'est ce qu'a bien exprimé Bettino Craxi, il y a quelques jours à Rome en déclarant : « Si la négociation de Genève reste bloquée par le préalable soviétique, qui n'admet l'installation d'aucun missile, alors il n'y a pas de raison de prolonger la négociation de six mois. Si en revanche apparaissent des éléments nouveaux, qui pourraient laisser supposer l'abandon des conditions soviétiques, alors il est possible d'envisager la poursuite des pourparlers. »

Or, force est de constater que la position soviétique demeure inchangée. On vient d'en avoir une nouvelle preuve à l'occasion des entretiens de Vienne entre Andréi Gromyko et le ministre des Affaires étrangères allemand, Genscher. Sans doute ce dernier ne se faisait-il guère d'illusions en allant rencontrer son collègue soviétique et souhaitait-il surtout sauvegarder la poursuite du dialogue avec l'Est, quelle que soit l'issue de l'affaire des missiles. Mais on peut penser aussi, dans la mesure même ou la R.f.a. est au cœur du débat, qu'il a tout mis en œuvre pour arracher une concession à son interlocuteur. Vainement, semble-t-il. En tout cas, le mécanisme prévu est maintenant en marche : le Bundestag est convoqué pour le 21 novembre afin de donner son accord à l'installation des Pershing. Il s'y trouvera sans aucun doute une majorité dans ce sens même si une partie importante des députés sociaux-démocrates — le S.p.d. est profondément divisé sur la question des fusées, Helmut Schmidt y demeurant favorable alors que Willy Brandt participe à Bonn à la manifestation « pacifiste » — refuse son suffrage au gouvernement d'Helmut Kohl.

Nous n'avons pas à nous réjouir d'une telle situation qui s'inscrit pourtant dans une logique que le président de la République a définie clairement à plusieurs reprises et encore la semaine dernière à l'occasion de son voyage en Belgique. Rien n'est plus dangereux pour la paix en Europe que la pérennisation du déséquilibre nucléaire en faveur de l'une ou l'autre des deux superpuissances. L'objectif à atteindre est de revenir à l'équilibre au niveau le plus bas et c'est ce que nous attendions des pourparlers de Genève. Nous souhaitons de toutes nos forces que ceux-ci débouchent sur un accord. Il est peut-être encore temps et il serait fou de s'arc-bouter sur une date-butoir si une perspective apparaissait. Mais dans le cas contraire, reculer cette date ne ferait que servir de prétexte à de nouvelles et interminables palabres aboutissant en fait à maintenir un statu quo inacceptable.

Les Soviétiques sont inquiets de la menace que représente pour eux le déploiement de nouvelles armes pouvant les atteindre au cœur. On peut le comprendre. Mais aujourd'hui c'est à eux de répondre. Le mot d'ordre « ni Pershing ni SS-20 » inscrit sur les banderoles des démonstrations pacifistes en Allemagne, en France ou ailleurs (y compris et bien timidement en R.d.a. sous l'aile de l'église protestante), conserve toute sa force et toute notre sympathie. Il faut bien pourtant une fois de plus constater que les SS-20 existent depuis longtemps à l'Est et les Pershing-2 pas encore à l'Ouest.



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325